

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider les lecteurs à apprécier les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Financier Banque TD (la Banque) pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 comparativement aux périodes correspondantes. Il doit être lu avec nos états financiers consolidés et les notes y afférentes. Le présent rapport de gestion est daté du 7 décembre 2006. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels de la Banque dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

12 APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

- 16 Bénéfice net
- 17 Revenus
- 20 Frais
- 22 Impôts
- 23 Information financière trimestrielle

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

- 24 Description des activités
- 26 Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
- 30 Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis
- 33 Services bancaires en gros
- 36 Gestion de patrimoine
- 40 Siège social

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2005

- 41 Sommaire du rendement de 2005
- 42 Rendement financier de 2005 par secteur d'exploitation

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

- 43 Revue du bilan
- 44 Qualité du portefeuille de crédit
- 51 Situation du capital
- 53 Arrangements hors bilan
- 56 Instruments financiers

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

- 56 Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs
- 57 Gestion des risques

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

- 67 Estimations comptables critiques
- 70 Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière
- 70 Contrôles et procédures

Certains chiffres correspondants ont été redressés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

Pour d'autres renseignements sur la Banque, y compris la notice annuelle de la Banque, consulter le site de la Banque à www.td.com, le site SEDAR à www.sedar.com de même que le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à www.sec.gov (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, y compris dans le présent rapport de gestion, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les cibles de la Banque pour 2007 et par la suite et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les hypothèses économiques à l'égard de chaque secteur d'exploitation pour 2007 sont établies dans le présent rapport de gestion aux rubriques «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2007». Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés nous obligent à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie, de change et de réglementation, et les risques juridiques et autres présentés dans le présent rapport de gestion et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités de même que l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires dans ces territoires et les variations des taux de change des monnaies ayant cours dans ces territoires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la mise sur pied de nouveaux canaux de distribution et la réalisation de revenus accrus tirés de ces canaux, la capacité de la Banque d'exécuter ses stratégies d'intégration, de croissance et d'acquisition, y compris celles de ses filiales, particulièrement aux États-Unis; les modifications des conventions et méthodes comptables que la Banque utilise pour faire rapport sur sa situation financière, y compris les incertitudes associées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste; la dépendance à l'égard de tiers relativement à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; l'incidence néfaste continue des litiges dans le secteur des valeurs mobilières aux États-Unis; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme les séismes; les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou internationales; les retombées des perturbations dans les infrastructures publiques comme le transport, les télécommunications, l'électricité ou l'approvisionnement en eau; et la capacité de la direction de prévoir et de gérer les risques associés à ces facteurs et de réaliser les stratégies de la Banque. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque. Cette liste n'inclut pas tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 56 du présent rapport de gestion. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Le Groupe Financier Banque TD a dégagé des résultats financiers exceptionnels en 2006. Chacun de nos secteurs d'exploitation a contribué à la création de valeur pour les actionnaires.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Le Groupe Financier Banque TD (la Banque) est l'un des plus importants prestataires de services financiers en Amérique du Nord, offrant une gamme complète de produits et de services bancaires de détail, de gros et commerciaux de même que des services de gestion de patrimoine. L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des groupes suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. La création du groupe Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis découle de l'acquisition d'une participation majoritaire dans TD Banknorth Inc. (TD Banknorth) en 2005.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés» ou «présentés».

La Banque utilise également les résultats «rajustés» ou le bénéfice net pour évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque exclut les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats présentés. Les éléments à noter sont liés aux éléments qui, selon la direction, ne sont pas indicateurs du rendement des activités sous-jacentes. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau 2. Les éléments à noter comprennent l'amortissement des actifs incorporels de la Banque qui découle principalement de l'acquisition de TD Banknorth en 2005, de l'acquisition de Hudson United Bancorp (Hudson) par TD Banknorth en 2006, et de Canada Trust en 2000. La Banque estime que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Comme il est expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats présentés selon les PCGR. Les expressions «résultats rajustés», «éléments à noter» et autres expressions connexes utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et, par conséquent, elles pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau 2 présente un rapprochement des résultats de la Banque et de ses résultats présentés et des résultats rajustés.

TABLEAU 1	RÉSULTATS D'EXPLOITATION – COMME PRÉSENTÉS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	6 371 \$	6 008 \$	5 773 \$
Autres revenus	6 733	5 889	4 883
Total des revenus	13 104	11 897	10 656
Gain sur dilution, montant net	1 559	–	–
Provision pour pertes sur créances	(409)	(55)	386
Frais autres que d'intérêts	(8 727)	(8 782)	(8 007)
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	5 527	3 060	3 035
Charge d'impôts sur les bénéfices	(874)	(699)	(803)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(184)	(132)	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	134	–	–
Bénéfice net – comme présenté	4 603	2 229	2 232
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$

TABLEAU 2 RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX PCGR¹

Bénéfice net rajusté par rapport aux résultats présentés			
Résultats d'exploitation – rajustés			
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net ²	6 371 \$	6 021 \$	5 773 \$
Autres revenus ³	6 774	6 015	4 961
Total des revenus	13 145	12 036	10 734
Provision pour pertes sur créances ⁴	(441)	(319)	(336)
Frais autres que d'intérêts ⁵	(8 172)	(7 825)	(7 081)
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée			
	4 532	3 892	3 317
Charge d'impôts sur les bénéfices ⁶	(1 107)	(899)	(832)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁷	(211)	(132)	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁸	162	–	–
Bénéfice net – rajusté	3 376	2 861	2 485
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 354	2 861	2 485
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Amortissement des actifs incorporels ⁹	(316)	(354)	(477)
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	1 665	–	–
Perte sur dilution de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth	(72)	–	–
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	(19)	–	–
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	(35)	(29)	–
Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture	7	17	(50)
Reprise de provisions générales	39	23	43
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)	–	127	426
Perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés	–	(100)	–
Imputations fiscales liées aux restructurations	–	(163)	–
Autres éléments fiscaux	(24)	98	–
Rachats d'actions privilégiées	–	(13)	–
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	(18)	–	–
Imputation pour litiges	–	(238)	(195)
Total des éléments à noter	1 227	(632)	(253)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$
Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et rajusté			
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Dilué – comme présenté	6,34 \$	3,20 \$	3,39 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice (voir ci-dessus)	(1,70)	0,91	0,38
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice par action seulement ¹⁰	0,02	0,03	–
Dilué – rajusté	4,66 \$	4,14 \$	3,77 \$
De base – comme présenté	6,39 \$	3,22 \$	3,41 \$

¹ Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

² Le revenu d'intérêts net rajusté exclut l'élément à noter suivant : perte de 13 millions de dollars au rachat d'actions privilégiées en 2005.

³ Les autres revenus rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2006, gain avant impôts de 11 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture; imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth de 52 millions de dollars; en 2005, gain de 27 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture; perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés de 153 millions de dollars; en 2004, perte de 78 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture.

⁴ Les provisions rajustées pour pertes sur créances excluent les éléments à noter suivants : en 2006, perte sur reprise de provisions générales de 60 millions de dollars; établissement initial de la provision spécifique pour les prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars; en 2005, reprise de provisions générales de 35 millions de dollars; perte sur recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles) de 229 millions de dollars; en 2004, reprise de provisions générales de 67 millions de dollars; recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles) de 655 millions de dollars.

⁵ Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 505 millions de dollars; imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 50 millions de dollars; en 2005, amortissement des actifs incorporels de 546 millions de dollars; imputation pour litiges de 368 millions de dollars et imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 43 millions de dollars; en 2004, amortissement des actifs incorporels de 626 millions de dollars et imputation pour litiges de 300 millions de dollars.

⁶ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau 11.

⁷ Les participations sans contrôle rajustées excluent les éléments à noter suivants : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 12 millions de dollars; imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth de 15 millions de dollars.

⁸ La quote-part du bénéfice net d'une société liée exclut l'élément à noter suivant : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 28 millions de dollars.

⁹ Voir des renseignements additionnels dans le tableau 3.

¹⁰ En 2006, rajustement ponctuel pour l'incidence des résultats de TD Ameritrade, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers. Les résultats de la Banque englobent sa participation en actions dans TD Ameritrade du 25 janvier 2006 au 30 septembre 2006. En 2005, rajustement pour l'incidence des résultats de TD Ameritrade, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers.

TABLEAU 3	AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
TD Canada Trust	207 \$	301 \$	454 \$
TD Banknorth – Amortissement des actifs incorporels – comme présenté	72	35	–
Déduire : Participations sans contrôle	12	2	–
Amortissement des actifs incorporels, montant net	60	33	–
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	28	–	–
Autres	21	20	23
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹	316 \$	354 \$	477 \$

¹ L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

PROFIT ÉCONOMIQUE ET RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Quand le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Le tableau 4 présente un rapprochement du profit économique de la Banque, du rendement du capital investi et du bénéfice net rajusté. Le bénéfice net rajusté et les termes connexes font l'objet de commentaires à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

TABLEAU 4	RAPPROCHEMENT DU PROFIT ÉCONOMIQUE, DU RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI ET DU BÉNÉFICE NET RAJUSTÉ		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	17 983 \$	14 600 \$	12 050 \$
Montant cumulé moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition / des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	3 540	3 213	2 834
Capital investi moyen	21 523	17 813	14 884
Taux d'imputation au titre du capital investi	9,5 %	10,1 %	10,7 %
Imputation au titre du capital investi	(2 045) \$	(1 799) \$	(1 593) \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1 227)	632	253
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 354 \$	2 861 \$	2 485 \$
Profit économique	1 309 \$	1 062 \$	892 \$
Rendement du capital investi	15,6 %	16,1 %	16,7 %

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2006

Acquisition de VFC Inc.

En date du 15 mai 2006, la Banque a acquis toutes les actions ordinaires émises et en circulation de VFC Inc. (VFC), un des grands fournisseurs de financement automobile et de prêts à tempérament aux consommateurs, pour une contrepartie de 328 millions de dollars, y compris une somme au comptant, des actions ordinaires de la Banque et les frais d'acquisition. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de VFC sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Les résultats de VFC pour la période allant de l'acquisition au 31 octobre 2006 ont été regroupés avec les résultats de la Banque.

TD Banknorth

En 2006, TD Banknorth a racheté 8,5 millions de ses propres actions pour 290 millions de dollars, et la Banque a acquis 1 million d'actions additionnelles de TD Banknorth pour 34 millions de dollars dans le cadre d'achats sur le marché libre. Outre les actions de TD Banknorth acquises par la Banque dans le cadre de l'opération avec Hudson (décrite ci-dessous), la Banque a commencé à réinvestir dans le programme de réinvestissement des dividendes de TD Banknorth en novembre 2005 et, au 31 octobre 2006, elle avait acquis un total de 4 millions d'actions de TD Banknorth dans le cadre du programme. Au 31 octobre 2006, la participation de la Banque dans TD Banknorth était de 57 %, soit une augmentation par rapport à 55,5 % au 31 octobre 2005.

Le 20 novembre 2006, la Banque a annoncé son intention d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de TD Banknorth qu'elle ne détient pas encore. L'acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'offre procure aux actionnaires minoritaires de TD Banknorth 32,33 \$ US au comptant par action de TD Banknorth. La contrepartie totale s'élèvera à environ 3,6 milliards de dollars. L'offre est conditionnelle à l'approbation des autorités de réglementation et à celle des actionnaires de TD Banknorth et, si elle est approuvée, devrait être conclue d'ici le 30 avril 2007. Si l'opération de privatisation est conclue, TD Banknorth deviendra une filiale en propriété exclusive de la Banque.

Nous prévoyons que l'effet relatif de l'opération sur le bénéfice par action comme présenté de la Banque sera de 0,02 \$ l'action pour les six mois de 2007 et de 0,12 \$ l'action en 2008. L'effet relatif sur le bénéfice par action rajusté de la Banque, et avant l'amortissement des actifs incorporels dans ce cas, sera de 0,05 \$ l'action pour les six mois de 2007 et de 0,16 \$ l'action en 2008.¹

Hudson United Bancorp

Le 31 janvier 2006, TD Banknorth a réalisé l'acquisition de Hudson United Bancorp (Hudson) pour une contrepartie totale de 2,2 milliards de dollars, dont 1 073 millions de dollars au comptant et le reste en actions ordinaires de TD Banknorth. La contrepartie au comptant a été financée par la vente d'actions ordinaires de TD Banknorth à la Banque. TD Banknorth consolide les résultats financiers de Hudson. L'opération a entraîné pour la Banque une perte sur dilution de 72 millions de dollars en 2006.

Interchange Financial Services Corporation

Le 13 avril 2006, TD Banknorth a annoncé une entente pour l'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation (Interchange) pour une contrepartie au comptant de 480,6 millions de dollars US. La clôture de l'opération devrait avoir lieu au cours du premier trimestre civil de 2007 de TD Banknorth.

Les liquidités nécessaires à l'opération proviendront principalement de la vente, par TD Banknorth, d'environ 13 millions de ses actions ordinaires à la Banque au prix de 31,17 \$ US l'action, pour environ 405 millions de dollars US. D'après la participation de la Banque dans TD Banknorth au 31 octobre 2006, cette opération devrait porter celle-ci à environ 59,3 %.

TD Waterhouse U.S.A. et Ameritrade

Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé la vente de son entreprise de courtage américaine, TD Waterhouse U.S.A., à la juste valeur marchande de 2,69 milliards de dollars à Ameritrade Holding Corporation (Ameritrade) en échange de 32,5 % de l'entité issue de la fusion qui porte la dénomination «TD Ameritrade». Au cours de l'exercice, l'opération a entraîné à la vente un gain sur dilution net de 1,67 milliard de dollars après impôts (1,64 milliard de dollars avant impôts).

Dans le cadre de l'opération, TD Waterhouse Canada a acquis la totalité des activités de courtage canadiennes d'Ameritrade pour 77 millions de dollars au comptant.

Selon la convention d'actionnaires de TD Ameritrade, la participation réelle de la Banque dans TD Ameritrade est actuellement limitée à 39,9 % des titres comportant droit de vote en circulation. Cette limite passera à 45 % en janvier 2009.

La Banque a acquis 44,4 millions d'actions pour 939,1 millions de dollars par des acquisitions sur le marché libre, accroissant ainsi sa participation dans TD Ameritrade à 39,8 % au 31 octobre 2006.

La Banque comptabilise son placement dans TD Ameritrade à la valeur de consolidation. Les périodes financières de la Banque et de TD Ameritrade ne coïncident pas. La quote-part de la Banque dans les résultats de TD Ameritrade entre la date d'acquisition et le 30 septembre 2006 est présentée dans les résultats de la Banque pour l'exercice.

Le 14 septembre 2006, la Banque a annoncé un arrangement avec Lillooet Limited (Lillooet), société dont le promoteur est la Banque Royale du Canada, selon lequel la Banque a couvert le risque de prix lié à 27 millions d'actions ordinaires de TD Ameritrade. Le nombre d'actions couvertes et le prix de couverture ont été déterminés selon les conditions du marché sur une période de couverture donnée.

L'arrangement avec Lillooet vise à procurer une protection de prix dans le cas où la Banque désirerait augmenter sa participation réelle dans TD Ameritrade en 2009. Selon l'arrangement, si le cours de l'action de TD Ameritrade dépasse un montant précis, Lillooet devra verser une somme à la Banque au début de 2009. Si le cours de l'action de TD Ameritrade est inférieur à un tel montant, ce sera la Banque qui devra verser à Lillooet une somme en fonction de la baisse. L'arrangement fera l'objet d'un règlement prévu pour 2009, sous réserve d'une accélération ou d'une résiliation anticipée dans certaines circonstances. L'arrangement ne confère à la Banque aucun droit d'achat d'actions de TD Ameritrade, ni aucun droit de vote ou de participation assorti à ces actions.

Lillooet est une entité à détenteurs de droits variables dont la Banque est le principal bénéficiaire. Ainsi, la Banque a inclus les résultats financiers de Lillooet dans ses états financiers consolidés.

Du fait de la consolidation de Lillooet, les actions de TD Ameritrade que celle-ci détient ont été incluses dans le placement de la Banque dans TD Ameritrade; en outre, la Banque a comptabilisé le bénéfice de TD Ameritrade lié aux 0,3 % d'actions de TD Ameritrade détenues par Lillooet au 30 septembre 2006. Au 31 octobre 2006, Lillooet détenait 2,7 % des actions ordinaires en circulation de TD Ameritrade. Au 15 novembre 2006, Lillooet détenait 27 millions d'actions de TD Ameritrade, soit 4,5 % des actions ordinaires en circulation de TD Ameritrade.

¹ Les projections sont fondées sur les estimations par consensus du Institutional Broker's Estimate System (IBES) pour la Banque à l'égard de 2007 et 2008, et supposent que l'opération sera conclue en avril 2007. Les projections pour TD Banknorth sont fondées sur l'extrême bas de la ligne directrice de la direction de TD Banknorth, publiée antérieurement, pour 2007 et, pour 2008, sur un taux de croissance de 8 % des bénéfices

en trésorerie de base déterminé à partir des estimations de l'IBES. Les projections comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient très différents. Voir la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs», à la page 11, et la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs», à la page 56.

Bénéfice net

APERÇU

- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 4 603 millions de dollars, en hausse de 2 374 millions de dollars, ou 107 %, par rapport à 2005.
- Le bénéfice net rajusté a atteint à 3 376 millions de dollars, soit une augmentation de 515 millions de dollars, ou 18 %, en regard de 2005.

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 4 603 millions de dollars comparativement à 2 229 millions de dollars en 2005. Le bénéfice net rajusté a atteint 3 376 millions de dollars, contre 2 861 millions de dollars en 2005. L'augmentation du bénéfice net comme présenté est attribuable en bonne partie au gain sur dilution de 1 665 millions de dollars (déduction faite des impôts sur les bénéfices) réalisé à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Le reste de l'augmentation tient surtout à l'amélioration générale des résultats de nos secteurs d'exploitation par rapport à l'an dernier. De plus, en 2005, l'imputation pour litiges à l'égard des réclamations relatives à Enron s'était répercutée sur le bénéfice net. La hausse du bénéfice net de chacun de nos secteurs d'exploitation a contribué à l'amélioration du bénéfice net rajusté, qui est toutefois atténuée par une perte du secteur Siège social. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse du bénéfice net a été de 264 millions de dollars en regard de 2005, attisée surtout par la forte croissance des volumes de la plupart des produits bancaires et par les marges plus élevées sur les dépôts. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, le bénéfice net rajusté a monté de 97 millions de dollars, sous l'effet surtout de l'inclusion en 2006 des résultats de TD Banknorth pour un exercice entier, comparativement à sept mois en 2005. Pour Gestion de patrimoine, le bénéfice net a augmenté de 158 millions de dollars, grâce principalement à la croissance des actifs gérés des activités canadiennes et au bénéfice net tiré du placement dans Ameritrade qui est supérieur à celui obtenu de TD Waterhouse U.S.A. en 2005. La hausse de 113 millions de dollars du bénéfice net rajusté des Services bancaires en gros a été induite par les activités de son entreprise nationale, le taux de change et les activités sur titres énergétiques, de même que par de solides gains sur les placements en valeurs mobilières.

Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 6,34 \$, contre 3,20 \$ en 2005. Le bénéfice dilué par action rajusté a atteint 4,66 \$, en hausse de 13 % par rapport à 4,14 \$ en 2005. L'augmentation du bénéfice dilué par action est principalement attribuable au bénéfice net rajusté plus élevé, atténué par l'effet du nombre moyen accru d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, de manière diluée, a été de 723 millions en 2006, en regard de 696 millions en 2005.

OPÉRATION DE TD WATERHOUSE U.S.A. AVEC AMERITRADE – INCIDENCE SUR LES REVENUS ET LES FRAIS

Comme il est indiqué à la page 15, la Banque a vendu, le 24 janvier 2006, son entreprise de courtage américaine, TD Waterhouse U.S.A., à Ameritrade en échange d'une participation minoritaire dans TD Ameritrade. Le placement dans TD Ameritrade est comptabilisé à la valeur de consolidation, et la part du bénéfice net revenant à la Banque est portée au poste Quote-part du bénéfice net d'une société liée. Ce traitement comptable entraîne une réduction des revenus et des frais par rapport à 2005, les revenus et les frais de TD Waterhouse U.S.A. ayant été inclus en 2005.

PCGR DES ÉTATS-UNIS

(Voir la note 29 afférente aux états financiers consolidés)

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les PCGR des États-Unis s'est établi à 4 559 millions de dollars, par rapport à 4 581 millions de dollars selon les PCGR du Canada. L'écart s'explique surtout par l'incidence sur le bénéfice net de l'exigence des PCGR des États-Unis que les garanties données par la Banque soient évaluées à la juste valeur et présentées dans le passif au bilan consolidé. Les autres rajustements faits au bénéfice net selon les PCGR des États-Unis ont trait principalement à des reclassements entre les PCGR des États-Unis et du Canada et n'ont aucune incidence sur le bénéfice net.

La présentation d'un état du résultat étendu consolidé est une exigence des PCGR des États-Unis, mais pas des PCGR du Canada. Les variations des autres éléments du résultat étendu de la Banque découlent principalement de l'exigence des PCGR des États-Unis que les gains et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente, les variations des gains et des pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et les gains et les pertes de change latents soient présentés dans l'état du résultat étendu consolidé.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Revenus

APERÇU

- Le total des revenus a augmenté de 1 207 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le revenu d'intérêts net s'est accru de 363 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les autres revenus ont monté de 844 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 13 104 millions de dollars, soit une hausse de 10 % par rapport à 2005, attribuable tant à la croissance interne qu'aux acquisitions, car en 2006, les résultats de TD Banknorth ont été intégrés pour un exercice entier contre un exercice partiel en 2005.

REVENU D'INTÉRÊTS NET

Le revenu d'intérêts net pour 2006 a atteint 6 371 millions de dollars, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 363 millions de dollars ou 6 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des volumes et des marges des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. De plus, le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a progressé par suite de l'intégration des résultats d'un exercice complet de TD Banknorth et de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Ces hausses ont été neutralisées en partie par une diminution du côté des Services bancaires en gros attribuable à une baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation, et le revenu d'intérêts net de Gestion de patrimoine a reculé par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

Marge d'intérêt nette

La marge d'intérêt nette a fléchi de sept points de base en 2006, passant de 2,09 % à 2,02 %. Ce repli témoigne surtout d'une baisse de 522 millions de dollars du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation. Si l'on retranche le revenu d'intérêts net et les actifs liés aux activités de négociation, la marge d'intérêt nette a augmenté légèrement par rapport à 2005, en raison de l'amélioration générale des marges des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, particulièrement celles sur les dépôts qui ont bénéficié d'une remontée des taux d'intérêt au premier semestre de l'exercice. Cette amélioration a été contrebalancée en partie par la compression des marges des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et un resserrement des écarts de crédit de sociétés au sein des Services bancaires en gros.

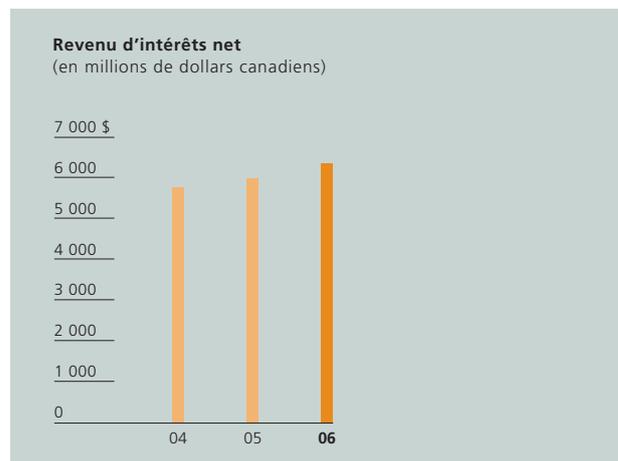


TABLEAU 5	ANALYSE DES MOUVEMENTS DU REVENU D'INTÉRÊTS NET					
	2006 par rapport à 2005			2005 par rapport à 2004		
(en millions de dollars canadiens)						
	Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation de			Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation de		
	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net
Total des actifs productifs	1 332 \$	1 461 \$	2 793 \$	1 634 \$	10 \$	1 644 \$
Total des passifs portant intérêt	(742)	(1 688)	(2 430)	(525)	(884)	(1 409)
Revenu d'intérêts net	590 \$	(227) \$	363 \$	1 109 \$	(874) \$	235 \$

TABLEAU 6 REVENU D'INTÉRÊTS NET SUR LES SOLDES MOYENS PRODUCTIFS ¹									
(en millions de dollars canadiens)									
	2006			2005			2004		
	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen ²	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen ²	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen ²
Actifs productifs									
Dépôts auprès de banques	11 680 \$	302 \$	2,59 %	10 654 \$	415 \$	3,90 %	7 760 \$	517 \$	6,66 %
Valeurs mobilières									
Compte de placement	40 172	1 782	4,44	32 354	1 503	4,65	27 678	1 219	4,40
Compte de négociation	76 679	2 653	3,46	77 906	2 536	3,26	71 188	2 438	3,42
Total des valeurs mobilières	116 851	4 435	3,80	110 260	4 039	3,66	98 866	3 657	3,70
Valeurs mobilières prises en pension	30 910	1 413	4,57	27 253	907	3,33	28 306	734	2,59
Prêts									
Prêts hypothécaires	60 325	3 131	5,19	58 033	2 807	4,84	52 155	2 625	5,03
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	62 797	4 036	6,43	55 975	3 067	5,48	45 215	2 373	5,25
Cartes de crédit	3 830	509	13,29	2 690	323	12,01	2 289	271	11,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	28 562	1 743	6,10	23 288	1 218	5,23	20 778	955	4,60
Total des prêts	155 514	9 419	6,06	139 986	7 415	5,30	120 437	6 224	5,17
Total des actifs productifs	314 955 \$	15 569 \$	4,94 %	288 153 \$	12 776 \$	4,43 %	255 369 \$	11 132 \$	4,36 %
Passifs portant intérêt									
Dépôts									
Particuliers	132 135 \$	3 027 \$	2,29 %	122 032 \$	2 509 \$	2,06 %	108 586 \$	2 077 \$	1,91 %
Banques	15 874	661	4,16	14 683	462	3,15	16 166	309	1,91
Entreprises et gouvernements	105 252	3 393	3,22	99 827	2 158	2,16	81 139	1 467	1,81
Total des dépôts	253 261	7 081	2,80	236 542	5 129	2,17	205 891	3 853	1,87
Billets et débiteures subordonnés	6 956	388	5,58	5 626	328	5,83	5 731	312	5,44
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension	44 287	1 603	3,62	34 499	1 164	3,37	34 730	1 024	2,95
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	1 790	126	7,04	2 215	147	6,64	2 672	170	6,36
Total des passifs portant intérêt	306 294 \$	9 198 \$	3,00 %	278 882 \$	6 768 \$	2,43 %	249 024 \$	5 359 \$	2,15 %
Total du revenu d'intérêts net		6 371 \$	1,94 %		6 008 \$	2,00 %		5 773 \$	2,21 %

¹ Le revenu d'intérêts net inclut les dividendes sur titres.

² Les montants peuvent avoir été arrondis.

AUTRES REVENUS

Les autres revenus ont été de 6 733 millions de dollars pour 2006, en hausse de 844 millions de dollars ou 14 % par rapport à 2005.

Les revenus tirés des services de placement et de valeurs mobilières ont fléchi de 246 millions de dollars ou 10 % en regard de 2005, surtout en raison d'une baisse des commissions de courtage à escompte de 322 millions de dollars ou 37 % en regard de 2005, en particulier attribuable à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Ce fléchissement a été plutôt neutralisé par la hausse des revenus tirés des services de courtage traditionnel et des autres services de valeurs mobilières de 61 millions de dollars ou 7 %, étant donné surtout que la hausse des revenus liés aux activités de négociation et la forte croissance des actifs administrés ont fait grimper les commissions et les commissions de suivi.

Les commissions sur crédit ont monté de 28 millions de dollars ou 8 % par rapport à 2005, surtout du fait de la hausse des frais administratifs de crédit et des initiatives de révision des frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les gains sur les valeurs du compte de placement ont progressé de 63 millions de dollars ou 26 % par rapport à 2005, étant donné le solide rendement du portefeuille de placements en actions. Le revenu de négociation s'est amélioré de 650 millions de dollars, mais cette amélioration a été contrebalancée en grande partie par une

baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation. Se reporter à la rubrique sur le revenu lié aux activités de négociation ci-après. Les frais de service ont grimpé de 150 millions de dollars ou 19 % par rapport à 2005, par suite surtout des initiatives de révision de taux et de la croissance des comptes. Le revenu de titrisations de prêts a diminué de 68 millions de dollars ou 16 % en regard de 2005, étant donné que les gains accrus à la vente de plus de titrisations de lignes domiciliaires ont été pratiquement annulés par les pertes liées aux titres adossés à des créances hypothécaires en raison de la remontée des taux d'intérêt. Les revenus tirés des services de cartes ont progressé de 104 millions de dollars ou 37 % comparative-ment à 2005, essentiellement du fait de l'augmentation des ventes au détail nettes et des initiatives de révision des frais. Les revenus tirés des activités d'assurances, déduction faite des réclamations, ont monté de 70 millions de dollars ou 8 % en regard de 2005. Cette montée tient principalement à l'amélioration du ratio sinistres-primés et des résultats de réassurance. Les honoraires de fiducie se sont accrus de 19 millions de dollars ou 17 % par rapport à 2005, surtout grâce à l'inclusion en 2006 d'un exercice entier de résultats de TD Banknorth. Les gains de change (autres que de négociation) ont grimpé de 42 millions de dollars ou 40 % en regard de 2005, surtout par suite de la hausse des revenus sur la marge excédentaire des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

TABLEAU 7	AUTRES REVENUS			
(en millions de dollars canadiens)		2006 par rapport à 2005		
	2006	2005	2004	Variation en %
Services de placement et de valeurs mobilières :				
Courtage à escompte	544 \$	866 \$	985 \$	(37,2) %
Services de courtage traditionnel et autres services de valeurs mobilières	988	927	738	6,6
Fonds communs de placement	639	624	573	2,4
Commissions sur crédit	371	343	343	8,2
Gains nets sur valeurs du compte de placement	305	242	192	26,0
Revenu (perte) de négociation	797	147	(153)	442,2
Frais de service	937	787	673	19,1
Titrisations de prêts	346	414	390	(16,4)
Services de cartes	383	279	172	37,3
Assurances, déduction faite des réclamations	896	826	593	8,5
Honoraires de fiducie	130	111	78	17,1
Divers	397	323	299	22,9
Total	6 733 \$	5 889 \$	4 883 \$	14,3 %

REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Le revenu lié aux activités de négociation, soit le total du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation et du revenu de négociation présenté dans les autres revenus, a augmenté de 128 millions de dollars ou 21 % en regard de 2005. Cette augmentation fait suite à une perte de 153 millions de dollars subie en 2005 découlant de la réduction de la valeur estimative de certains portefeuilles de dérivés structurés et à leur sortie. Exclusion faite de cet élément, le revenu lié aux activités de négociation sous-jacent a reculé légèrement, étant donné que les résultats plus élevés des opérations de change ont été contrebalancés par un rendement plus faible des portefeuilles de taux d'intérêt et des portefeuilles d'instruments de crédit.

Le revenu lié aux activités de négociation, soit la combinaison du revenu d'intérêts net et du revenu de négociation présenté dans les autres revenus, dépend beaucoup du niveau des taux d'intérêt, qui influe sur les coûts de financement de nos portefeuilles de négociation. En général, lorsque les taux d'intérêt montent, le revenu d'intérêts net diminue et le revenu de négociation présenté dans les autres revenus augmente. La direction estime que le total du revenu lié aux activités de négociation est une mesure appropriée du rendement des activités de négociation.

TABLEAU 8	REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION ¹			
(en millions de dollars canadiens)		2006 par rapport à 2005		
	2006	2005	2004	Variation en %
Revenu d'intérêts net	(65) \$	457 \$	1 037 \$	(114,2) %
Autres revenus	797	147	(153)	442,2
Total du revenu lié aux activités de négociation	732 \$	604 \$	884 \$	21,2 %
Par produit				
Portefeuilles – titres portant intérêt et instruments de crédit	362 \$	370 \$	559 \$	(2,2) %
Portefeuilles – monnaies étrangères	306	248	230	23,4
Portefeuilles – actions et autres	64	(14)	95	557,1
Total du revenu lié aux activités de négociation	732 \$	604 \$	884 \$	21,2 %
Revenu lié aux activités de négociation en pourcentage du total des revenus	5,6 %	5,1 %	8,3 %	

¹ Le revenu lié aux activités de négociation comprend le revenu de négociation présenté dans les autres revenus et le revenu d'intérêts net sur les positions de négociation.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Frais

APERÇU

- Les frais autres que d'intérêts comme présentés ont diminué de 55 millions de dollars ou 1 % en regard de l'exercice 2005.
- Le ratio d'efficacité s'est établi à 59,5 %, soit une amélioration de 19 % par rapport à l'exercice précédent.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour 2006 se sont établis à 8 727 millions de dollars, contre 8 782 millions de dollars pour 2005, soit une diminution de 55 millions de dollars. La diminution des frais tient surtout à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade et à la comptabilisation d'une provision pour litiges éventuels à l'égard d'Enron de 365 millions de dollars en 2005. Cette diminution a été contrebalancée en partie par l'inclusion des résultats de TD Banknorth pour un exercice entier et l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Les frais d'exploitation rajustés se sont accrus en regard de l'exercice précédent, principalement en raison de la montée des frais d'exploitation des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada induite par la forte croissance des volumes. Se reporter au tableau 9 pour de plus amples informations sur les frais par catégorie.

Les postes des salaires et des avantages sociaux ont augmenté de 267 millions de dollars ou 6 % au cours de l'exercice, traduisant une hausse des salaires de 156 millions de dollars, de la rémunération au rendement de 68 millions de dollars et des prestations de retraite et autres avantages sociaux de 43 millions de dollars. L'augmentation est attribuable à l'accroissement du volume d'affaires, favorisé par la croissance interne et les acquisitions récentes. Les frais d'occupation ont monté de 25 millions de dollars ou 4 %, en raison de l'ouverture de succursales et des acquisitions. Les frais liés aux activités de courtage ont baissé de 62 millions de dollars ou 27 % en regard de 2005 par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Les impôts et la taxe sur le capital et la taxe d'affaires ont augmenté de 38 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'exercice précédent, surtout du fait de la hausse des impôts et de la taxe sur le capital engendrée par la croissance des fonds propres de la Banque. Les autres frais ont reculé de 314 millions de dollars ou 33 % comparativement à l'exercice précédent, en raison surtout d'une provision pour litiges éventuels en 2005 mentionnée au paragraphe précédent.

L'amortissement des actifs incorporels a diminué de 41 millions de dollars pour s'établir à 505 millions de dollars en regard de 546 millions de dollars en 2005, en raison d'une baisse des actifs incorporels liées à l'acquisition de Canada Trust, compensée en partie par les nouvelles acquisitions de la Banque.

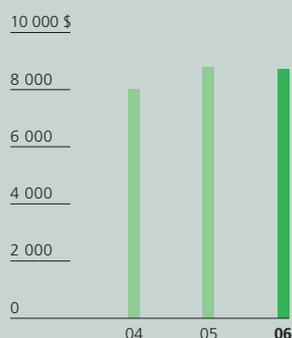
RATIO D'EFFICIENCE

Ce ratio mesure l'efficacité de nos activités. Il est calculé d'après les frais exprimés en pourcentage du total des revenus. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité de nos activités.

Le ratio d'efficacité globale de la Banque est passé à 59,5 %, une amélioration par rapport à 73,8 % pour 2005 et à 75,1 % pour 2004, étant donné que la croissance des revenus a surpassé la croissance des frais. Le gain sur dilution lié à la vente de TD Waterhouse U.S.A. a beaucoup contribué à l'amélioration du ratio en 2006. Même en excluant cet

élément, le ratio s'est amélioré par rapport à 2005, en raison de la croissance des revenus supérieure à celle des frais. L'amélioration du ratio en 2006 est conforme à notre but de gérer nos frais avec prudence, tout en investissant constamment pour assurer une croissance future. Le ratio d'efficacité consolidé de la Banque est touché par les changements de la composition des affaires. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada sont le secteur ayant le plus contribué à l'amélioration grâce à la hausse solide de ses revenus. Les ratios des Services bancaires en gros et de Gestion de patrimoine se sont aussi améliorés. Les Services bancaires en gros ont bénéficié de la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés et de revenus totaux supérieurs. Pour Gestion de patrimoine, le ratio a monté en raison de la vente de TD Waterhouse U.S.A. et du fait que la croissance des revenus de ce secteur a dépassé celle des frais des activités au pays. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, le ratio a été plus faible en 2006 à cause de la diminution des revenus tirés des activités principales.

Frais autres que d'intérêts
(en millions de dollars canadiens)



Ratio d'efficacité
(en pourcentage)

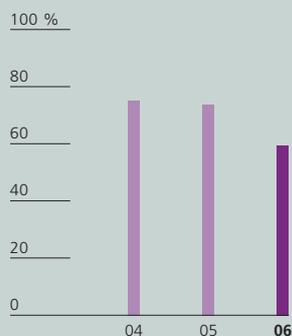


TABLEAU 9		FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET RATIO D'EFFICIENCE			
(en millions de dollars canadiens)		2006 par rapport à 2005			
	2006	2005	2004	Variation en %	
Salaires et avantages sociaux					
Salaires	2 700 \$	2 544 \$	2 254 \$	6,1 %	
Rémunération au rendement	1 207	1 139	1 084	6,0	
Prestations de retraite et autres avantages sociaux	578	535	442	8,0	
Total des salaires et des avantages sociaux	4 485	4 218	3 780	6,3	
Frais d'occupation des locaux					
Loyers	371	373	353	(0,5)	
Amortissement	160	147	134	8,8	
Impôt foncier	21	17	14	23,5	
Divers	149	139	111	7,2	
Total des frais d'occupation des locaux	701	676	612	3,7	
Frais de matériel et de mobilier					
Loyers	200	192	165	4,2	
Amortissement	183	175	160	4,6	
Divers	216	242	237	(10,7)	
Total des frais de matériel et de mobilier	599	609	562	(1,6)	
Amortissement des actifs incorporels	505	546	626	(7,5)	
Coûts de restructuration	50	43	(7)	16,3	
Marketing et développement des affaires	470	469	384	0,2	
Frais liés aux activités de courtage	164	226	228	(27,4)	
Services professionnels et consultatifs	510	494	446	3,2	
Communications	201	205	207	(2,0)	
Autres frais					
Impôts et taxe sur le capital et taxe d'affaires	205	167	141	22,8	
Affranchissement	121	108	100	12,0	
Déplacements et déménagements	87	78	62	11,5	
Divers – total	629	943	866	(33,3)	
Total des autres frais	1 042	1 296	1 169	(19,6)	
Total des frais	8 727 \$	8 782 \$	8 007 \$	(0,6) %	
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,5 %	73,8 %	75,1 %	(1430) ^{points de base}	
Ratio d'efficacité – rajusté	62,2	65,0	66,0	(280)	

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Impôts

Le total comme présenté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a augmenté de 203 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. La charge d'impôts comme présentée s'est accrue de 175 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à 2005. Les autres impôts et taxes ont grimpé de 28 millions de dollars, ou 4 %, en regard de 2005. Le total rajusté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a augmenté de 236 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. La charge d'impôts exigibles rajustée s'est accrue de 208 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à 2005.

Le taux d'impôt sur les bénéfices réel de la Banque comme présenté a été de 15,8 % pour 2006 par rapport à 22,8 % en 2005. La baisse est attribuable dans une large mesure aux gains sur dilution nets de 2006 qui étaient assortis d'une charge d'impôts limitée. A compensé en partie cet élément, l'incidence moindre sur le taux d'impôt des dividendes non imposables reçus et des activités internationales, comparativement à 2005. Le taux d'impôt sur les bénéfices réel rajusté a été de 24,4 % pour 2006, comparativement à 23,1 % en 2005.

Avant la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade visant à créer TD Ameritrade, les états financiers présentaient séparément les résultats avant et après impôts de TD Waterhouse U.S.A. Les résultats de TD Ameritrade sont maintenant présentés à titre de quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices; la charge d'impôts de 84 millions de dollars pour l'exercice ne fait pas partie du rapprochement des taux d'impôt.

Le gouvernement du Canada a pour pratique de faire l'annonce d'un projet de loi, alors que la loi n'entrera en vigueur que quelques années, voire bien des années plus tard. Cependant, l'entrée en vigueur est souvent rétroactive, coïncidant avec l'annonce initiale, bien que le texte de la loi puisse avoir beaucoup changé depuis. Ni les PCGR du Canada ni les PCGR des États-Unis ne permettent la constitution d'une provision pour l'incidence possible d'un projet de loi, même si l'adoption d'une loi est extrêmement probable. À l'heure actuelle, un très grand nombre de projets de loi auraient une incidence sur la Banque. Il est impossible pour la Banque d'en évaluer la portée totale en raison de leur caractère complexe et incertain. Cependant, dans l'ensemble, la Banque est d'avis que l'incidence nette lui sera favorable.

TABLEAU 10		IMPÔTS					
(en millions de dollars canadiens)		2006		2005		2004	
Impôts au taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	1 934 \$	35,0 %	1 072 \$	35,0 %	1 065 \$	35,1 %	
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :							
Dividendes reçus	(234)	(4,2) %	(232)	(7,6) %	(205)	(6,8) %	
Écarts de taux liés aux activités internationales	(248)	(4,5) %	(215)	(7,0) %	(215)	(7,1) %	
Impôt fédéral des grandes sociétés	(3)	(0,1) %	9	0,3 %	12	0,4 %	
Éléments liés aux gains et pertes sur dilution	(582)	(10,5) %	163	5,3 %	-	- %	
Réduction du taux d'impôt futur – actifs d'impôts futurs	34	0,6 %	-	-	(17)	(0,6) %	
Réduction du taux d'impôt futur – actifs incorporels	(24)	(0,4) %	-	-	69	2,3 %	
Divers	(3)	(0,1) %	(98)	(3,2) %	94	3,2 %	
Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel – comme présenté	874 \$	15,8 %	699 \$	22,8 %	803 \$	26,5 %	

TABLEAU 11		RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES NON CONFORME AUX PCGR					
(en millions de dollars canadiens)		2006		2005		2004	
Charge d'impôts sur les bénéfices – comme présenté		874 \$		699 \$		803 \$	
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments à noter suivants :							
Amortissement des actifs incorporels		205		192		149	
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts		34		-		-	
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth		18		-		-	
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros		15		14		-	
Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture		(4)		(10)		28	
Imputations fiscales liées aux restructurations		-		(163)		-	
Autres éléments fiscaux		(24)		98		-	
Perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés		-		53		-	
Imputation pour litiges		-		130		105	
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)		-		(102)		(229)	
Reprise de provisions générales		(21)		(12)		(24)	
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts		10		-		-	
Incidence fiscale – éléments à noter		233		200		29	
Charge d'impôts sur les bénéfices – rajustée		1 107		899		832	
Autres impôts et taxes :							
Charges sociales		199		222		178	
Impôts et taxes sur le capital et sur les primes		197		161		133	
TPS et taxes de vente provinciales		184		178		146	
Taxes municipales et taxes d'affaires		93		84		85	
Total des autres impôts et taxes		673		645		542	
Total des impôts et taxes – rajusté		1 780 \$		1 544 \$		1 374 \$	
Taux d'impôt sur les bénéfices réel – rajusté		24,4 %		23,1 %		25,1 %	

¹ Total des impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net avant les impôts sur les bénéfices et les autres impôts et taxes.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Information financière trimestrielle

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2006

Pour le quatrième trimestre de 2006, le bénéfice net comme présenté s'est établi à 762 millions de dollars, contre 589 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action comme présenté a atteint 1,04 \$ pour le trimestre, par rapport à 0,82 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, de manière annualisée, a été de 15,7 % par rapport à 14,8 % au même trimestre de l'exercice précédent.

Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a été de 875 millions de dollars, par rapport à 765 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action rajusté s'est établi à 1,20 \$ pour le trimestre, par rapport à 1,06 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires rajusté, de manière annualisée, a été de 18,1 % pour le trimestre, par rapport à 19,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, les revenus ont monté de 211 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2005, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les revenus de TD Banknorth ont grimpé par suite de l'acquisition de Hudson, mais la hausse a été atténuée par des revenus réguliers moins élevés du fait de la compression des marges. En outre, la perte de 107 millions de dollars enregistrée au quatrième trimestre de 2005, causée par une réduction de la valeur estimative de

certaines activités de produits structurés de Services bancaires en gros, et par la sortie de ces activités, ne s'est pas répétée. Les augmentations de revenus ont été partiellement annulées par un recul des revenus de Gestion de patrimoine, du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

La hausse de la provision pour pertes sur créances par rapport à celle du quatrième trimestre de 2005 a été largement attribuable au recouvrement de 110 millions de dollars dans le portefeuille de prêts secondaires l'an dernier, relatif à des montants déjà inclus dans les provisions sectorielles, qui ne s'est pas répété. De plus, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a affiché une hausse de sa provision pour pertes sur créances nette et a établi une provision spécifique de 28 millions de dollars pour les pertes sur cartes de crédit et prêts pour découverts.

Les frais du quatrième trimestre ont accusé une baisse de 16 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2005, principalement à cause de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Compte non tenu de ce facteur, les frais ont augmenté d'environ 8 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, stimulée surtout par l'acquisition de Hudson par TD Banknorth et par la croissance des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Le taux d'imposition réel de la Banque a été de 18,7 % pour le trimestre, contre 28,3 % au même trimestre de l'exercice précédent. Pour le même trimestre de l'exercice précédent, une charge fiscale de 138 millions de dollars relative à TD Waterhouse U.S.A. avait été comptabilisée aux fins de la restructuration du groupe de sociétés TD Waterhouse U.S.A., en vue de l'opération avec Ameritrade.

Le communiqué de presse sur les résultats du quatrième trimestre de 2006 de la Banque, en date du 8 décembre 2006, contient des renseignements détaillés sur les éléments à noter pour le trimestre, y compris une analyse des résultats trimestriels par secteur d'exploitation.

TABLEAU 12 RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars canadiens)

	2006				2005			
	Trimestre terminé le				Trimestre terminé le			
	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
Revenu d'intérêts net	1 714 \$	1 623 \$	1 427 \$	1 607 \$	1 641 \$	1 563 \$	1 393 \$	1 411 \$
Autres revenus	1 580	1 665	1 691	1 797	1 442	1 535	1 517	1 395
Total des revenus	3 294	3 288	3 118	3 404	3 083	3 098	2 910	2 806
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	170	109	16	114	(15)	40	20	10
Gain sur dilution, montant net	-	-	(5)	1 564	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	2 187	2 147	2 103	2 290	2 203	2 577	2 057	1 945
Charge d'impôts sur les bénéfices	175	235	244	220	253	12	213	221
Participations sans contrôle	48	52	47	37	53	58	21	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	48	51	35	-	-	-	-	-
Bénéfice net – comme présenté	762	796	738	2 307	589	411	599	630
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	113	90	42	(1 472)	176	328	73	55
Bénéfice net – rajusté	875	886	780	835	765	739	672	685
Dividendes sur actions privilégiées	5	6	6	5	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	870 \$	880 \$	774 \$	830 \$	765 \$	739 \$	672 \$	685 \$

(en dollars canadiens)

Bénéfice de base par action								
– comme présenté	1,05 \$	1,10 \$	1,02 \$	3,23 \$	0,83 \$	0,58 \$	0,87 \$	0,96 \$
– rajusté	1,21	1,22	1,10	1,16	1,08	1,04	1,00	1,04
Bénéfice dilué par action								
– comme présenté	1,04	1,09	1,01	3,20	0,82	0,58	0,86	0,95
– rajusté	1,20	1,21	1,09	1,15	1,06	1,04	1,00	1,04
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	15,7 %	16,8 %	16,5 %	55,4 %	14,8 %	10,4 %	17,2 %	19,5 %

(en milliards de dollars canadiens)

Actifs productifs moyens	321 \$	314 \$	318 \$	308 \$	304 \$	302 \$	279 \$	267 \$
Marge d'intérêt nette en pourcentage des actifs productifs moyens	2,12 %	2,05 %	1,84 %	2,07 %	2,14 %	2,05 %	2,05 %	2,10 %

Description des activités

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises que la Banque offre au Canada ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de personnes et de petites entreprises. Ces produits et services sont offerts – partout et en tout temps – par téléphone, par Internet, par plus de 2 400 guichets automatiques bancaires et par un réseau de 1 017 succursales réparties dans tout le pays. Les Services Bancaires Commerciaux TD répondent aux besoins des moyennes entreprises canadiennes en leur offrant une vaste gamme personnalisée de produits et services financiers, de placement, de gestion de trésorerie et de commerce international, sans oublier des produits et services bancaires courants. Sous les bannières TD Assurance et TD Meloche Monnex, la Banque propose une panoplie de produits d'assurances, notamment l'assurance habitation, auto, vie et soins de santé ainsi que la protection de crédit sur les produits de prêts de TD Canada Trust.

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La participation d'environ 57 % de la Banque dans TD Banknorth sert de point d'ancrage à nos activités de services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. TD Banknorth offre des services financiers à plus de 1,5 million de ménages dans les États du nord-est et du centre du littoral de l'Atlantique des États-Unis. L'entreprise dont le siège social est situé à Portland (Maine) offre des services bancaires commerciaux, d'assurances, de gestion de patrimoine et des services bancaires hypothécaires de même que d'autres services financiers. TD Banknorth distribue ses produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de 584 succursales et 754 guichets automatiques. Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la Banque prendront de l'essor grâce au projet d'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation en 2007. Cette acquisition ajoutera environ 1,3 milliard de dollars US d'actifs corporels et 1,2 milliard de dollars US de dépôts dans la région du New Jersey.

Les **Services bancaires en gros** servent une clientèle diversifiée, constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde. Sous la bannière Valeurs Mobilières TD, les Services bancaires en gros offrent une vaste gamme de produits et services pour les marchés financiers et les placements, dont les suivants : prise ferme et distribution de nouvelles émissions d'actions et de titres de créance, fourniture de conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, exécution d'opérations courantes et satisfaction des besoins de placement.

Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et services de placement sous différentes bannières à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier. Le secteur Gestion de patrimoine est l'un des plus importants gestionnaires d'actifs du Canada, selon la part de marché des actifs, et est formé d'un certain nombre d'entreprises de conseil, de distribution et de gestion d'actifs, y compris TD Waterhouse et Fonds mutuels TD. Les canaux de courtage à escompte de Gestion de patrimoine servent des clients au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Au Canada, Courtage à escompte, Planification financière et Services aux clients privés répondent aux besoins de différents groupes de clients de détail pendant toute la durée de leur cycle de placement.

Fonds mutuels TD est passée de la sixième à la quatrième position du classement de l'industrie et s'est classée au deuxième rang pour les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme quatre années d'affiliée. À la clôture de l'exercice, Gestion de patrimoine avait des actifs administrés de 160 milliards de dollars et des actifs gérés de 151 milliards de dollars.

Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé l'opération de vente de son entreprise de courtage aux États-Unis, TD Waterhouse U.S.A., à Ameritrade. Dans le cadre de l'opération, TD Waterhouse Canada a acquis la totalité des activités de courtage d'Ameritrade au Canada.

Les autres activités commerciales de la Banque ne sont pas considérées comme des secteurs isolables et sont, par conséquent, regroupées au sein du secteur Siège social. Le secteur Siège social comprend les activités liées au portefeuille de prêts secondaires, l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination de certains rajustements en équivalence fiscale et des économies fiscales au niveau de l'entreprise ainsi que les revenus, les frais et les impôts résiduels non répartis. Le portefeuille de prêts secondaires représente les comptes de prêt pour lesquels la Banque a établi que le rapport risque-rendement n'était pas satisfaisant. En conséquence, la Banque a considérablement liquidé ce portefeuille.

Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs liés aux activités du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après le bénéfice rajusté, le cas échéant, et, pour ces secteurs, elle indique que la mesure est rajustée. Pour de l'information détaillée, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque». Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, se reporter à la page 14. De l'information sectorielle est également présentée à la note 24 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout au sein des Services bancaires en gros, est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels les dividendes, est rajustée à sa valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté principalement dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et est éliminé dans le secteur Siège social.

Les rubriques «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2007» figurant dans les pages qui suivent sont fondées sur les opinions de la Banque, et il n'y a aucune certitude quant aux résultats réels. Pour de l'information détaillée, voir la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs», à la page 11 et la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs».

Bénéfice net par secteur d'exploitation
(en pourcentage)



TABLEAU 13	RÉSULTATS SECTORIELS													
	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada			Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis			Services bancaires en gros			Gestion de patrimoine			Siège social	
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004	2006	2005	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	4 879 \$	4 342 \$	4 154 \$	1 290 \$	705 \$	479 \$	977 \$	1 581 \$	377 \$	643 \$	492 \$	(654) \$	(659) \$	(454) \$
Autres revenus	2 573	2 361	2 066	490	299	1 792	1 011	615	1 883	2 103	2 098	1 554	115	104
Total des revenus	7 452	6 703	6 220	1 780	1 004	2 271	1 988	2 196	2 260	2 746	2 590	900	(544)	(350)
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	413	373	373	40	4	68	52	41	-	-	-	(112)	(374)	(800)
Frais autres que d'intérêts	4 086	3 773	3 650	1 087	549	1 312	1 325	1 289	1 575	2 083	2 047	667	1 052	1 021
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 953	2 557	2 197	653	451	891	611	866	685	663	543	345	(1 222)	(571)
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	987	855	747	222	161	262	189	278	242	231	191	(839)	(737)	(413)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	195	132	-	-	-	-	-	-	(11)	-	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-	-	-	147	-	-	(13)	-	-
Bénéfice net – comme présenté	1 966	1 702	1 450	236	158	629	422	588	590	432	352	1 182	(485)	(158)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	19	-	35	129	-	-	-	-	(1 281)	503	253
Bénéfice net – rajusté	1 966 \$	1 702 \$	1 450 \$	255 \$	158 \$	664 \$	551 \$	588 \$	590 \$	432 \$	352 \$	(99) \$	18 \$	95 \$
(en milliards de dollars canadiens)														
Actifs pondérés en fonction des risques	65 \$	58 \$	57 \$	32 \$	25 \$	34 \$	33 \$	30 \$	5 \$	9 \$	9 \$	5 \$	4 \$	5 \$

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie canadienne a été saine au cours de notre exercice 2006. Cette vigueur a été bénéfique surtout au secteur intérieur, le taux de chômage ayant été à son plus bas niveau en 30 ans et de solides gains salariaux ayant stimulé les dépenses de consommation. Les sociétés se sont rapidement mises à investir, profitant de la solide croissance de leurs bénéfices et de la baisse des coûts de l'outillage et du matériel importés une fois convertis en dollars canadiens. Le principal frein à la croissance économique a été le taux de change élevé qui s'est maintenu, entravant les exportations et entraînant d'importantes pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication. La vigueur économique du pays a incité la Banque du Canada à hausser ses taux sept fois avant de marquer une pause à l'été de 2006, de sorte que les taux d'intérêt semblent avoir tombé à de bas niveaux par rapport aux moyennes passées.

L'économie américaine a connu une forte expansion en 2006, mais la situation économique et financière est devenue moins favorable pour les services bancaires en cours de l'exercice. Afin d'apaiser les craintes d'inflation, la Réserve fédérale américaine a haussé à 5,25 % le taux des fonds fédéraux, amenant une inversion soutenue de la courbe de rendement américaine qui a eu un effet de douche froide sur le marché surchauffé de l'habitation aux États-Unis. Par conséquent, la croissance économique a ralenti à la veille de 2007.

Pour l'avenir, le thème dominant du prochain exercice sera les retombées à retardement sur l'économie du Canada du ralentissement de l'économie américaine, notamment dans le secteur de l'habitation. Toutefois, nous croyons que l'économie américaine ne se dirige pas vers une récession. L'amélioration des bilans des sociétés ainsi que la concurrence féroce à l'échelle mondiale devraient encourager les sociétés à faire de nouveaux investissements. Les exportations américaines devraient continuer d'être attisées par la faiblesse du dollar américain, et le gouvernement américain ne montre aucun signe de compression de ses dépenses. La faiblesse dans le secteur de la consommation devrait aussi être contenue par un taux de chômage qui demeure bas, d'autres gains salariaux et la baisse des prix de l'énergie. Ainsi, la croissance économique des États-Unis devrait avoisiner les 2,1 % au cours de 2007, un recul par rapport au taux de 3,5 % en 2006.

Nous prévoyons que la faiblesse de l'économie américaine gênera les exportations canadiennes, mais l'économie intérieure restera vraisemblablement solide. Par conséquent, il faut s'attendre à un ralentissement de la croissance économique du Canada, qui ne dépassera guère 2 % au cours de notre exercice 2007. Le marché du travail canadien devrait demeurer fort, mais la création d'emplois se fera sans doute à un rythme plutôt modéré. Les perspectives comportent une importante dimension régionale, l'Ouest canadien dépassant la moyenne nationale et le Canada central se situant en dessous. Nous prévoyons que la Banque du Canada baissera les taux d'intérêt au printemps de 2007. Les rendements obligataires ont été établis dans une large mesure au cours du ralentissement économique, ce qui laisse croire que l'effet de baisse des taux d'intérêt à long terme est limité. Le dollar canadien devrait se situer en moyenne entre 85 et 90 cents US, la monnaie étant freinée par une diminution des prix des marchandises, mais soutenue par un affaiblissement du dollar américain.

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

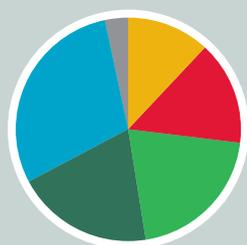
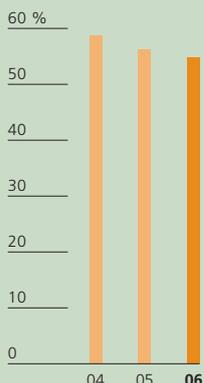
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises de la Banque au Canada, ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de personnes et de petites entreprises.

54,8 %

(en pourcentage)

Ratio d'efficacité



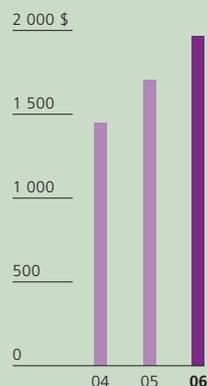
Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 ²	2004
Assurances, déduction faite des réclamations	911 \$	835 \$	659 \$
Prêts immobiliers garantis	1 103	912	815
Services bancaires aux entreprises	1 538	1 441	1 308
Crédit à la consommation	1 460	1 262	1 190
Dépôts des particuliers	2 199	2 000	1 988
Autres ¹	241	253	260
Total	7 452 \$	6 703 \$	6 220 \$

1 966 \$

(en millions de dollars canadiens)

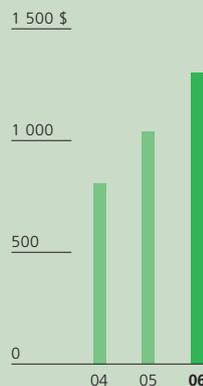
Bénéfice net



1 303 \$

(en millions de dollars canadiens)

Profit économique



¹ Les autres revenus comprennent les commissions internes sur les ventes de fonds communs de placement et d'autres produits de Gestion de patrimoine, les frais de change, les locations de coffrets de sûreté et les revenus tirés des autres services en succursale.

² Certains chiffres correspondants ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

POINTS SAILLANTS

- Grâce à la hausse des marges induites par les dépôts et à celle des volumes pour la plupart des produits, les revenus se sont accrus de 11 %.
- En avril 2006, l'acquisition de VFC a marqué l'entrée de TD Canada Trust sur le marché du crédit à taux non préférentiel.
- Des investissements dans l'infrastructure, l'amélioration des processus et l'ouverture de 31 nouvelles succursales ont augmenté la capacité de vente et de service.
- Le secteur s'est hissé au premier rang du marché des dépôts à terme des particuliers et au deuxième rang du marché des prêts aux petites entreprises pour les prêts de moins de 250 000 \$, tout en conservant le premier rang pour les prêts aux particuliers et les dépôts sans terme.
- Toujours reconnu comme chef de file du secteur en matière d'excellence du service à la clientèle, comme en font foi les mentions suivantes :
 - Premier rang pour la satisfaction globale de la clientèle parmi les cinq grandes banques canadiennes, selon J.D. Power and Associates¹;
 - Premier rang pour la qualité globale du service à la clientèle parmi les cinq grandes banques au pays, selon Synovate,² spécialistes en études de marché, pour la deuxième année de suite.
 - Seule institution financière à figurer au palmarès des dix marques les mieux gérées du Canada (Best Managed Canadian Brands) en 2006.³

ENJEUX DE 2006

- En dépit de l'amélioration globale des marges, l'établissement de prix concurrentiels et la préférence des clients pour des prêts hypothécaires à taux fixes plus classiques et des produits de dépôt à rendement plus élevé ont entraîné une compression des marges de certains produits.
- Concurrence accrue des institutions financières autres que les cinq grandes banques, sur le marché des prêts hypothécaires résidentiels, des comptes d'épargne à rendement élevé et des dépôts à terme.
- Services bancaires aux entreprises et assurance – défi associé à l'embauche de personnel, particulièrement à des postes en relation directe avec les clients, afin de continuer à être en mesure de tirer parti des occasions de croissance.

PROFIL DU SECTEUR

Les cinq grandes banques au pays et quelques solides joueurs régionaux se livrent une vive concurrence dans le secteur des services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Compte tenu de cette concurrence entre les grandes banques et l'entrée de joueurs dans certains créneaux, il est devenu difficile de maintenir la croissance de la part de marché et d'en retirer des avantages concurrentiels distinctifs à long terme. Le raffinement accru de la clientèle et l'évolution de ses préférences ajoutent aux défis d'offrir de nouveaux produits pour répondre aux besoins de manière pratique et économique. La réussite continue est fonction non seulement d'un service à la clientèle exceptionnel, mais aussi de pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques et de gestion des frais. L'industrie canadienne de l'assurance de dommages aux particuliers compte un nombre relativement important de joueurs ayant une part de marché limitée. Ces dernières années, le coût des réclamations exprimé en pourcentage des primes a diminué, ce qui a entraîné une forte augmentation de la rentabilité après un creux cyclique dans l'industrie en 2002. Le secteur de l'assurance de personnes au Canada et le marché de la réassurance à l'échelle internationale sont davantage regroupés, ne comptant que quelques grands joueurs.

¹J.D. Power and Associates est une société mondiale de services d'information en marketing œuvrant dans des secteurs commerciaux clés, notamment les études de marché, les prévisions, les services conseils, la formation et la satisfaction de la clientèle. Fondé sur les réponses de 12 053 clients des services bancaires de détail, le sondage portait sur toutes les grandes institutions financières au Canada, soit les banques ou les caisses populaires. Pour l'ensemble du secteur, le taux de satisfaction globale est déterminé au moyen de six facteurs qui sont, par ordre d'importance : la manière d'effectuer les opérations; l'établissement du compte et les produits offerts; les installations; les relevés; les frais; et la résolution de problèmes.

STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est la même depuis cinq ans :

- Être reconnu pour une expérience client hors pair.
- Générer une croissance supérieure dans les secteurs sous-représentés.
- Maintenir un écart sain entre la croissance des revenus et celle des frais.
- Assurer un rendement supérieur en maintenant une croissance à deux chiffres des bénéfices.
- Être reconnu comme un employeur de choix.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont déclaré un bénéfice record pour l'exercice 2006. Le bénéfice net de 1 966 millions de dollars pour l'exercice s'est accru de 264 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'exercice précédent. Le rendement du capital investi a progressé, passant de 23,1 % il y a un an à 25,2 % en 2006, la croissance des bénéfices ayant dépassé la progression de 6 % du capital investi moyen. Le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a fortement contribué à la valeur pour les actionnaires en générant un profit économique de 1,3 milliard de dollars au cours de l'exercice, soit une hausse de 265 millions de dollars ou 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus ont grimpé de 749 millions de dollars ou 11 % en comparaison de l'exercice antérieur, principalement en raison d'une solide croissance du revenu d'intérêts net et des commissions. C'est surtout l'acquisition de VFC qui a contribué à la croissance des revenus à raison de 47 millions de dollars. Les principaux facteurs ayant contribué à la croissance interne des revenus ont été l'important accroissement des volumes de presque tous les produits de même que l'amélioration des marges induite par les dépôts à la faveur de taux d'intérêt plus élevés. La hausse des frais sur les opérations, l'accroissement global des comptes de dépôt et de carte de crédit et les mesures prises en vue d'établir de nouveaux prix concurrentiels ont aussi contribué largement à la croissance des revenus. Ces secteurs de croissance ont été en partie contrebalancés par la concurrence des prix dans le secteur des prêts immobiliers garantis et des dépôts commerciaux, par l'incidence des frais d'intérêts plus élevés sur les cartes de crédit et par le retrait progressif prévu d'une entente contractuelle visant la gestion d'un portefeuille de prêts pour le compte du gouvernement de la Colombie-Britannique.

En comparaison de l'exercice précédent, le volume moyen des prêts immobiliers garantis (y compris les titrisations) s'est accru de 11 milliards de dollars ou 10 %, le volume des prêts liés aux cartes de crédit, de 0,7 milliard de dollars ou 18 %, et le volume des dépôts de particuliers, de 5 milliards de dollars ou 5 %. Les dépôts d'entreprises ont progressé de 4 milliards de dollars ou 11 %, et les primes brutes d'assurance souscrites, de 185 millions de dollars ou 9 %. Les prêts personnels ont augmenté de 113 millions de dollars ou 1 %, et les prêts commerciaux et les acceptations, de 1 milliard de dollars ou 7 %. L'acquisition de VFC a ajouté 281 millions de dollars au volume de prêts.

La marge sur les actifs productifs moyens a progressé, passant de 2,96 % il y a un an à 3,04 %. La marge s'est améliorée de 0,02 % par suite de l'acquisition de VFC. Les marges se sont accrues sur les dépôts, surtout pour les produits d'épargne à rendement élevé, en raison de la hausse des taux d'intérêt au cours du premier semestre de l'exercice. Cette croissance a quelque peu été ralentie par un virage des clients vers des produits de dépôt à rendement moins élevé. La hausse du volume de prêts immobiliers garantis dont les marges sont moins élevées, proportionnellement à l'actif productif de revenu, a plutôt neutralisé l'amélioration globale des marges.

²Les résultats de Synovate proviennent d'un sondage réalisé entre le 14 juillet et le 15 août 2006 auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale de plus de 16 000 clients dans les banques et autres institutions financières partout au pays. Appelé « indice de service à la clientèle », ce sondage est réalisé par Synovate chaque année depuis 1987.

³L'étude menée auprès de 1000 dirigeants, cadres supérieurs et professionnels d'entreprises visait à évaluer les marques appartenant à des Canadiens ou créées au Canada. Le sondage a été effectué en ligne par The Strategic Counsel, en collaboration avec Cundari SFP, l'une des principales agences nord-américaines de conception et de gestion des images de marque et le magazine *Canadian Business*.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 40 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'exercice précédent, l'acquisition de VFC représentant 18 millions de dollars de cette augmentation. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 21 millions de dollars pour les prêts commerciaux et les prêts aux petites entreprises, en hausse de 2 millions de dollars par rapport à il y a un an, en raison d'une baisse des recouvrements de prêts commerciaux et des reprises de provision et d'une hausse des radiations. La provision pour pertes sur créances de 374 millions de dollars au titre des prêts personnels, compte non tenu de VFC, a augmenté de 20 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, du fait principalement de la forte croissance du volume des cartes de crédit en 2006 et de la hausse des radiations de prêts personnels. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume des prêts est demeurée inchangée à 0,25 % par rapport au dernier exercice.

Les frais ont augmenté de 313 millions de dollars ou 8 % en comparaison de l'exercice précédent. L'acquisition de VFC a entraîné une croissance des frais de 14 millions de dollars. La hausse de la rémunération des employés et des investissements dans les nouvelles succursales et l'infrastructure a contribué à l'augmentation des frais. L'acquisition de VFC a ajouté 148 postes équivalents temps plein (ETP) par rapport à il y a un an. Les postes ETP ont augmenté en moyenne de 382 depuis le dernier exercice, par suite de l'ouverture de nouvelles succursales et de l'expansion de l'effectif de vente. Le ratio d'efficacité a été de 54,8 % pour l'exercice, ce qui représente une amélioration de 150 points de base par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 14 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA			
(en millions de dollars canadiens)			
	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	4 879 \$	4 342 \$	4 154 \$
Provision pour pertes sur créances	413	373	373
Autres revenus	2 573	2 361	2 066
Frais autres que d'intérêts	4 086	3 773	3 650
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 953	2 557	2 197
Charge d'impôts sur les bénéfices	987	855	747
Bénéfice net – comme présenté	1 966	1 702	1 450
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–
Bénéfice net – rajusté	1 966 \$	1 702 \$	1 450 \$
Principaux volumes et ratios			
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars canadiens)	128 \$	117 \$	110 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars canadiens)	132 \$	124 \$	116 \$
Profit économique (en millions de dollars canadiens)	1 303 \$	1 038 \$	810 \$
Rendement du capital investi	25,2 %	23,1 %	20,4 %
Ratio d'efficacité	54,8 %	56,3 %	58,7 %
Marge sur les actifs productifs moyens ¹	3,04 %	2,96 %	3,05 %

¹ Y compris les actifs titrisés.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires aux particuliers

- Dépôts des particuliers – Bien que le marché soit de plus en plus concurrentiel en raison d'un certain nombre de nouveaux joueurs, la Banque a amélioré sa part de marché déjà dominante en 2006, déclassant le secteur grâce à la solide croissance des comptes-chèques et des dépôts à terme, tout en maintenant les volumes d'épargne. L'accent maintenu sur les comptes chèques actifs a entraîné une croissance annuelle de 4 %.
- Prêts à la consommation – Les volumes, compte non tenu des cartes de crédit, sont restés relativement inchangés et reflètent la croissance du portefeuille principal sous-jacent qui a compensé le retrait progressif prévu du programme de financement de l'Insurance Company of British Columbia. Le volume d'achat des cartes de crédit et les soldes impayés ont augmenté respectivement de 15 % et 18 % par rapport à l'exercice précédent.
- Crédit immobilier garanti – La vigueur du marché de l'immobilier a entraîné une augmentation des nouveaux prêts immobiliers, tandis que la fidélisation de la clientèle a continué à s'améliorer, dépassant même les sommets du dernier exercice. La croissance des volumes s'est maintenue légèrement au-dessous de la croissance estimative de l'industrie dans un contexte très concurrentiel.

Services bancaires aux entreprises

- Services bancaires aux petites entreprises et services aux commerçants – L'orientation clients a entraîné une hausse de 5 % des nouveaux comptes de dépôt nets et des nouveaux emprunteurs en 2006.
- Services bancaires commerciaux – Le maintien d'un contexte favorable au crédit et l'investissement dans des ressources en relation directe avec les clients, de même que le rayon d'action des ventes se sont traduits par un volume plus élevé de prêts et une augmentation des emprunteurs. Les dépôts commerciaux poursuivent leur forte progression, dépassant le taux de croissance atteint en 2005. Au cours de l'exercice, la tendance favorable des pertes sur créances s'est maintenue, avec des pertes à un niveau inférieur aux taux historiques, tout comme en 2005.

Assurance

- TD Meloche Monnex cherche à être la référence dans le secteur de l'assurance automobile et habitation des particuliers au Canada. Les primes se sont accrues de 7 % par rapport à 2005, ce qui lui a permis de conserver le premier rang du marché de l'assurance directe et le troisième rang sur le marché de l'assurance des particuliers. Le ratio sinistres-primes n'a que légèrement augmenté, passant de 68,6 % en 2005 à 69,3 % en 2006, grâce au maintien de saines pratiques de tarification et à un taux de sinistres stable. Les taux de perte ont augmenté en raison des réductions des taux des primes induites par la réglementation et la concurrence et de la pression inflationniste sur les frais liés aux sinistres.
- Groupe TD Vie, qui assure plus de 400 000 clients, est le chef de file en matière d'assurance en cas de maladie grave au Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La conjoncture économique devrait demeurer favorable au secteur des services bancaires personnels et commerciaux; toutefois, la croissance des prêts et des dépôts sera probablement plus modérée qu'au cours des dernières années.
- Les dépôts des particuliers devraient être soutenus par une bonne croissance du revenu personnel disponible. Les dépôts à terme devraient avoir un rendement supérieur à celui des dépôts de base, compte tenu de l'incidence des récentes hausses de taux annoncées par la Banque du Canada.
- Un ralentissement sur le marché de l'habitation au Canada aura probablement pour effet de modérer la croissance des prêts hypothécaires. Cependant, le rythme de progression devrait demeurer ferme et les prêts sur valeurs domiciliaires devraient dépasser les prêts hypothécaires classiques.
- Les dépenses de consommation devraient diminuer, particulièrement les achats de biens coûteux. Un ralentissement de la croissance des prêts personnels est donc prévu; toutefois, les prêts sur cartes de crédit devraient continuer à augmenter à un rythme intense.
- Les dépôts commerciaux seront probablement touchés par une croissance plus lente des revenus, bien qu'ils devraient continuer de s'accroître. Les dépôts à terme devraient progresser plus rapidement que les dépôts de base.
- Les investissements des entreprises devraient demeurer importants, ce qui maintiendra la demande de prêts commerciaux, quoique dans une moindre mesure qu'en 2006. Des stocks plus élevés et une croissance des revenus plus modérée peuvent également soutenir la progression des emprunts commerciaux, alors que la baisse de la confiance des entreprises devrait quelque peu la contenir.
- La conjoncture au chapitre des services bancaires personnels et commerciaux devrait être plus vigoureuse dans l'Ouest canadien.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

La perspective de croissance des revenus demeure solide bien qu'elle soit un peu modérée par rapport à celle de l'exercice précédent, étant donné que les prévisions indiquent une stabilisation des taux d'intérêt. La croissance des volumes devrait être comparable à celle d'il y a un an, même si elle risque d'être victime d'un ralentissement économique induit par les États-Unis. La croissance des revenus tirera parti des investissements continus en marketing, de la simplification des processus de première ligne, de la formation du personnel des ventes, de l'amélioration de la productivité et des investissements dans de nouvelles succursales effectués au cours des dernières années. Les taux de provision pour pertes sur créances devraient demeurer stables, compte tenu des provisions pour crédit réelles découlant de la solide croissance des cartes de crédit au cours de l'exercice précédent, de l'incidence de VFC sur un exercice entier, de la baisse des recouvrements au titre des prêts commerciaux et de la hausse globale des volumes. Les frais liés à la poursuite des investissements dans les nouvelles succursales, le personnel, les systèmes et l'infrastructure en vue de maintenir le rythme de croissance des revenus seront inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada visent toujours à maintenir un écart sain entre la croissance des revenus et celle des frais. Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- Miser sur la qualité dominante de notre service à la clientèle par rapport au reste de l'industrie en continuant à investir dans la formation des employés et dans des programmes de perfectionnement.
- Tirer parti de la qualité de nos employés en bâtissant une culture fondée sur le souci de la performance.
- Être plus prompt à proposer des solutions d'affaires grâce à des processus d'affaires et une technologie simplifiés.
- Promouvoir et inculquer un esprit et un engagement communautaires à tous les échelons de l'entreprise.
- Continuer à tisser des liens avec un plus grand nombre de Canadiens et consolider nos relations avec nos clients actuels, et assurer une croissance des secteurs sous-exploités.

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

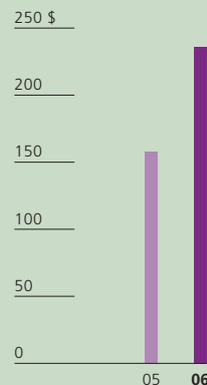
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis offre, sous la bannière TD Banknorth, une gamme complète de produits et de services bancaires, dont les services aux commerçants, les services aux particuliers, la gestion de patrimoine et les services d'organisme assureur.

236 \$

(en millions de dollars canadiens)

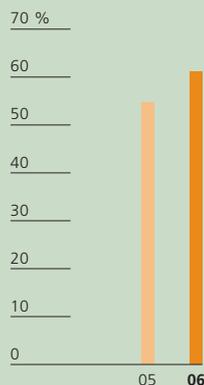
Bénéfice net



61,1 %

(en pourcentage)

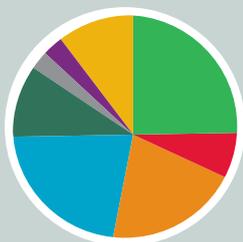
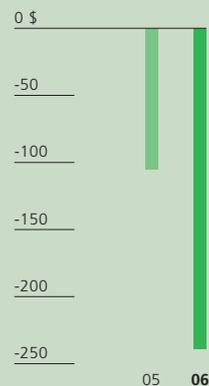
Ratio d'efficacité



(239)\$

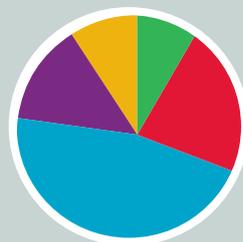
(en millions de dollars canadiens)

Perte économique



Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 ¹
● Prêts immobiliers commerciaux	644 \$	299 \$
● Prêts hypothécaires à l'habitation	186	136
● Crédit à la consommation (comprenant les prêts domiciliaires)	550	248
● Prêts commerciaux	562	196
● Trésorerie/siège social	250	199
● Assurances	62	38
● Gestion de patrimoine	74	45
● Frais liés aux chèques et frais bancaires	264	141
Déduire : Tranche des frais d'intérêts non répartis	(812)	(298)
Total	1 780 \$	1 004 \$



Actifs¹

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
● Prêts hypothécaires résidentiels	3 164 \$	3 632 \$
● Prêts à la consommation	8 347	6 984
● Prêts aux entreprises et aux gouvernements	17 186	12 555
● Compte de placement – valeurs mobilières	5 070	5 263
● Autres actifs	3 303	2 425
Total	37 070 \$	30 859 \$

¹ Exclusion faite des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

¹ Pour la période de sept mois allant du 1^{er} mars 2005 au 30 septembre 2005.

POINTS SAILLANTS

- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 236 millions de dollars pour l'exercice. Le bénéfice net rajusté a été de 255 millions de dollars pour l'exercice, ce qui a donné lieu à un rendement du capital investi de 4,6 %.
- Réalisation de l'acquisition de Hudson le 31 janvier 2006 et conversion des clients de Hudson aux systèmes de TD Banknorth en mai 2006. Au moment de l'acquisition, Hudson avait des prêts totalisant 6 milliards de dollars et des dépôts totalisant 8 milliards de dollars.
- Lancement de notre campagne marketing «Bank Freely» dans les États du centre du littoral de l'Atlantique afin d'accroître la notoriété de la marque TD Banknorth.
- Pour 2006, le total des prêts avoisinait 27 milliards de dollars, le total des dépôts s'élevait à 30 milliards de dollars, et la marge sur les actifs productifs moyens était de 3,97 %.

ENJEUX DE 2006

- Compression des marges causée par la montée des taux d'intérêt à court terme et l'aplatissement continu de la courbe des rendements.
- Maintien/croissance des dépôts de base.
- Décélération de la croissance des prêts commerciaux.
- Hausse des taux de radiation des prêts en regard des taux historiquement bas des dernières années.

PROFIL DU SECTEUR

L'industrie des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis est très concurrentielle pour tous les volets de nos activités. TD Banknorth subit une concurrence féroce des autres banques et institutions financières, notamment les caisses d'épargne, les sociétés de crédit, les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que d'autres prestataires de services financiers comme les fonds du marché monétaire, les sociétés de courtage, les sociétés de crédit à la consommation et les sociétés d'assurances. TD Banknorth est l'une des plus grandes institutions financières du nord-est des États-Unis, mais les banques et les institutions financières avec qui elle rivalise possèdent des réseaux de succursales beaucoup plus importants, des gammes de services bancaires commerciaux plus étendues et des ressources plus considérables. Les facteurs clés de la rentabilité sont l'établissement et le maintien de relations durables avec les clients, une gestion des risques efficace, des prix raisonnables, l'utilisation de technologies pour fournir aux clients des produits et des services partout et en tout temps, l'expansion des activités rémunérées à la commission et le contrôle efficace des frais d'exploitation.

STRATÉGIE GLOBALE

- Fournir des services de qualité supérieure aux clients par l'intermédiaire de tous les canaux.
- Accroître la notoriété de la marque TD Banknorth sur le marché.
- Se concentrer sur la croissance interne, pour ce qui est notamment des principaux comptes-chèques, des prêts commerciaux et des prêts aux petites entreprises, et des groupes de produits donnant droit à des commissions.
- Maintenir la grande qualité des actifs et la gestion rigoureuse des frais.
- À long terme, poursuivre la stratégie d'acquisition dans la région de la Nouvelle-Angleterre et dans d'autres créneaux sur le marché américain.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a constaté un bénéfice net comme présenté et un bénéfice net rajusté respectivement de 236 millions de dollars et 255 millions de dollars. L'élément à noter, retranché du bénéfice rajusté, était la quote-part de la Banque d'une perte avant impôts de 52 millions de dollars (34 millions de dollars après impôts) à la vente de 3 milliards de dollars de titres de placement dans le cadre d'une restructuration du bilan visant à atténuer le risque de taux d'intérêt associé au portefeuille de valeurs du compte de placement. Le bénéfice net rajusté a augmenté de 97 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent qui comprenait seulement sept mois de résultats d'exploitation. Outre un exercice complet de résultats d'exploitation, l'augmentation est attribuable à l'acquisition de Hudson le 31 janvier 2006. Les avantages de ces deux facteurs ont été pratiquement annulés en partie par une compression des marges, une hausse des provisions pour pertes sur créances et une augmentation des coûts liés aux fusions et aux regroupements. Le rendement annualisé du capital investi a été de 4,6 %, et la perte économique s'est établie à 239 millions de dollars.

Les revenus comme présentés ont atteint 1 780 millions de dollars, en hausse de 776 millions de dollars, ou 77 %, par rapport à 2005. Les revenus rajustés se sont établis à 1 832 millions de dollars, exclusion faite de la perte avant impôts de 52 millions de dollars (34 millions de dollars après impôts) liée à la charge de restructuration du bilan. Cette progression de 828 millions de dollars, ou 82 %, par rapport à 2005 est principalement attribuable à la comptabilisation des résultats sur un exercice complet et à l'acquisition de Hudson. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé, passant de 4,11 % en 2005 à 3,97 % en 2006 en raison surtout de la concurrence pour les prêts et dépôts, d'une courbe de rendement plane et de dépôts à faible coût comportant une plus petite part du total des dépôts. La concurrence pour les prêts et dépôts a été vive toute l'année, et les taux de croissance ont ralenti.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 40 millions de dollars, en forte hausse par rapport à l'exercice précédent. Bien que la qualité des actifs demeure très bonne, les radiations ont augmenté au cours de l'exercice, les radiations nettes à l'exercice précédent ayant été très basses.

Les frais ont bondi à 1,09 milliard de dollars, en hausse de 538 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'inclusion des résultats d'un exercice complet, de l'acquisition de Hudson et de la hausse des coûts liés aux fusions et regroupements. Le nombre moyen de postes ETP a été de 8 483, comparativement à 7 284 à l'exercice précédent, principalement par suite de l'acquisition de Hudson. Le ratio d'efficacité pour l'exercice a atteint 61,1 %, comparativement à 54,7 % à l'exercice précédent. La hausse du ratio d'efficacité est surtout attribuable aux revenus inférieurs découlant d'une compression des marges, à l'augmentation des dépenses de publicité et à un accroissement des coûts liés aux fusions et aux regroupements.

Le 13 avril 2006, TD Banknorth a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive portant sur l'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation («Interchange») pour une contrepartie au comptant d'environ 480 millions de dollars US. Interchange possède 30 succursales bancaires dans l'État du New Jersey. L'acquisition devrait être réalisée en janvier 2007.

TABLEAU 15 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 ¹
Revenu d'intérêts net	1 290 \$	705 \$
Provision pour pertes sur créances	40	4
Autres revenus	490	299
Frais autres que d'intérêts	1 087	549
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	653	451
Charge d'impôts sur les bénéfices	222	161
Participations sans contrôle dans les filiales	195	132
Bénéfice net – comme présenté	236	158
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ²	19	–
Bénéfice net – rajusté	255 \$	158 \$
Principaux volumes et ratios		
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars canadiens)	27 \$	24 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars canadiens)	30 \$	27 \$
Perte économique (en millions de dollars canadiens)	(239) \$	(105) \$
Rendement du capital investi	4,6 %	5,4 %
Rendement sur l'avoir corporel en actions ordinaires ^{3,4}	29,0 %	29,3 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	61,1 %	54,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté	62,9 %	54,7 %
Marge sur les actifs productifs moyens	3,97 %	4,11 %

¹ Pour la période de sept mois allant du 1^{er} mars 2005 au 30 septembre 2005.

² Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 19 millions de dollars liés à l'imputation pour restructuration du bilan.

³ Le rendement de l'avoir corporel est comme présenté séparément par TD Banknorth.

⁴ Le rendement de l'avoir corporel en actions ordinaires pour 2005 est fondé sur les résultats de TD Banknorth pour son exercice 2005 complet, comme présentés séparément par TD Banknorth.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires à la collectivité

Le volet des services bancaires à la collectivité offre un large éventail de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire de succursales, de services bancaires par téléphone et de services bancaires par Internet. Les produits et les services comprennent les prêts et les services de prêts au secteur de l'immobilier commercial, aux entreprises commerciales, au secteur de l'immobilier résidentiel et aux consommateurs ainsi qu'une gamme complète de produits de dépôt aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements, notamment les comptes-chèques, les comptes d'épargne, les produits du marché monétaire, les placements à terme, les services aux commerçants et les produits de gestion de trésorerie conçus pour répondre aux besoins des clients.

Les revenus bruts du volet des services bancaires à la collectivité, qui englobent la plupart des revenus de TD Banknorth, ont totalisé 2,5 milliards de dollars, sur un volume moyen de prêts de 27 milliards de dollars et un volume moyen de dépôts de 30 milliards de dollars. L'acquisition de Hudson, les frais liés aux chèques et les frais bancaires, ainsi que la grande qualité des actifs ont favorisé le rendement.

Gestion de patrimoine et services de conseil en placement

Le volet de gestion de patrimoine offre des services consultatifs en gestion de patrimoine, en gestion de placements et en placement aux particuliers et aux entreprises. Les revenus du volet de gestion de patrimoine se sont élevés à 74 millions de dollars pour l'exercice, comparativement à 45 millions de dollars pour les sept mois terminés le 30 septembre 2005. Ce volet avait des actifs gérés (incluant des placements discrétionnaires et confiés en garde) qui totalisaient 17,3 milliards de dollars au 30 septembre 2006, comparativement à 16,7 milliards de dollars au 30 septembre 2005.

Organisme assureur

Le volet des services d'organisme assureur fournit des produits et des services d'assurance aux particuliers et aux entreprises, dont l'assurance habitation, l'assurance automobile, l'assurance de dommages aux particuliers et les avantages sociaux. Il est l'un des organismes assureurs les plus importants dans le nord-est des États-Unis. Les revenus du volet des services d'organisme assureur, surtout composés de commissions sur les ventes de produits d'assurance, ont totalisé 62 millions de dollars pour l'exercice, en regard de 38 millions de dollars pour les sept mois terminés le 30 septembre 2005.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- L'économie américaine devrait connaître un ralentissement de milieu de cycle dans les prochains trimestres, qui touchera vraisemblablement les États du nord-est américain.
- C'est dans les secteurs de l'habitation et des dépenses de consommation que la faiblesse de l'économie se fera probablement le plus sentir, en raison d'une baisse de la demande de prêts hypothécaires et de prêts personnels.
- Avec le resserrement continu du marché du travail, le revenu personnel devrait croître plus rapidement que l'inflation.
- L'essoufflement de l'économie limitera probablement les revenus des entreprises, ce qui aura une incidence sur la croissance des dépôts commerciaux.
- Les investissements dans le matériel et l'outillage devraient ralentir, mais demeurer solides. Des conditions économiques difficiles pourraient stimuler la demande de financement sur stocks.
- La faiblesse de l'économie devrait être passagère, et la conjoncture devrait s'améliorer au cours de 2007 et être plus favorable aux services bancaires dans les derniers trimestres de 2007 et en 2008.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

TD Banknorth prévoit miser sur ses forces pour offrir à ses clients un service de qualité supérieure et prendre des décisions rapidement à l'échelle locale. Les marges d'intérêt nettes pourraient continuer de subir des pressions jusqu'à ce que la courbe des rendements remonte. Les provisions pour pertes sur créances demeurent basses par rapport aux sommets historiques et devraient augmenter pour atteindre environ 17 millions de dollars par trimestre. Les revenus tirés des commissions et les frais d'exploitation devraient croître modérément. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis vise une croissance durable de ses bénéfices avec le temps. Les grandes priorités pour 2007 sont les suivantes :

- Sous réserve de la réalisation de l'entente d'acquisition, intégrer Interchange au sein de l'organisation TD Banknorth, repositionner la marque d'Interchange dans tous les emplacements et atteindre des objectifs de croissance des revenus et de réduction des coûts après l'acquisition.
- Stimuler la croissance interne des prêts commerciaux et des dépôts de base, tout en conservant la grande qualité des actifs et en maintenant des prix concurrentiels.
- Gérer les frais afin de soutenir un levier d'exploitation positif.
- Améliorer l'efficacité en rationalisant les processus d'affaires clés.
- Optimiser le réseau de succursales.

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

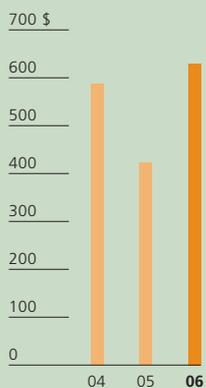
Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros servent une clientèle diversifiée constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde.

629 \$

(en millions de dollars canadiens)

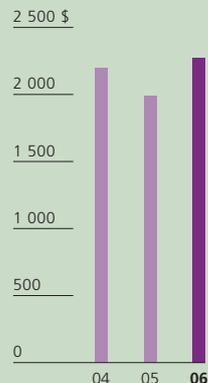
Bénéfice net



2 271 \$

(en millions de dollars canadiens)

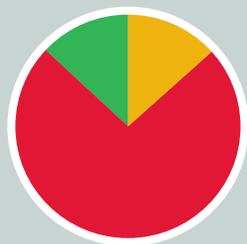
Total des revenus



34 \$

(en milliards de dollars canadiens)

Actifs pondérés en fonction des risques



Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
● Services bancaires aux grandes entreprises	287 \$	266 \$	303 \$
● Services bancaires de placement et marchés financiers	1 621	1 467	1 594
● Placements en actions	363	255	299
Total	2 271 \$	1 988 \$	2 196 \$

POINTS SAILLANTS

- Le bénéfice comme présenté a grimpé de 49 %, et le bénéfice rajusté, de 21 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le rendement du capital investi a atteint 28 %, contre 22 % pour l'exercice précédent.
- Progression vers l'objectif de se hisser au rang des trois plus grands courtiers au Canada :
 - n° 1 – négociation de blocs d'actions
 - n° 1 – négociation d'instruments à taux fixe
 - n° 2 – prise ferme d'instruments à taux fixe
 - n° 3 – prise ferme d'actions (grâce entièrement au syndicaire chef de file)
 - n° 3 – fusions et acquisitions (au sein du groupe de pairs canadiens)
- De solides gains ont été réalisés sur les placements en valeurs mobilières du portefeuille de placements et les gains latents se sont accrues par rapport à l'exercice précédent.
- Les activités de restructuration dans le secteur mondial des produits structurés ont été terminées.
- Le profil du risque de crédit est resté bas.

ENJEUX DE 2006

- La fin des activités de restructuration dans le secteur mondial des produits structurés a eu une incidence défavorable sur le bénéfice.
- Contraction des marges sur les prêts.
- Compression des coûts sans compromettre la bonne marche des affaires et l'excellence opérationnelle.

PROFIL DU SECTEUR

Au Canada, les services bancaires en gros forment un secteur parvenu à maturité où se livre une vive concurrence entre les banques canadiennes, les grandes banques d'affaires mondiales et, dans une moindre mesure, des banques et des courtiers en valeurs à petit créneau. Pour tenir tête à la concurrence, il faut offrir des ensembles de solutions et de produits, dont l'élément crédit se révèle souvent le cœur de la relation avec le client. En outre, il faut mettre des compétences internationales au service des sociétés canadiennes dont le rayon d'action est mondial. Il y a des possibilités de plus en plus nombreuses pour une banque de gros qui a, tant pour ses produits que pour ses régions, des solutions et des idées innovatrices.

STRATÉGIE GLOBALE

- Se classer parmi les trois principaux courtiers au Canada :
 - Garder le premier rang sur le marché en matière de négociation de blocs d'actions et d'instruments à taux fixe et le second rang à l'égard de la prise ferme d'instruments à taux fixe.
 - Hausser notre part des revenus de l'industrie liés à la prise ferme d'actions et aux fusions et aux acquisitions.
 - Rehausser prudemment le niveau du crédit à l'appui de notre troisième stratégie visant à devenir l'un des trois plus grands et continuer à se protéger au moyen de swaps sur défaillance de crédit.
 - Maintenir l'appui fourni à l'entreprise canadienne à l'égard des offres de produits et de services dans des créneaux aux États-Unis, en Europe et en Asie.
- Augmenter les activités de négociation pour compte sur les marchés liquides et sous-exploités.
- Atteindre un taux de rendement attrayant du portefeuille de placements en valeurs pour les placements de moyen à long terme.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 629 millions de dollars en 2006, en hausse de 207 millions de dollars par rapport aux 422 millions de dollars en 2005. Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 664 millions de dollars en 2006, soit une augmentation de 113 millions de dollars en regard de 551 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Le rendement du capital investi pour 2006 s'est établi à 28 %, contre 22 % pour l'exercice antérieur. Le profit économique pour l'exercice a été de 390 millions de dollars en comparaison de 229 millions de dollars en 2005.

Les revenus des Services bancaires en gros sont surtout tirés des opérations sur les marchés financiers et des activités des services bancaires de placement, des placements et des services bancaires aux grandes entreprises. Les revenus pour l'exercice ont atteint 2 271 millions de dollars, contre 1 988 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités des services bancaires de placement et des opérations sur les marchés financiers ont monté par rapport à ceux de l'exercice précédent, qui comprenaient une perte de 153 millions de dollars liée à la réduction de la valeur estimative et à la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés. Compte non tenu de la perte de 153 millions de dollars en 2005, les revenus des services bancaires de placement et des marchés financiers sont demeurés semblables d'un exercice à l'autre, étant donné que le solide revenu de négociation de monnaies étrangères et la croissance importante des revenus tirés des commissions sur actions et des revenus provenant des fusions et acquisitions ont été contrebalancés par un repli des revenus de négociation tirés des taux d'intérêt et du crédit et des revenus dégagés des prises fermes d'actions et de titres de créance. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en valeurs ont monté en raison de l'augmentation des gains sur placements en valeurs mobilières. Le revenu des services bancaires aux grandes entreprises a monté surtout par suite de la croissance du portefeuille de crédit.

Les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 68 millions de dollars pour 2006, en hausse de 16 millions de dollars, en regard de 52 millions de dollars pour 2005. Les provisions pour pertes sur créances du secteur Services bancaires en gros englobent les provisions pour prêts douteux et les coûts de la protection de crédit. La variation de la valeur marchande de la protection de crédit, en sus des coûts courus, est incluse dans le secteur Siège social. Les coûts courus pour protéger le crédit dans les Services bancaires en gros en 2006 se sont établis à 48 millions de dollars, contre 52 millions de dollars en 2005.

La protection de crédit des Services bancaires en gros s'élève à 2,9 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit une baisse de 0,3 milliard de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Les Services bancaires en gros continuent à gérer de façon proactive leur risque de crédit par la gestion active du portefeuille de protection de crédit.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont établis à 34 milliards de dollars pour l'exercice, soit une augmentation de 1 milliard de dollars. Cette augmentation s'explique essentiellement par un accroissement des prêts aux entreprises.

Les frais ont été de 1 312 millions de dollars, contre 1 325 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à la baisse de la charge de rémunération sous l'effet des réductions d'effectif, en raison du retrait complet des activités du secteur mondial des produits structurés, partiellement contrebalancée par des coûts de restructuration plus élevés.

TABLEAU 16	SERVICES BANCAIRES EN GROS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	479 \$	977 \$	1 581 \$
Provision pour pertes sur créances	68	52	41
Autres revenus	1 792	1 011	615
Frais de restructuration	50	43	(7)
Frais autres que d'intérêts	1 262	1 282	1 296
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	891	611	866
Charge d'impôts sur les bénéfices	262	189	278
Bénéfice net – comme présenté	629	422	588
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹	35	129	–
Bénéfice net – rajusté	664 \$	551 \$	588 \$
Principaux volumes et ratios			
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	34 \$	33 \$	30 \$
Profit économique (en millions de dollars canadiens)	390 \$	229 \$	278 \$
Rendement du capital investi	27,9 %	22,3 %	24,7 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	57,8 %	66,6 %	58,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté	55,6 %	59,9 %	58,7 %

¹ Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 35 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration; en 2005 – 100 millions de dollars liés à une perte sur des portefeuilles de dérivés structurés et 29 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires de placement et marchés financiers

• Les revenus tirés des services bancaires de placement et des marchés financiers, qui comprennent les services de conseil, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution ont monté de 10 % pour s'établir à 1 621 millions de dollars en 2006 par rapport à 1 467 millions de dollars en 2005.

Placements en actions

• Le portefeuille de placements en actions, formé d'actions de sociétés ouvertes et privées, a produit de solides résultats dans l'ensemble en 2006, soit des revenus de 363 millions de dollars, en hausse de 42 % par rapport aux résultats de 255 millions de dollars de 2005. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des gains sur les placements en valeurs mobilières.

Services bancaires aux grandes entreprises

• Les revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises, qui comprennent les prêts aux entreprises, le financement commercial et les services de gestion des liquidités, ont augmenté de 8 %, passant de 266 millions de dollars en 2005 à 287 millions de dollars en 2006. Cette augmentation tient surtout à la hausse du revenu d'intérêts net sur les dépôts bancaires correspondants et d'un plus grand volume de prêts.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La situation économique devrait être propice à une demande durable de services relatifs aux marchés financiers et de services de placement en 2007.
- Les emprunts des sociétés seront vraisemblablement freinés par une baisse de la confiance des entreprises. Toutefois, les investissements des sociétés devraient demeurer robustes et il sera de plus en plus difficile pour les entreprises de financer des investissements à même leurs fonds internes.
- Le maintien de taux d'intérêt relativement bas devrait également être encourageant pour les emprunts des entreprises.
- Le rythme des opérations de fusion et d'acquisition pourrait ralentir, mais les liquidités élevées de nombreuses sociétés laissent anticiper que le niveau d'activité demeurera ferme.
- Les conditions de crédit devraient faiblir légèrement. Cependant, les solides bilans des entreprises devraient limiter la tendance.
- Il est peu probable que les marchés boursiers produisent des gains de plus de 10 % comme ces dernières années, et les rendements obligataires devraient avoisiner tout au plus 5 %.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

En 2007, les Services bancaires en gros continueront à mettre l'accent sur les relations avec les clients au Canada, en élargissant leur gamme de produits et de services et en visant l'excellence opérationnelle. Ce secteur devrait dégager un solide rendement du capital investi en 2007, tout en réduisant son profil de risque avec la fin du repositionnement des activités délaissées.

L'entreprise canadienne a tiré parti, en 2006, de la vigueur des marchés boursiers et d'une conjoncture favorable pour le marché du crédit. Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- Garder le cap sur l'objectif de se hisser au rang des trois plus grands courtiers au Canada.
- Rechercher les occasions d'augmenter les activités de négociation pour compte des marchés liquides et sous-exploités.
- Maintenir un taux de rendement supérieur du capital investi.
- Améliorer le ratio d'efficacité par une gestion plus rigoureuse des frais.

Gestion de patrimoine

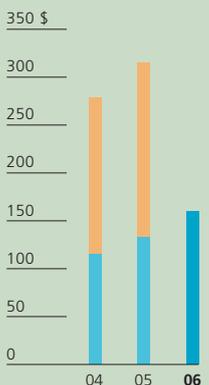
Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et de services de placement sous différentes marques à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier.

160 \$

(en milliards de dollars canadiens)

Actifs administrés²

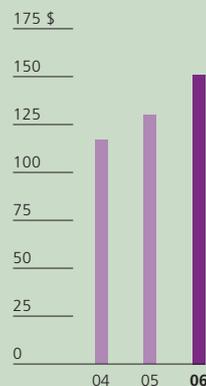
- TD Waterhouse U.S.A.
- Gestion de patrimoine au Canada



151 \$

(en milliards de dollars canadiens)

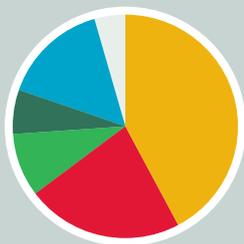
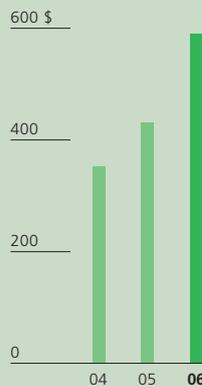
Actifs gérés¹



590 \$

(en millions de dollars canadiens)

Bénéfice net



Revenus³

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
● Courtage à escompte	954 \$	1 621 \$	1 611 \$
● Fonds communs de placement	512	427	381
● Groupe Services aux clients privés	208	187	167
● Gestion de placements	143	117	103
● Conseils de placement privés	348	333	291
○ Planification financière	95	61	37
Total	2 260 \$	2 746 \$	2 590 \$

¹ Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

² Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. La baisse des actifs administrés en 2006 tient surtout à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

³ Certains revenus sont présentés déduction faite des cessions internes.

POINTS SAILLANTS

- Les actifs gérés de Gestion de patrimoine ont progressé de 21 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des nouvelles ventes et de l'essor du marché. Les actifs administrés, exclusion faite de l'incidence de TD Waterhouse U.S.A., se sont accrus de 27 milliards de dollars ou 20 % en regard de 2005, surtout sous l'effet de l'augmentation de l'effectif de vente, des nouveaux actifs nets de clients et de l'expansion du marché.
- Le bénéfice net record de 590 millions de dollars, en hausse de 37 % par rapport à 2005, est attribuable à la croissance de toutes les activités.
- TD Ameritrade et TD Waterhouse U.S.A. ont apporté 180 millions de dollars aux bénéfices de 2006, en regard d'un apport aux bénéfices de 108 millions de dollars pour TD Waterhouse U.S.A. à l'exercice précédent.
- Les activités canadiennes de Gestion de patrimoine ont ajouté 145 conseillers qui rencontrent directement les clients, dépassant ainsi leur cible de 130 conseillers.
- Fonds mutuels TD est passé du sixième au quatrième rang de l'industrie, et a atteint pour la quatrième année de suite le deuxième rang de l'industrie pour ce qui est des ventes nettes de 3,3 milliards de dollars.
- Les activités de courtage à escompte ont lancé une plateforme de négociation pour investisseurs actifs au Canada à l'intention des clients assidus.
- Dans les secteurs sous-exploités, notamment les canaux de services de conseil, d'excellents progrès ont été enregistrés sur le plan des investissements, marquant des bénéfices records grâce tant aux nouveaux conseillers qu'à la croissance des actifs.
- Après plusieurs années de pertes, les activités au Royaume-Uni ont été rentables tout au long de l'exercice, du fait essentiellement des acquisitions ciblées et du contrôle rigoureux des coûts.

ENJEUX DE 2006

- Les revenus de commissions ont continué à souffrir de la concurrence sur les prix, au Canada et aux États-Unis. La hausse des volumes de négociation, l'amélioration des rendements et l'augmentation des soldes sur marge et de dépôts ont plus qu'annulé les baisses de prix.
- Au Canada et aux États-Unis, les marchés financiers ont été instables à divers moments de l'année étant donné les craintes des investisseurs quant à la tendance des taux d'intérêt et à l'inflation et, au Canada, quant à la volatilité des prix de l'énergie et des ressources. Le ralentissement du marché des nouvelles émissions, du fait de ces défis, a joué sur les perspectives de croissance des revenus de nos activités de courtage à escompte et de courtage traditionnel.

PROFIL DU SECTEUR

L'industrie de la gestion de patrimoine en Amérique du Nord est vaste, diversifiée et très concurrentielle. La rentabilité est tributaire de la concurrence sur les prix, de la capacité d'attirer et de garder des actifs de clients, et de la volatilité du marché. Faire en sorte que la croissance des revenus dépasse la croissance des frais demeure un objectif clé pour toute l'industrie. Améliorer et étendre les activités est toujours une priorité pour faire progresser les bénéfices. La gestion des coûts est un facteur de succès critique pour l'industrie, et la vague de regroupements se poursuit dans le secteur de la gestion de patrimoine. Les principaux événements survenus en 2006 sont les suivants :

- L'industrie a tiré parti d'une solide croissance des ventes de fonds communs de placement à long terme et de la forte augmentation des actifs dans les canaux de distribution. Les grandes banques canadiennes exercent de plus en plus d'influence sur l'industrie des fonds communs de placement en améliorant leurs canaux de distribution.
- Au Canada et aux États-Unis, la concurrence féroce sur les prix a freiné les revenus tirés du courtage à escompte, mais cet effet s'est retrouvé en partie estompé par le fort niveau des volumes de négociation.
- Les marchés financiers d'Amérique du Nord ont été tantôt florissants tantôt volatils au cours de l'exercice, ce qui a nourri une certaine inquiétude à court terme parmi les investisseurs.

Les tendances à long terme sont encourageantes pour l'industrie de la gestion de patrimoine, certains avantages devant provenir des babyboomers, qui avancent en âge.

STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie de Gestion de patrimoine, qui est demeurée la même ces dernières années, se résume ainsi :

- Développer une organisation intégrée de prise en charge d'actifs, axée sur les clients.
- Poursuivre l'exploitation des créneaux sous-exploités à un taux de croissance supérieur à la moyenne.
- Promouvoir les marques Patrimoine de TD Waterhouse et de Fonds mutuels TD comme des services de conseil de premier ordre et de confiance.
- Concevoir une suite de produits, de services et de solutions de classe supérieure pouvant combler les besoins de chaque segment de clientèle.
- Renforcer la technologie pour améliorer l'architecture des systèmes de service à la clientèle et pour hausser l'efficacité opérationnelle.
- Miser sur la solide relation tissée avec les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada afin que les clients recommandés par ces derniers soient servis par le meilleur canal de distribution possible de Gestion de patrimoine.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine a été de 590 millions de dollars pour 2006, en regard de 432 millions de dollars en 2005, soit une hausse de 37 % attribuable à la participation dans TD Ameritrade et à la croissance de toutes les activités du secteur. Le rendement du capital investi a atteint 20 % pour l'exercice, contre 16 % en 2005. Le profit économique de 2006 s'est établi à 257 millions de dollars, une amélioration appréciable de 141 millions de dollars par rapport à 2005.

Les revenus totaux ont reculé de 486 millions de dollars en regard de 2005 pour s'établir à 2 260 millions de dollars, principalement du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, dont l'effet a été réduit en partie par de meilleurs résultats de la part des activités canadiennes. Au Canada, le revenu d'intérêts a augmenté, étant donné la hausse des soldes sur marge et des dépôts de clients ainsi que l'amélioration des marges. La croissance des autres revenus de Gestion de patrimoine au Canada provient de la progression des revenus tirés des opérations et de la hausse des frais de gestion de fonds communs de placement engendrée par l'augmentation des actifs. Dans le volet des fonds communs de placement, les frais de gestion ont grimpé à la suite de la croissance de 17 % des actifs et de la pondération plus élevée, dans le portefeuille, des catégories de fonds qui produisent plus de revenus, tandis que la hausse des actifs administrés a produit de meilleurs résultats pour les volets de la planification financière et des conseils de placement privés. Les revenus tirés du courtage à escompte ont augmenté, propulsés par la montée des volumes sur marge et la croissance de 37 % des volumes de négociation, atténués en partie par une baisse des commissions par opération.

Les frais ont été de 1 575 millions de dollars en 2006, en baisse de 508 millions de dollars par rapport à 2005, surtout du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Cette baisse a été contrebalancée en partie par les paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque et l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente de conseils de placement privés et de planification financière. Le ratio d'efficacité s'est amélioré de 6,2 % pour s'établir à 69,7 % en regard de l'exercice précédent.

Les actifs gérés, qui atteignaient 151 milliards de dollars au 31 octobre 2006, marquent une augmentation de 21 milliards de dollars ou 16 % par rapport au 31 octobre 2005 entraînée par la progression du marché et par les fortes ventes de fonds communs de placement. L'incidence de la progression du marché sur les actifs gérés a été d'environ 6 %. Les actifs administrés totalisaient 160 milliards de dollars à la clôture de l'exercice, soit 155 milliards de dollars ou 49 % de moins qu'au 31 octobre 2005, surtout par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Le repli des actifs administrés a été corrigé en partie par la croissance marquée des actifs au pays, principalement attribuable à l'ajout de nouveaux actifs nets dans tous les secteurs, de même qu'à l'essor du marché.

TABLEAU 17	GESTION DE PATRIMOINE		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	377 \$	643 \$	492 \$
Autres revenus	1 883	2 103	2 098
Frais autres que d'intérêts	1 575	2 083	2 047
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	685	663	543
Charge d'impôts sur les bénéfices	242	231	191
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	147	-	-
Bénéfice net – comme présenté	590	432	352
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-
Bénéfice net (perte nette) – rajusté(e)	590 \$	432 \$	352 \$
Principaux volumes et ratios			
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	160 \$	315 \$	279 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	151 \$	130 \$	117 \$
Profit (perte) économique (en millions de dollars canadiens)	257 \$	116 \$	25 \$
Rendement du capital investi	19,5 %	16,4 %	13,0 %
Ratio d'efficacité	69,7 %	75,9 %	79,0 %

TABLEAU 18	GESTION DE PATRIMOINE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Gestion de patrimoine au Canada	410 \$	324 \$	252 \$
TD Ameritrade / TD Waterhouse U.S.A.	180	108	100
Bénéfice net	590 \$	432 \$	352 \$

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Courtage à escompte TD Waterhouse

- Un chef de file du courtage autogéré, servant des clients au Canada et au Royaume-Uni.
- Les revenus au Canada ont augmenté de 88 millions de dollars, en regard de l'exercice 2005. Cette augmentation s'explique par la hausse des revenus tirés des commissions et des frais attribuable à l'accroissement des volumes d'opérations de 36 %, conjuguée à la montée du revenu d'intérêts net entraînée par les soldes sur marge et de dépôts de clients plus élevés, qui a presque neutralisé l'incidence de la baisse des commissions par opération. La baisse des commissions par opération découle des stratégies de réduction des prix pratiquées pour le secteur des investisseurs actifs.
- Les frais au Canada se sont accrus de 20 millions de dollars, sous l'effet surtout des frais de compensation d'opérations et des charges de rémunération plus élevés occasionnés par l'intensification des activités et l'investissement continu dans la technologie pour appuyer la stratégie axée sur les investisseurs actifs.

Gestion de Placements TD

- Fonds mutuels TD est la deuxième famille de fonds communs de placement en importance détenue par une banque au Canada, d'après la part de marché des actifs, qui s'établissait à 49 milliards de dollars d'actifs au 31 octobre 2006, soit un bond de 17 % par rapport à 2005. Fonds mutuels TD est passée du sixième au quatrième rang de l'industrie. Conséquence du bond des actifs, les revenus se sont accrus de 20 %. Quant aux frais, leur hausse de 50 millions de dollars s'explique surtout par l'augmentation des commissions de suivi versées aux vendeurs de fonds offerts par la Banque. Pour une quatrième année de suite, Fonds mutuels TD s'est classée deuxième au chapitre des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme.
- Gestion de Placements TD est l'un des principaux gestionnaires de fonds du pays. Ses services englobent la gestion de placements pour les caisses de retraite, les sociétés, les institutions, les fonds de dotation et les fondations ainsi que les particuliers fortunés et les tiers distributeurs. Les actifs gérés ont augmenté de 16 % par rapport à 2005. Les revenus ont progressé de 22 %, étant donné surtout la croissance des actifs.

Services de conseil

- Services aux clients privés TD Waterhouse chapeaute les services fiduciaires, les services bancaires privés et la gestion privée. La croissance des actifs confiés par les clients a amené une poussée de 20 millions de dollars ou 11 % des revenus par rapport à l'exercice précédent. Les frais se sont accrus de 12 millions de dollars ou 9 %, conséquence essentiellement de la hausse de la rémunération des conseillers qui rencontrent les clients ainsi que de la progression des revenus et des investissements en technologie pour mettre à niveau les systèmes du personnel qui rencontre les clients.
- Conseils de placement privés TD Waterhouse offre des services de courtage traditionnel à des clients de détail partout au Canada. En 2006, la poussée des actifs administrés a provoqué une hausse de 15 millions de dollars ou 5 % des revenus par rapport à l'exercice 2005. Les frais se sont accrus de 4 % en regard de 2005, étant donné la hausse de la rémunération de l'effectif de vente parallèlement à la croissance des revenus de commission. Le recrutement de conseillers en placement expérimentés a aussi contribué à accroître les frais.
- Planification financière TD Waterhouse continue à recruter activement des conseillers qui rencontrent directement la clientèle, ayant élargi son effectif de planificateurs de 17 % en 2006, alors que les actifs administrés ont grimpé de 42 %. Tandis que les revenus ont progressé de 34 millions de dollars ou 56 % en 2006, les frais ont crû de 20 millions de dollars puisque l'effectif de planificateurs financiers s'élargit constamment.

TD Ameritrade

- Gestion de patrimoine englobe les résultats de TD Ameritrade pour environ huit mois de 2006. TD Ameritrade a produit un bénéfice net record, compte non tenu des gains sur placement pour sa période financière terminée le 30 septembre 2006, sous l'effet de la vigueur des marchés boursiers et d'une hausse des marges.
- Les informations sur les produits et les services de TD Ameritrade contenues dans les documents déposés auprès de la SEC sont disponibles sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- Les majorations de taux passées de la Banque du Canada devraient profiter aux titres du marché monétaire et aux liquidités, alors qu'une légère baisse des taux d'intérêt à court terme est attendue en 2007.
- Les rendements obligataires ne devraient pas dépasser 5 %.
- La montée des bénéfices des sociétés devrait ralentir avec la baisse anticipée des prix de certaines marchandises et sous l'effet d'un ralentissement modeste de la croissance économique.
- La solidité des bilans devrait permettre à la plupart des sociétés de résister à des épisodes économiques un peu plus difficiles, et les valeurs boursières semblent raisonnables en général, ce qui devrait limiter tout affaiblissement des actions.
- Les volumes d'opérations pourraient grimper temporairement si l'économie suscite certaines inquiétudes quant à sa vigueur future, inquiétudes qui devraient s'estomper en cours d'année.
- La croissance raisonnable soutenue du revenu personnel devrait favoriser les nouveaux placements au cours de l'année qui vient. Si l'économie s'affaiblissait, il pourrait y avoir un mouvement de repli vers des actifs financiers plus défensifs.
- La population vieillissante devrait continuer de représenter un bon créneau pour les volets de la planification financière et de la gestion de patrimoine.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

Les perspectives sont bonnes pour une croissance continue des revenus en 2007.

Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- **Améliorer la croissance des actifs confiés par de nouveaux clients en élargissant l'effectif de conseillers qui rencontrent les clients, à la fois en recrutant de façon compétitive et en instaurant des programmes de formation à l'intention des nouveaux conseillers ou des conseillers d'expérience.**
- **Mettre l'accent sur la diversification des revenus en se tournant vers des sources plus stables comme les produits à commissions et les revenus d'intérêts nets, et atténuer ainsi la pression sur les volumes d'opérations.**
- **S'assurer que la croissance des revenus dépasse celle des frais en gérant les coûts de façon rigoureuse.**
- **Soutenir la croissance de nos activités de conseil sous-exploitées en ajoutant de nouveaux conseillers, de nouveaux actifs et de nouveaux produits.**
- **Maintenir l'essor des fonds communs de placement par la promotion des ventes dans nos succursales de détail et les canaux externes.**
- **Cibler stratégiquement le segment des investisseurs actifs dans le volet du courtage à escompte, en comptant sur notre nouvelle plateforme technologique et sur nos prix.**
- **Ameritrade s'attachera à réaliser avec succès l'intégration de TD Waterhouse U.S.A., à poursuivre son virage vers des revenus fondés sur l'actif et à gérer efficacement les coûts.**

Siège social

Le secteur Siège social comprend les activités rattachées au portefeuille de prêts secondaires, l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination des rajustements selon l'équivalence fiscale, les économies d'impôts au niveau de la Banque ainsi que les revenus, les frais et les impôts non répartis.

Pour 2006, le secteur Siège social a enregistré un bénéfice net comme présenté de 1 182 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 485 millions de dollars pour 2005. Le résultat rajusté du secteur Siège social est une perte nette de 99 millions de dollars pour l'exercice, alors qu'il avait été un bénéfice net rajusté de 18 millions de dollars pour l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre est imputable à l'augmentation des frais non répartis du Siège social, aux pertes sur titrisations, à la réduction du portefeuille de prêts secondaires et à des revenus moindres sur les capitaux excédentaires.

Les éléments à noter incluent 1 665 millions de dollars de gains sur dilution après impôts découlant de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, en partie contrebalancés par une perte sur dilution après

impôts de 72 millions de dollars liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Les résultats incluent également une reprise de provision générale de 25 millions de dollars (16 millions de dollars après impôts) supérieure à celle de 2005, qui a plus que contrebalancé l'établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars (18 millions de dollars après impôts), résultat d'une modification de la méthode de provisionnement de la Banque. L'incidence négative des baisses prévues du taux d'impôt sur les bénéfices a fait diminuer les actifs d'impôts futurs de 24 millions de dollars. L'amortissement des actifs incorporels a été inférieur de 41 millions de dollars (38 millions de dollars après impôts). Les résultats comme présentés incluent une incidence négative moins élevée de 16 millions de dollars (10 millions de dollars après impôts) relative à la note d'orientation concernant la comptabilité portant sur les relations de couverture (NOC 13), qui exige que la Banque évalue à la valeur marchande la protection de crédit à l'égard du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, parmi les autres couvertures économiques.

Les résultats de l'exercice précédent incluait des provisions pour litiges éventuels de 365 millions de dollars (238 millions de dollars après impôts) et une charge fiscale de 163 millions de dollars relative à la restructuration de TD Waterhouse qui a précédé l'opération avec Ameritrade en 2006. Les autres frais de l'exercice 2005 comprenaient une prime de rachat d'actions privilégiées qui avait entraîné une imputation de 13 millions de dollars. Ces charges avaient été en partie absorbées par des gains de 229 millions de dollars (127 millions de dollars après impôts) réalisés sur les recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires de l'exercice précédent. De plus, les résultats de l'exercice précédent comprenaient une économie d'impôts des provisions sectorielles de 98 millions de dollars, incluant la décision favorable d'un tribunal et une économie d'impôts de 30 millions de dollars attribuable à une hausse du taux d'impôt sur les bénéfices appliqué aux provisions sectorielles de 2004.

TABLEAU 19		SIÈGE SOCIAL		
(en millions de dollars canadiens)		2006	2005	2004
Perte d'intérêts nette		(654) \$	(659) \$	(454) \$
Reprise de provision pour pertes sur créances		(112)	(374)	(800)
Autres revenus		1 554	115	104
Frais autres que d'intérêts		667	1 052	1 021
Bénéfice (perte) avant économie d'impôts sur les bénéfices		345	(1 222)	(571)
Économie d'impôts sur les bénéfices		(839)	(737)	(413)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts		(11)	-	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices		(13)	-	-
Bénéfice net – comme présenté		1 182	(485)	(158)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹		(1 281)	503	253
Bénéfice net (perte nette) – rajusté(e)		(99) \$	18 \$	95 \$

¹ Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 316 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 1 665 millions de dollars attribuables au gain sur dilution découlant de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des frais; 72 millions de dollars rattachés à la perte sur dilution liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth; 7 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 39 millions de dollars liés aux reprises de provisions générales; 24 millions de dollars rattachés aux autres éléments fiscaux et 18 millions de dollars liés à l'établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts; en 2005 – 354 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 17 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 23 millions de

dollars liés aux reprises de provisions générales; 127 millions de dollars rattachés aux recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles); 163 millions de dollars d'imputations fiscales liées aux restructurations; 98 millions de dollars rattachés aux autres éléments fiscaux; 13 millions de dollars liés au rachat d'actions privilégiées et 238 millions de dollars attribuables à l'imputation pour litiges; en 2004 – 477 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 50 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 43 millions de dollars liés aux reprises de provisions générales; 426 millions de dollars rattachés aux recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles); et 195 millions de dollars attribuables à l'imputation pour litiges.

DIRECTION DU SIÈGE SOCIAL

La fonction Direction du siège social de la Banque comprend la Vérification, la Conformité, les Affaires internes et publiques, les Services économiques, les Solutions technologiques (technologie de l'information), les Finances, les Ressources humaines, le Service juridique, le Marketing, le Bureau de l'ombudsman, les Services immobiliers, la Gestion des risques et la Sécurité.

L'industrie des services bancaires est de plus en plus complexe et remplie de défis. Les exigences et attentes de nos partenaires – clients, actionnaires, employés, autorités de réglementation, gouvernements et collectivité en général – changent constamment. Veiller à ce que la Banque demeure à l'affût des tendances et des développements en émergence est essentiel pour maintenir la confiance des partenaires dans la Banque.

Les gens qui servent nos clients à l'échelle internationale par l'entremise de nos quatre principaux secteurs d'exploitation comptent sur le soutien efficace et solide d'une grande variété de groupes fonctionnels, afin de demeurer centrés sur la priorité essentielle de dépasser les attentes de nos clients. Le mandat de la fonction Direction du siège social est d'agir comme point central d'avis et de conseils, et de concevoir, d'établir et d'instaurer des processus, des systèmes et des technologies pour faire en sorte que les principaux secteurs de la Banque exercent leurs activités de façon efficiente, fiable et conforme à toutes les réglementations applicables. Pour ce faire, la fonction Direction du siège social voit à ce que nous ayons les gens, les processus et les outils de la plus grande qualité possible pour appuyer nos activités, nos clients, nos employés et nos actionnaires.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2005

Sommaire du rendement de 2005

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2005

En mars 2005, la Banque a acquis une participation majoritaire dans TD Banknorth. C'est en 2005 que les résultats de TD Banknorth ont été inclus pour la première fois dans les résultats de la Banque. TD Banknorth mène ses activités dans les États du nord-est des États-Unis et offre une gamme complète de services et de produits bancaires.

En 2005, la Banque a ajouté 365 millions de dollars aux provisions pour litiges éventuels à l'égard de réclamations relatives à Enron. Voir la note 20 pour plus d'information.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

TABLEAU 20 REVUE DU RENDEMENT FINANCIER DE 2005						
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires en gros	Gestion de patrimoine	Siège social	Total consolidé
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	4 342 \$	705 \$	977 \$	643 \$	(659) \$	6 008 \$
Autres revenus	2 361	299	1 011	2 103	115	5 889
Total des revenus	6 703	1 004	1 988	2 746	(544)	11 897
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	373	4	52	–	(374)	55
Frais autres que d'intérêts	3 773	549	1 325	2 083	1 052	8 782
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 557	451	611	663	(1 222)	3 060
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	855	161	189	231	(737)	699
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	132	–	–	–	132
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net – comme présenté	1 702	158	422	432	(485)	2 229
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	129	–	503	632
Bénéfice net – rajusté	1 702 \$	158 \$	551 \$	432 \$	18 \$	2 861 \$

Le **revenu d'intérêts net** comme présenté pour 2005 s'est établi à 6 008 millions de dollars, soit une augmentation de 235 millions de dollars ou 4 % par rapport à un an plus tôt. Le volume plus élevé des actifs a ajouté 1 109 millions de dollars au revenu d'intérêts net en 2005, mais les changements de taux ont fait baisser le revenu d'intérêts net de 874 millions de dollars. L'augmentation générale du revenu d'intérêts net découle surtout de l'acquisition par la Banque de TD Banknorth. L'inclusion de sept mois de revenu d'intérêts net de TD Banknorth a compté pour 705 millions de dollars.

Pour 2005, les **autres revenus** comme présentés ont été de 5 889 millions de dollars, une augmentation de 1 006 millions de dollars ou 21 % par rapport à 2004. L'amélioration est surtout attribuable à une hausse du revenu de négociation, des revenus tirés des activités d'assurances, des revenus des services de cartes, des revenus tirés des titrisations, des revenus des services de placement et de valeurs mobilières, des frais de gestion de fonds communs de placement et des commissions de placement de valeurs mobilières et de courtage traditionnel. Cette hausse a été en partie annulée par une perte découlant d'une réduction de la valeur estimative de certains portefeuilles de dérivés structurés et de leur sortie dans le cadre du repositionnement du secteur mondial des produits structurés de la Banque, de même que d'un recul des commissions de courtage à escompte dû à une baisse des commissions par opération et du nombre moyen d'opérations par jour et à l'incidence des taux de change du côté de TD Waterhouse U.S.A. La hausse du revenu de négociation provient surtout de l'amélioration des revenus tirés des activités de négociation d'instruments de crédit et d'actions des Services bancaires en gros.

Les **frais autres que d'intérêts** comme présentés ont été de 8 782 millions de dollars contre 8 007 millions de dollars, soit une augmentation de 775 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'exercice 2004. L'inclusion des résultats de TD Banknorth depuis l'acquisition a compté pour 549 millions de dollars dans cette augmentation des frais. Les hausses des salaires et des avantages sociaux, des coûts d'occupation des locaux, des coûts du matériel, des services consultatifs professionnels, des autres frais dus à la comptabilisation de 365 millions de dollars de frais se rapportant aux ajouts aux provisions pour litiges éventuels à l'égard des réclamations relatives à Enron, l'augmentation des coûts de restructuration et de marketing et de développement des affaires, ont contribué à l'augmentation des frais. L'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais comme présentés de la Banque a été de 546 millions de dollars contre 626 millions de dollars en 2004.

La **charge d'impôts** comme présentée s'est établie à 699 millions de dollars pour l'exercice 2005, en baisse de 104 millions de dollars par rapport à 2004. Le taux d'imposition réel de la Banque s'est élevé à 22,8 % pour l'exercice 2005, comparativement à 26,5 % en 2004.

BILAN

La Banque, dont 80 % des actifs étaient au Canada en 2005, a augmenté ses actifs de 54 milliards de dollars ou 17,4 %, les faisant passer à 365 milliards de dollars à la fin de 2005.

Rendement financier de 2005 par secteur d'exploitation

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** ont déclaré une augmentation de 252 millions de dollars du bénéfice net en 2005 par rapport à 2004. Un écart positif de cinq points de pourcentage entre la croissance des revenus et la croissance des frais, conjugué à un solide rendement du crédit, a donné lieu à une croissance des bénéfices de 17 %. Le rendement du capital investi a monté pour s'établir à 23,1 % en 2005, comparativement à 20,4 % en 2004, la croissance des bénéfices ayant dépassé la croissance de 4 % du capital investi moyen. Le secteur a fortement contribué à la valeur pour les actionnaires, en générant un profit économique additionnel de 228 millions de dollars en 2005 par rapport à 2004.

Les revenus ont grimpé de 483 millions de dollars par rapport à 2004. La croissance des volumes pour la plupart des produits bancaires a été le principal moteur de la hausse des revenus et elle a été particulièrement forte en ce qui concerne les dépôts d'entreprises et les prêts immobiliers garantis. La croissance des volumes a été pour une part touchée par un affaiblissement des marges. Ont également contribué à la hausse des revenus, la croissance des services bancaires et de cartes de crédit et des frais d'opération, de même que celle des revenus d'assurances grâce à la baisse des taux de réclamations et à de nouvelles ventes. L'acquisition d'activités d'assurances auprès de Liberté Mutuelle en 2004 a représenté 57 millions de dollars de la hausse des revenus en 2005.

Comparativement à 2004, le volume moyen des prêts immobiliers garantis (titrisations comprises) a progressé de 10 milliards de dollars, et le volume des dépôts de particuliers, de 4 milliards de dollars, tandis que les autres prêts personnels sont demeurés relativement stables. Les dépôts d'entreprises ont augmenté de 3 milliards de dollars, tandis que les prêts aux entreprises et les acceptations ont grimpé de 725 millions de dollars. Les primes brutes d'assurance souscrites ont progressé de 242 millions de dollars.

La marge sur les actifs productifs moyens a glissé, passant de 3,05 % en 2004 à 2,96 % en 2005, principalement à cause d'une variation de la composition des produits, la croissance des volumes ayant été induite par des produits à marge moins élevée comme les prêts immobiliers garantis et les comptes d'épargne-placement garanti.

La provision pour pertes sur créances était constituée de 354 millions de dollars provenant de prêts aux particuliers et de 19 millions de dollars provenant de prêts commerciaux. Par rapport à 2004, la provision pour pertes sur créances est demeurée inchangée. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume de prêts s'est améliorée pour passer de 0,27 % en 2004 à 0,25 %.

Les frais ont augmenté de 123 millions de dollars par rapport à 2004. L'acquisition des activités d'assurances de Liberté Mutuelle a compté pour 37 millions de dollars de cette augmentation. Pour le reste, l'augmentation est attribuable principalement à la rémunération des employés, au marketing, aux projets de développement de systèmes et à la croissance interne des volumes d'affaires d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par les synergies réalisées par suite de l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne en 2004 et par la baisse des frais d'intégration connexes. Le nombre moyen de postes équivalents temps plein (ETP) a grimpé de 704 en regard de 2004, en raison surtout de la croissance des activités d'assurances (y compris l'acquisition) et de l'ajout de personnel de vente et de services dans les succursales et les centres d'appels. Pour 2005, le ratio d'efficacité s'est établi à 56,3 %, une amélioration de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2004.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis** ont affiché, pour la période de sept mois terminée le 30 septembre 2005, un bénéfice net de 158 millions de dollars, un rendement du capital investi annualisé de 5,4 % et une perte économique de 105 millions de dollars.

Les revenus ont totalisé 1,0 milliard de dollars. La marge sur les actifs productifs moyens a atteint 4,11 %, favorisée par l'assainissement du bilan en février 2005. La croissance des prêts à la consommation a été vigoureuse, tandis que celle des prêts commerciaux a ralenti vers la fin de l'exercice. En outre, les prêts hypothécaires résidentiels ont reculé.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 4 millions de dollars, dénotant la grande qualité des actifs.

Les frais se sont établis à 549 millions de dollars et comprennent des imputations de 10 millions de dollars découlant de la fusion. Le nombre moyen de postes ETP a été d'environ 7 284. Le ratio d'efficacité a atteint 54,7 %.

Le bénéfice net des **Services bancaires en gros** en 2005 a baissé de 166 millions de dollars par rapport à 2004. Le rendement du capital investi pour 2005 s'est établi à 22,3 % contre 24,7 % en 2004. Le profit économique pour 2005 s'est élevé à 229 millions de dollars en comparaison de 278 millions de dollars en 2004.

Les revenus ont reculé de 208 millions de dollars par rapport à 2004. Les revenus tirés des opérations sur les marchés financiers et des activités des services bancaires de placement ont baissé, principalement en raison de l'incidence des pertes de 153 millions de dollars liées à la réduction de la valeur estimative et à la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés. Compte non tenu de ces éléments, les revenus ont légèrement augmenté en raison de la croissance importante des revenus tirés des prises fermes d'actions et de la facilitation de placements en actions qui a été en partie contrebalancée par un repli des revenus de négociation tirés des portefeuilles d'actions, d'instruments de crédit et de titres portant intérêt. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en actions ont baissé, alors que les gains accrus réalisés sur les opérations portant sur des titres de capitaux propres ont été pratiquement annulés par la baisse des revenus d'intérêts, de dividendes et autres. Les revenus tirés des prêts ont diminué sous l'effet de la pression exercée sur les marges par la forte demande d'actifs de la part des investisseurs comparativement aux besoins d'emprunt des grandes sociétés.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, en raison uniquement des coûts de protection de crédit. La qualité du crédit du portefeuille est demeurée élevée. Les Services bancaires en gros détenaient une protection de crédit de 3,2 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit une baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport à 2004.

Les frais ont monté de 36 millions de dollars, surtout du fait d'une imputation pour restructuration de 43 millions de dollars alors qu'en 2004, il y avait eu une reprise de provision pour restructuration de 7 millions de dollars. La variation sous-jacente des frais, avant l'incidence des coûts de restructuration, est une diminution de 14 millions de dollars. Celle-ci tient surtout à la baisse de la charge de rémunération variable, sous l'effet d'un repli des rendements sur les marchés financiers, en partie contrebalancée par les frais d'exploitation plus élevés pour les améliorations de l'infrastructure.

Le bénéfice net de **Gestion de patrimoine** a grimpé de 80 millions de dollars pour 2005, par rapport à 2004, par suite de la croissance de toutes les activités du secteur. Le rendement du capital investi a atteint 16,4 % pour l'exercice, contre 13 % en 2004. Le profit économique s'est amélioré de 91 millions de dollars par rapport à 2004.

Le total des revenus a grimpé de 156 millions de dollars par rapport à 2004, du fait d'une forte croissance des activités de conseil et de gestion des actifs. Dans le volet des fonds communs de placement, les frais de gestion ont augmenté en raison surtout de la croissance de 20 % des actifs et du fait que la composition du portefeuille est axée sur des catégories de fonds qui produisent un revenu plus élevé, tandis que l'accroissement des actifs administrés a permis de dégager de meilleurs résultats du côté des conseils de placement privés et de la planification financière. Dans le secteur du courtage à escompte, les volumes de négociation ont reculé de 3 %, tandis que le revenu d'intérêts a augmenté, en raison surtout de soldes à marge plus élevée et d'écart de taux accrus sur les dépôts.

Les frais ont connu une hausse de 36 millions de dollars par rapport à 2004, principalement attribuable à des paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque et à l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente dans les entreprises de conseils de placement privés et de planification financière.

Les actifs gérés au 31 octobre 2005 marquaient une augmentation de 13 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, attribuable surtout aux fortes ventes de fonds communs de placement et à l'accroissement des actifs institutionnels. Les actifs administrés affichaient, à la clôture de l'exercice, une augmentation de 36 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, en raison surtout de l'ajout de nouveaux actifs pour le courtage à escompte, les conseils de placement privés et la planification financière.

Pour l'exercice 2005, le secteur **Siège social** a constaté une perte nette de 485 millions de dollars, attribuable surtout à une augmentation de 365 millions de dollars de la provision pour litiges éventuels de la Banque liée à Enron, à l'amortissement des actifs incorporels de 546 millions de dollars et à une charge fiscale de 163 millions de dollars liée à la restructuration de TD Waterhouse qui a précédé l'opération avec Ameritrade au premier trimestre de 2006. Les autres frais comprennent une prime de rachat d'actions privilégiées qui a entraîné une imputation de 13 millions de dollars. Ces pertes ont été contrebalancées en partie par des gains

réalisés dans le portefeuille de prêts secondaires en ce qui a trait aux recouvrements de pertes précédemment prévues dans les provisions sectorielles des filiales américaines de 229 millions de dollars, la reprise de provisions générales de 35 millions de dollars et des gains de 27 millions de dollars résultant de l'incidence de la note d'orientation concernant la

comptabilité sur les relations de couverture (NOC-13). Les éléments fiscaux favorables de 98 millions de dollars comprenaient la décision favorable d'un tribunal et une économie d'impôts sur les bénéfices de 30 millions de dollars se rapportant à l'application d'un taux d'imposition plus élevé sur les provisions sectorielles en 2004.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Revue du bilan

Le total des actifs s'établissait à 393 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 28 milliards de dollars ou 8 % de plus qu'au 31 octobre 2005. Au 31 octobre 2006, le total des actifs comprenait principalement des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances) de 161 milliards de dollars ou 41 % du total des actifs, des actifs détenus à des fins de négociation de 77 milliards de dollars ou 20 % du total des actifs, des

valeurs du compte de placement de 47 milliards de dollars ou 12 % du total des actifs, et des valeurs mobilières prises en pension de 31 milliards de dollars ou 8 % du total des actifs. Le total des actifs productifs moyens atteignait 315 milliards de dollars comparativement à 288 milliards de dollars en 2005. Le total des passifs avait augmenté de 24 milliards de dollars, incluant une hausse de 14 milliards de dollars ou 6 % des dépôts et une progression de 8 milliards de dollars ou 8 % des autres passifs, et une majoration des billets et débiteures subordonnés de 2 milliards de dollars ou 34 %. En outre, au 31 octobre 2006, le total de l'avoir des actionnaires avait augmenté de 4 milliards de dollars pour s'établir à 20 milliards de dollars, en hausse de 24 % par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 21	PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS	
	(en millions de dollars canadiens)	
	Au 31 octobre 2006	Au 31 octobre 2005
Valeurs mobilières	124 458 \$	108 096 \$
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	26 375
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	160 608	152 243
Dépôts	260 907	246 981

FACTEURS TOUCHANT LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'acquisition de Hudson par TD Banknorth en janvier 2006 a fait augmenter le total des actifs et le total des passifs de 12 milliards de dollars chacun au bilan consolidé de la Banque.

Par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, le total des actifs et le total des passifs de la Banque ont diminué respectivement de 5 milliards de dollars et de 7 milliards de dollars. Après la vente, la Banque a continué à gérer certains dépôts de clients de TD Ameritrade et elle a conservé ces dépôts dans son bilan consolidé. Ces dépôts ont augmenté pendant l'exercice à mesure que la Banque a noué des relations plus solides avec les clients de TD Ameritrade. Par conséquent, les dépôts gérés par la Banque ont crû de 2 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2005. Les dépôts gérés par la Banque pour le compte de clients de TD Ameritrade ont servi à financer une partie des actifs figurant au bilan consolidé de la Banque, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'actif de 2 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2005.

De plus, la Banque réalise des opérations structurées pour le compte de clients, et les actifs sont comptabilisés au bilan consolidé de la Banque; le risque de marché s'y rapportant est transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 octobre 2006, les actifs visés par ces arrangements atteignaient 16 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars en 2005. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidité. Les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 5 milliards de dollars au 31 octobre 2006 et à 5 milliards de dollars aussi en 2005. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu. Ce montant comprend les actifs vendus en vertu de ces arrangements (excluant les dérivés d'actions) qui sont présentés à la rubrique «Arrangements hors bilan». Se reporter à la note 19 pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers dérivés.

Les **valeurs mobilières et les valeurs mobilières prises en pension** ont augmenté respectivement de 16 milliards de dollars ou 15 % et de 5 milliards de dollars ou 17 % par rapport à 2005. L'augmentation est attribuable à la croissance de 6 milliards de dollars du portefeuille de titres de créance des gouvernements ou assurés par les gouvernements, de 7 milliards de dollars de valeurs mobilières et de 4 milliards de dollars d'autres titres de créance.

Les **prêts** (déduction faite de la provision pour pertes sur créances) au 31 octobre 2006 s'élevaient à 161 milliards de dollars, en hausse de 8 milliards de dollars ou 5 % en regard de l'exercice précédent. Hudson a compté pour 6 milliards de dollars de la hausse. L'augmentation reflète une importante croissance des portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, soit respectivement 2 milliards de dollars et 6 milliards de dollars. La croissance

des prêts sur cartes de crédit s'explique par la hausse du nombre de comptes VISA actifs. L'acquisition de Hudson a contribué pour 4 milliards de dollars à la croissance des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels ont bondi de 343 millions de dollars sous l'effet de la croissance du crédit indirect et des ventes de protection contre les découverts attribuable au lancement du nouveau produit facturé à l'utilisation de la Banque. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 1 % par rapport à 2005. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels découle de la vigueur du marché immobilier. Les actifs titrisés montés par la Banque qui ne sont pas constatés au bilan ont atteint 28 milliards de dollars contre 24 milliards de dollars à l'exercice précédent.

Les **autres actifs** ont progressé de 1 milliard de dollars ou 2 %. Cette progression résulte principalement du placement dans TD Ameritrade et des écarts d'acquisition attribuables à l'acquisition de Hudson, en partie contrebalancés par une baisse du solde de réévaluation des dérivés détenus à des fins de transaction.

Les **dépôts** se sont établis à 261 milliards de dollars, en hausse de 14 milliards de dollars ou 6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse du total des dépôts découle d'une augmentation de 15 milliards de dollars des dépôts de particuliers et d'une montée de 3 milliards de dollars des dépôts de banques, atténuées par une baisse de 4 milliards de dollars des dépôts d'entreprises et de gouvernements. L'augmentation des dépôts de particuliers englobe un saut de 7 milliards de dollars des dépôts sans terme de particuliers et un bond de 8 milliards de dollars des dépôts à terme de particuliers. La croissance des dépôts reflète surtout les effets de la croissance interne et de l'acquisition de Hudson, contrebalancés en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Hudson a contribué pour 8 milliards de dollars de dépôts au moment de son acquisition.

Les **passifs divers** ont augmenté de 8 milliards de dollars ou 8 %. Cette augmentation tient à une croissance de 7 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et à une hausse de 3 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, réduites par une baisse des autres passifs de 1 milliard de dollars. Hudson a contribué pour 4 milliards de dollars d'autres passifs au moment de son acquisition.

Les **billets et les débiteures subordonnés** ont progressé de 2 milliards de dollars comparativement à 2005, en raison de l'émission de divers billets et débiteures subordonnés.

Les **participations sans contrôle dans les filiales** sont entièrement constituées de la participation minoritaire dans TD Banknorth.

L'actif des actionnaires a grimpé de 4 milliards de dollars ou 24 % par rapport à l'exercice précédent, par suite surtout de la croissance de 3 milliards de dollars des bénéfices non répartis et d'une émission, au cours de l'exercice, d'actions ordinaires liée au régime de réinvestissement des dividendes, à l'exercice d'options sur actions et à l'acquisition de VFC, dont l'incidence a été en partie annulée par les écarts de conversion de monnaies étrangères.

PCGR DES ÉTATS-UNIS

Le total des actifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 401 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 8 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. L'écart est principalement attribuable aux sûretés autres qu'en espèces. Selon les PCGR des États-Unis, certaines sûretés autres qu'en espèces reçues dans le cadre d'opérations de prêt de valeurs

mobilières sont comptabilisées comme un actif, et un passif est inscrit relativement à l'obligation de remettre la sûreté. Selon les PCGR du Canada, une sûreté autre qu'en espèces reçue dans le cadre d'une opération de prêt de valeurs mobilières n'est pas constatée au bilan consolidé. Le total des passifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 375 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 4 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. La hausse est surtout attribuable à un écart entre les PCGR des États-Unis et les PCGR du Canada en ce qui a trait aux instruments dérivés comptabilisés dans les autres passifs. Selon les PCGR des États-Unis, tous les dérivés détenus à des fins autres que de transaction de la Banque doivent être constatés au bilan consolidé à leur juste valeur. Selon les PCGR du Canada, seuls certains dérivés détenus à des fins autres que de transaction sont comptabilisés dans le bilan consolidé.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Qualité du portefeuille de crédit

APERÇU

- Le portefeuille de prêts et d'acceptations qui s'est établi à 169 milliards de dollars, déduction faite des provisions pour pertes sur créances, est en hausse de 11 milliards de dollars ou de 7 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques, ont atteint 239 millions de dollars, affichant une hausse de 43 millions de dollars ou de 22 %.
- La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 409 millions de dollars, comparativement à 55 millions de dollars en 2005.
- Le total des provisions pour pertes sur créances a augmenté de 24 millions de dollars ou de 2 % pour s'établir à 1 317 millions de dollars en 2006.

PORTFEUILLE DE PRÊTS

Dans l'ensemble, en 2006, la qualité du crédit de la Banque est demeurée stable en raison de la vigueur économique en Amérique du Nord, des stratégies d'affaires et de gestion des risques bien établies et des faibles taux d'intérêt qui sont maintenus. Au cours de l'exercice, la Banque a connu un faible niveau de nouvelles formations de prêts douteux.

Au cours de 2006, le portefeuille de prêts et d'acceptations est resté bien diversifié entre les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises et aux gouvernements. La Banque a augmenté son portefeuille de crédit de 11 milliards de dollars ou de 7 % par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison d'un accroissement des prêts aux entreprises et aux gouvernements et des acceptations de 20 %. Les prêts autorisés et l'encours des prêts aux petites et moyennes entreprises sont présentés dans le tableau 22 ci-dessous.

TABLEAU 22		PRÊTS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES				
(en millions de dollars canadiens)						
Montant des prêts <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Prêts autorisés			Encours		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
0 – 24	1 200 \$	1 137 \$	1 054 \$	621 \$	589 \$	522 \$
25 – 49	1 075	1 000	768	665	648	445
50 – 99	1 722	1 582	1 308	976	931	727
100 – 249	3 714	3 251	2 701	2 260	1 988	1 608
250 – 499	3 449	3 100	2 484	2 022	1 798	1 452
500 – 999	3 757	3 235	2 537	1 924	1 653	1 286
1 000 – 4 999	11 285	9 735	6 969	5 226	4 457	3 185
Total¹	26 202 \$	23 040 \$	17 821 \$	13 694 \$	12 064 \$	9 225 \$

¹ Les prêts aux particuliers utilisés à des fins commerciales ne sont pas inclus dans ces totaux.

Le portefeuille de prêts de détail a continué à dominer nos activités de crédit. Au cours de l'exercice, le portefeuille, constitué principalement de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers, a progressé de 3 milliards de dollars ou de 2 % pour s'établir à 121 milliards de dollars à la clôture de l'exercice. Cette progression s'explique surtout par l'expansion du marché canadien qui a crû de 6 %, grâce à la demande pour des produits de prêt à la consommation qui est demeurée bonne et qui a entraîné l'ajout de 6 milliards de dollars au portefeuille. Ce facteur a compensé un recul dans le secteur des prêts de détail aux États-Unis.

Le total du portefeuille des activités de détail représente 71 % des prêts nets, y compris les acceptations, en regard de 75 % en 2005 et 79 % en 2004. Ce portefeuille a diminué par rapport au total des prêts, en raison de la croissance des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts hypothécaires résidentiels ont représenté 32 % du portefeuille en 2006

contre 33 % en 2005 et 40 % en 2004. Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers ont constitué 40 % du total des prêts, par rapport à 41 % en 2005 et 39 % en 2004. La partie de notre risque de crédit qui est liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté pour s'établir à 29 % en 2006, contre 25 % en 2005 et 21 % en 2004, en raison surtout d'une hausse de l'activité dans les marchés intérieurs et de la croissance du secteur immobilier aux États-Unis.

La plus grande partie du risque de crédit découle du portefeuille de prêts et d'acceptations; toutefois, la Banque exerce également des activités qui comportent un risque de crédit hors bilan. Ces activités comprennent des instruments de crédit et des instruments financiers dérivés, comme il est expliqué à la note 21.

TABLEAU 23	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ¹					
				Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	50 220 \$	49 067 \$	51 374 \$	29,7 %	31,0 %	39,7 %
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	59 199	54 063	46 814	35,0	34,2	36,2
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	109 419	103 130	98 188	64,7	65,2	75,9
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	958	1 326	1 343	0,6	0,9	1,0
Résidentiels	2 183	1 608	1 395	1,3	1,0	1,1
Détail	347	388	346	0,2	0,2	0,3
Services immobiliers	263	267	251	0,2	0,2	0,2
Total des prêts immobiliers	3 751	3 589	3 335	2,3	2,3	2,6
Agriculture	2 243	2 187	2 155	1,3	1,4	1,7
Vêtement et textiles	303	309	270	0,2	0,2	0,2
Automobile	1 330	1 283	1 404	0,8	0,8	1,1
Câblodistribution	278	386	543	0,2	0,2	0,4
Produits chimiques	479	424	435	0,3	0,3	0,3
Construction	912	754	764	0,5	0,5	0,6
Services financiers	3 299	3 745	1 983	1,9	2,4	1,5
Alimentation, boissons et tabac	1 498	1 367	1 233	0,9	0,9	1,0
Foresterie	508	530	427	0,3	0,3	0,3
Gouvernements	557	537	464	0,3	0,3	0,4
Services de santé et services sociaux	1 680	1 264	1 130	1,0	0,8	0,9
Médias et divertissements	2 078	1 201	904	1,2	0,8	0,7
Métaux et mines	975	451	464	0,6	0,3	0,4
Pétrole et gaz	2 678	1 205	863	1,5	0,8	0,7
Détail	1 105	1 020	1 071	0,7	0,6	0,8
Fabrication – divers	859	810	905	0,5	0,5	0,7
Télécommunications	120	21	60	0,1	–	–
Transports	543	520	448	0,3	0,3	0,3
Services publics	482	558	613	0,3	0,3	0,5
Tous les autres prêts	1 505	1 738	1 935	0,9	1,1	1,4
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	27 183	23 899	21 406	16,1	15,1	16,5
Total – Canada	136 602	127 029	119 594	80,8	80,3	92,4
États-Unis						
Prêts hypothécaires résidentiels	3 165	3 625	–	1,9	2,3	–
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	8 336	11 258	4 294	4,9	7,1	3,3
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	11 501	14 883	4 294	6,8	9,4	3,3
Prêts pour promotion immobilière						
Résidentiels	1 614	1 498	16	1,0	0,9	–
Services immobiliers	8 894	6 009	–	5,3	3,8	–
Total des prêts immobiliers	10 508	7 507	16	6,3	4,7	–
Agriculture	118	103	–	0,1	0,1	–
Vêtement et textiles	64	39	–	–	–	–
Automobile	309	317	52	0,2	0,2	–
Câblodistribution	195	161	145	0,1	0,1	0,1
Produits chimiques	272	208	–	0,2	0,1	–
Construction	295	291	5	0,2	0,2	–
Services financiers	842	1 280	772	0,5	0,9	0,6
Alimentation, boissons et tabac	236	198	103	0,1	0,1	0,1
Foresterie	350	178	68	0,2	0,1	0,1
Gouvernements	110	290	328	0,1	0,2	0,3
Services de santé et services sociaux	337	369	–	0,2	0,3	–
Médias et divertissements	478	448	183	0,3	0,3	0,1
Métaux et mines	177	193	10	0,1	0,1	–
Pétrole et gaz	290	192	152	0,2	0,1	0,1
Détail	321	214	–	0,2	0,1	–
Fabrication – divers	457	448	74	0,3	0,3	–
Télécommunications	233	230	111	0,1	0,1	0,1
Transports	210	197	31	0,1	0,1	–
Services publics	231	292	476	0,1	0,2	0,4
Tous les autres prêts	2 905	1 491	207	1,6	1,0	0,2
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	18 938	14 646	2 733	11,2	9,3	2,1
Total – États-Unis	30 439	29 529	7 027	18,0	18,7	5,4
Autres pays						
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	8	9	11	–	–	–
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	8	9	11	–	–	–
Automobile	–	83	–	–	0,1	–
Câblodistribution	63	–	77	–	–	0,1
Produits chimiques	–	52	60	–	–	0,1
Construction	–	6	1	–	–	–
Services financiers	918	755	1 728	0,5	0,5	1,3
Alimentation, boissons et tabac	116	97	102	0,1	0,1	0,1
Foresterie	2	3	18	–	–	–
Gouvernements	–	14	–	–	–	–
Médias et divertissements	180	199	252	0,1	0,1	0,2
Métaux et mines	288	110	18	0,2	0,1	–
Fabrication – divers	–	1	22	–	–	–
Télécommunications	29	51	140	–	–	0,1
Transports	110	52	47	0,1	–	–
Services publics	487	217	182	0,2	0,1	0,2
Tous les autres prêts	42	25	152	–	–	0,1
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	2 235	1 665	2 799	1,2	1,0	2,2
Total – autres pays	2 243	1 674	2 810	1,2	1,0	2,2
Total	169 284 \$	158 232 \$	129 431 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Variation en pourcentage	7,0 %	22,3 %	3,8 %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Géographiquement, le portefeuille de crédit reste principalement concentré au Canada. En 2006, le pourcentage de prêts détenus au Canada était de 80 % par rapport à 80 % en 2005 et 92 % en 2004. Le reste est surtout concentré aux États-Unis. Le volume au Royaume-Uni, en Asie, en Australie et en Nouvelle-Zélande est limité.

Comme il est indiqué dans le tableau 24, le risque canadien est surtout concentré en Ontario, soit 50 % du total des prêts en 2006, ce qui représente une hausse par rapport à 48 % pour 2005. En ce qui a trait aux autres pays, la plus grande concentration se trouve aux États-Unis, avec 18 % du total des prêts, comme en 2005.

TABLEAU 24	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR RÉGION DE RISQUE ULTIME					
	(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			Pourcentage du total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Canada						
Atlantique	3 560 \$	3 637 \$	3 463 \$	2,1 %	2,3 %	2,7 %
Québec	8 154	8 312	7 570	4,8	5,3	5,9
Ontario	83 969	75 673	72 334	49,6	47,8	55,9
Prairies	20 187	19 150	18 424	12,0	12,1	14,2
Colombie-Britannique	19 382	19 074	17 780	11,5	12,0	13,7
Total – Canada	135 252	125 846	119 571	80,0	79,5	92,4
États-Unis	29 977	28 609	6 131	17,7	18,1	4,7
Autres pays						
Royaume-Uni	846	1 039	904	0,5	0,6	0,7
Autres pays européens	202	1 095	962	0,1	0,7	0,8
Australie et Nouvelle-Zélande	1 424	638	665	0,8	0,4	0,5
Japon	12	–	–	–	–	–
Autres pays asiatiques	633	573	894	0,4	0,4	0,7
Amérique latine et Caraïbes	870	431	303	0,5	0,3	0,2
Moyen-Orient et Afrique	68	1	1	–	–	–
Total – autres pays	4 055	3 777	3 729	2,3	2,4	2,9
Total	169 284 \$	158 232 \$	129 431 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Variation en pourcentage par rapport aux exercices précédents						
Canada	7,5 %	5,2 %	5,0 %			
États-Unis	4,8	366,6	(20,7)			
Autres pays	7,4	1,3	21,5			
Total	7,0 %	22,3 %	(3,8) %			

Comme il est indiqué dans le tableau 23, les principales concentrations au Canada des prêts aux entreprises et aux gouvernements sont dans les secteurs prêts pour promotion immobilière, services financiers et pétrole et gaz, lesquelles s'établissent toutes à 2 %. De même, aux États-Unis, la principale concentration est dans le secteur prêts pour promotion immobilière, à 6 %, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

PRÊTS DOUTEUX

Un prêt est considéré comme douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable de pouvoir recouvrer le plein montant du capital et des intérêts à l'échéance. Voir la note 3 afférente aux états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur les prêts douteux. Le tableau 25 présente l'incidence des prêts douteux sur le revenu d'intérêts net.

TABLEAU 25	INCIDENCE DES PRÊTS DOUTEUX SUR LE REVENU D'INTÉRÊTS NET		
	(en millions de dollars canadiens)		
	2006	2005	2004
Baisse du revenu d'intérêts net attribuable aux prêts douteux	29 \$	35 \$	49 \$
Recouvrements	(9)	(26)	(8)
Baisse nette	20 \$	9 \$	41 \$

Comme il est indiqué dans les tableaux 26 et 27, les prêts douteux nets avant provisions générales s'établissaient à 239 millions de dollars au 31 octobre 2006, par rapport à un total de 196 millions de dollars un an plus tôt et de 271 millions de dollars en 2004.

TAB LEAU 26 PRÊTS DOUTEUX, MOINS PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	Pourcentage du total		
				2006	2005	2004
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	9 \$	8 \$	15 \$	3,8 %	4,1 %	5,5 %
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	73	63	41	30,5	32,2	15,2
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	82	71	56	34,3	36,3	20,7
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	-	2	4	-	1,0	1,4
Résidentiels	-	1	1	-	0,5	0,4
Total des prêts immobiliers	-	3	5	-	1,5	1,8
Agriculture	12	49	46	5,0	25,0	17,0
Vêtement et textiles	-	1	(2)	-	0,5	(0,7)
Automobile	18	9	13	7,6	4,6	4,8
Produits chimiques	-	11	1	-	5,6	0,4
Construction	2	1	4	0,8	0,5	1,4
Services financiers	-	-	-	-	-	-
Alimentation, boissons et tabac	1	1	(8)	0,4	0,5	(3,0)
Foresterie	34	-	1	14,3	-	0,4
Services de santé et services sociaux	-	-	1	-	-	0,4
Médias et divertissements	-	-	3	-	-	1,1
Métaux et mines	2	-	2	0,8	-	0,7
Pétrole et gaz	-	-	3	-	-	1,1
Détail	3	1	1	1,3	0,5	0,4
Fabrication – divers	2	-	9	0,8	-	3,3
Télécommunications	-	-	-	-	-	-
Transports	1	-	1	0,4	-	0,4
Services publics	-	-	-	-	-	-
Tous les autres prêts	3	-	3	1,3	-	1,1
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	78	76	83	32,7	38,7	30,6
Total – Canada	160	147	139	67,0	75,0	51,3
États-Unis						
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	21	23	-	8,8	11,8	-
Résidentiels	9	1	-	3,8	0,5	-
Centres commerciaux	1	1	-	0,4	0,5	-
Services immobiliers	6	4	-	2,5	2,0	-
Total des prêts immobiliers	37	29	-	15,5	14,8	-
Vêtement et textiles	1	-	-	0,4	-	-
Automobile	1	-	-	0,4	-	-
Câblodistribution	-	-	-	-	-	-
Produits chimiques	-	-	-	-	-	-
Construction	6	3	-	2,5	1,5	-
Services financiers	1	-	15	0,4	-	5,5
Alimentation, boissons et tabac	2	1	-	0,8	0,5	-
Foresterie	-	1	-	-	0,5	-
Services de santé et services sociaux	1	-	-	0,4	-	-
Médias et divertissements	2	1	-	0,8	0,5	-
Métaux et mines	3	4	-	1,3	2,1	-
Détail	2	-	-	0,8	-	-
Fabrication – divers	13	6	-	5,5	3,1	-
Télécommunications	-	-	-	-	-	-
Transports	3	1	-	1,3	0,5	-
Services publics	-	1	88	-	0,5	32,5
Tous les autres prêts	7	2	12	2,9	1,0	4,4
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	79	49	115	33,0	25,0	42,4
Total – États-Unis	79	49	115	33,0	25,0	42,4
Autres pays						
Câblodistribution	-	-	17	-	-	6,3
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	-	17	-	-	6,3
Total – autres pays	-	-	17	-	-	6,3
Total des prêts douteux nets avant les provisions générales	239	196	271	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Moins : provisions générales	1 145	1 140	917			
Total des prêts douteux nets	(906) \$	(944) \$	(646) \$			
Prêts douteux nets en pourcentage de l'avoir en actions ordinaires	(4,7) %	(6,0) %	(5,1) %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

Les prêts douteux nets après les provisions générales et spécifiques se sont établis à (906) millions de dollars contre (944) millions de dollars pour 2005 et (646) millions de dollars pour 2004. La couverture globale des prêts douteux a reculé d'un montant nominal de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 27	PRÊTS DOUTEUX, MOINS LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR RÉGION ¹					
				Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Canada						
Atlantique	3 \$	2 \$	2 \$	1,3 %	1,0 %	0,7 %
Québec	8	7	3	3,3	3,6	1,1
Ontario	130	99	91	54,4	50,5	33,6
Prairies	9	33	36	3,8	16,8	13,3
Colombie-Britannique	10	6	7	4,2	3,1	2,6
Total – Canada	160	147	139	67,0	75,0	51,3
États-Unis	79	49	115	33,0	25,0	42,4
Autres pays	–	–	17	–	–	6,3
Total des prêts douteux nets avant les provisions générales	239	196	271	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Moins : provisions générales	1 145	1 140	917			
provisions sectorielles	–	–	–			
Total des prêts douteux nets	(906)	(944) \$	(646) \$			
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets²	(0,5) %	(0,6) %	(0,5) %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Le total de la provision pour pertes sur créances consiste en des provisions générales et spécifiques comptabilisées dans le bilan consolidé. Cette provision est augmentée par la provision pour prêts douteux et diminuée par les radiations, déduction faite des recouvrements. La Banque maintient la provision à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes du portefeuille de prêts. Les comptes douteux individuels, la conjoncture économique générale ainsi que la pondération sectorielle et géographique dans le portefeuille de prêts sont tous pris en considération par la direction au moment d'évaluer le montant adéquat de la provision.

Provisions spécifiques

La Banque constitue des provisions spécifiques pour prêts douteux lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur de réalisation estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés, est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour les portefeuilles de crédit de particuliers dépendent des défauts de paiement et du type de garantie. Les provisions spécifiques pour pertes sur créances sont constituées dans le but de ramener la valeur comptable des prêts à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires.

Les provisions spécifiques pour les portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux sont établies pour chaque emprunteur et sont revues chaque trimestre. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, les provisions sont calculées pour l'ensemble d'une facilité à l'aide d'une formule qui tient compte des pertes récentes.

Au cours de 2006, les provisions spécifiques ont monté de 19 millions de dollars ou 12 %, portant ainsi la provision spécifique totale à 172 millions de dollars. Les provisions pour pertes sur créances sont décrites plus en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés.

Provision générale

Une provision générale est établie pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. Le niveau de la provision générale correspond aux risques dans tous les portefeuilles et toutes les catégories. La provision générale est révisée chaque trimestre au moyen de modèles d'évaluation des risques de crédit élaborés par la Banque. Le montant de la provision dépend de la probabilité qu'un emprunteur manque à un engagement relatif à un emprunt (fréquence des pertes), de la perte en cas de défaut (importance des pertes) et du risque prévu au moment du défaut.

Dans le cas des portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux, les provisions sont établies par emprunteur. La perte en cas de défaut dépend de la garantie obtenue pour la facilité. Le risque de défaut est fonction de l'utilisation courante, de la solvabilité de l'emprunteur et du montant engagé. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, la provision générale est calculée par portefeuille et dépend d'une estimation statistique de la perte établie à l'aide des modèles fondés sur les pertes passées et les recouvrements ainsi qu'à l'aide des prévisions des soldes. En définitive, la provision générale est établie d'après les pertes prévues et est directement fonction de la variation des pertes et des caractéristiques propres aux produits dans chaque portefeuille. Les modèles sont validés par rapport aux résultats passés et mis à jour au moins chaque année. La méthode de constitution de la provision générale est approuvée chaque année par le conseil d'administration.

Au 31 octobre 2006, notre provision générale pour pertes sur créances s'élevait à 1 145 millions de dollars, montant pratiquement inchangé par rapport au 31 octobre 2005, alors qu'il s'établissait à 1 140 millions de dollars.

Antérieurement, lorsque les pertes n'étaient pas adéquatement couvertes par la provision générale, la Banque établissait des provisions sectorielles pour pertes sur créances. Ces provisions visaient des secteurs d'activité et des régions touchés par des événements défavorables ou des changements de la conjoncture économique, même si les prêts individuels pour chaque groupe n'étaient pas considérés comme douteux. En 2006, la Banque n'a pas eu à constituer de provisions sectorielles.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision pour pertes sur créances est le montant imputé aux provisions générales et spécifiques pour pertes sur créances au cours de l'exercice, afin de porter la provision totale à un niveau que la direction considère comme adéquat pour absorber toutes les pertes sur créances probables dans le portefeuille de prêts de la Banque. Tout recouvrement de prêts douteux est soustrait de la provision nette de l'exercice.

La Banque a comptabilisé des provisions pour pertes sur créances de 409 millions de dollars en 2006, contre des provisions de 55 millions de dollars en 2005 et une reprise de pertes sur créances de 386 millions de dollars pour 2004. Le tableau 28 est un sommaire des provisions présentées à l'état des résultats consolidé.

T A B L E A U 28	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Nouvelles provisions ¹	604 \$	352 \$	459 \$
Reprise de provisions sectorielles	-	-	(505)
Reprise de provisions générales			
Banque TD	(60)	(35)	(67)
TD Banknorth	(6)	(17)	-
Recouvrements			
sectoriels	(7)	(229)	(150)
spécifiques	(122)	(16)	(123)
Total de la provision pour pertes sur créances (reprise)	409 \$	55 \$	(386) \$

¹ Le total des nouvelles provisions comprend des provisions spécifiques pour pertes sur créances liées à VFC et pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts respectivement de 18 millions de dollars et de 28 millions de dollars.

Le total des nouvelles provisions a été de 604 millions de dollars en 2006, contre 352 millions de dollars en 2005. Le total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts a été de 0,25 % pour l'exercice 2006, contre 0,04 % en 2005 et (0,30) % en 2004.

T A B L E A U 29	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR RÉGION ¹					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	Pourcentage du total		
				2006	2005	2004
Canada						
Atlantique	15 \$	11 \$	11 \$	3,7 %	20,0 %	(2,8) %
Québec	24	29	15	5,9	52,7	(3,9)
Ontario	299	227	238	73,1	412,7	(61,6)
Prairies	34	36	38	8,3	65,5	(9,8)
Colombie-Britannique	39	29	37	9,5	52,7	(9,7)
Total – Canada	411	332	339	100,5	603,6	(87,8)
États-Unis	51	(205)	39	12,4	(372,7)	(10,1)
Autres pays						
Royaume-Uni	(1)	(13)	(43)	(0,2)	(23,7)	11,1
Australie	(4)	-	9	(1,0)	-	(2,3)
Asie	-	(7)	(2)	-	(12,7)	0,5
Total – autres pays	(5)	(20)	(36)	(1,2)	(36,4)	9,3
Provision générale	(48)	(52)	(67)	(11,7)	(94,5)	17,4
Provision sectorielle (déduction faite du transfert aux provisions spécifiques)	-	-	(661)	-	-	171,2
Total	409 \$	55 \$	(386) \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts²						
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	(0,01) %	0,02 %	0,01 %			
Prêts aux particuliers	0,66	0,64	0,73			
Prêts aux entreprises et autres prêts	0,14	(0,01)	0,12			
Total – Canada	0,32	0,27	0,29			
États-Unis	0,17	(0,98)	0,50			
Autres pays	(0,22)	(0,94)	(1,30)			
Provisions générales	(0,03)	(0,04)	(0,05)			
Provisions sectorielles	-	-	(0,52)			
Total	0,25 %	0,04 %	(0,30) %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprend les engagements de clients au titre d'acceptations.

TABLEAU 30		PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ¹					
					Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		2006	2005	2004	2006	2005	2004
Canada							
Prêts hypothécaires résidentiels	(3) \$	12 \$	3 \$	(0,7) %	11,2 %	0,9 %	
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	379	307	311	83,0	287,0	90,9	
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	376	319	314	82,3	298,2	91,8	
Prêts pour promotion immobilière							
Commerciaux et industriels	(7)	1	–	(1,5)	0,9	–	
Résidentiels	1	–	–	0,2	–	–	
Total des prêts immobiliers	(6)	1	–	(1,3)	0,9	–	
Agriculture	(1)	3	(5)	(0,2)	2,8	(1,5)	
Vêtement et textiles	3	–	1	0,7	–	0,3	
Automobile	4	–	7	0,9	–	2,0	
Produits chimiques	(9)	3	(2)	(2,0)	2,8	(0,6)	
Construction	1	2	3	0,2	1,9	0,9	
Services financiers	1	–	–	0,2	–	–	
Alimentation, boissons et tabac	1	1	2	0,2	0,9	0,6	
Foresterie	28	–	–	6,1	–	–	
Services de santé et services sociaux	1	1	1	0,2	0,9	0,3	
Médias et divertissements	1	–	2	0,2	–	0,6	
Métaux et mines	1	–	3	0,2	–	0,9	
Pétrole et gaz	–	–	3	–	–	0,9	
Détail	2	1	2	0,4	0,9	0,6	
Fabrication – divers	1	2	3	0,2	1,9	0,9	
Télécommunications	–	(4)	7	–	(3,7)	2,0	
Transports	–	1	(1)	–	0,9	(0,3)	
Services publics	–	–	–	–	–	–	
Tous les autres prêts	7	2	(1)	1,6	1,9	(0,3)	
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	35	13	25	7,6	12,1	7,3	
Total – Canada	411	332	339	89,9	310,3	99,1	
États-Unis							
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	34	12	1	7,5	11,2	0,3	
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	34	12	1	7,5	11,2	0,3	
Prêts pour promotion immobilière							
Commerciaux et industriels	3	1	–	0,7	0,9	–	
Résidentiels	2	–	–	0,4	–	–	
Services immobiliers	4	–	–	0,9	–	–	
Total des prêts immobiliers	9	1	–	2,0	0,9	–	
Câblodistribution	–	–	(30)	–	–	(8,8)	
Produits chimiques	–	–	7	–	–	2,0	
Construction	1	(1)	–	0,2	(0,9)	–	
Alimentation, boissons et tabac	–	1	–	–	0,9	–	
Services de santé et services sociaux	–	–	–	–	–	–	
Médias et divertissements	1	–	–	0,2	–	–	
Métaux et mines	–	2	(2)	–	1,9	(0,6)	
Détail	–	1	–	–	0,9	–	
Fabrication – divers	4	1	–	0,9	0,9	–	
Télécommunications	–	(14)	(20)	–	(13,1)	(5,8)	
Transports	1	–	–	0,2	–	–	
Services publics	–	(202)	78	–	(188,7)	22,8	
Tous les autres prêts	1	(6)	5	0,2	(5,6)	1,5	
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	17	(217)	38	3,7	(202,8)	11,1	
Total – États-Unis	51	(205)	39	11,2	(191,6)	11,4	
Autres pays							
Automobile	–	–	(4)	–	–	(1,2)	
Câblodistribution	–	(9)	2	–	(8,4)	0,6	
Services financiers	–	(11)	(11)	–	(10,3)	(3,2)	
Médias et divertissements	(4)	–	–	(0,9)	–	–	
Détail	(1)	–	–	(0,2)	–	–	
Télécommunications	–	–	2	–	–	0,6	
Services publics	–	–	(25)	–	–	(7,3)	
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	(5)	(20)	(36)	(1,1)	(18,7)	(10,5)	
Total – autres pays	(5)	(20)	(36)	(1,1)	(18,7)	(10,5)	
Total avant les provisions générales et sectorielles	457	107	342	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Provisions générales (reprise)	(48)	(52)	(67)				
Provisions sectorielles (reprise) (y compris le transfert aux provisions spécifiques)	–	–	(661)				
Total	409 \$	55 \$	(386) \$				

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Situation du capital

TABLEAU 31	STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Fonds propres de première catégorie			
Bénéfices non répartis	13 725 \$	10 650 \$	9 540 \$
Écarts de conversion	(918)	(696)	(265)
Actions ordinaires	6 334	5 872	3 373
Rajustement additionnel pour les actions de la Banque TD détenues par un courtier	(78)	(29)	(121)
Actions privilégiées admissibles	1 319	895	1 310
Surplus d'apport	66	40	20
Participations sans contrôle admissibles dans les filiales	2 395	1 632	–
Titres de fiducie de capital	1 250	1 250	1 250
Moins : écarts d'acquisition et actifs incorporels excédant la limite de 5 %	(7 014)	(6 508)	(2 467)
Total des fonds propres de première catégorie	17 079	13 106	12 640
Fonds propres de deuxième catégorie			
Billets et débiteurs subordonnés	6 900	5 138	5 644
Provision générale pour pertes sur créances incluse dans les fonds propres	1 145	1 137	878
Moins : amortissement des billets et des débiteurs subordonnés	(182)	(39)	(212)
Total des fonds propres de deuxième catégorie	7 863	6 236	6 310
Participation dans des filiales d'assurances réglementées	(1 262)	(1 043)	(819)
Participations importantes dans des filiales non consolidées	(5 065)	(1 072)	(1 036)
Protection de premier niveau	(53)	(44)	(189)
	(6 380)	(2 159)	(2 044)
Total des fonds propres réglementaires	18 562 \$	17 183 \$	16 906 \$
Ratios des fonds propres réglementaires			
Fonds propres de première catégorie	12,0 %	10,1 %	12,6 %
Total des fonds propres	13,1	13,2	16,9
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ¹	19,9	19,9	17,1
Avoir corporel en actions ordinaires	12 938 \$	9 567 \$	9 000 \$
Avoir corporel en actions ordinaires en % des actifs pondérés en fonction des risques	9,1 %	7,4 %	9,0 %

¹ Total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que les lettres de crédit et les garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres réglementaires.

OBJECTIFS DE LA BANQUE

- Avoir des fonds propres suffisants pour garder la confiance des investisseurs et des déposants, tout en dégagant un rendement satisfaisant pour les actionnaires ordinaires.
- Posséder une structure de fonds propres appropriée, selon l'évaluation interne de la Banque, comme définie par les autorités de réglementation, et par rapport aux autres institutions financières.
- Obtenir le coût global le plus bas pour les fonds propres, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de fonds propres afin de respecter les niveaux de capitalisation cibles.
- Maintenir des notations élevées.

SOURCES DES FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque proviennent principalement des actionnaires ordinaires et des bénéfices non répartis. Les autres sources englobent les actionnaires privilégiés de la Banque, les porteurs d'instruments hybrides de fonds propres et les porteurs des titres de créance subordonnés de la Banque.

GESTION DES FONDS PROPRES

La fonction Gestion des risques du Groupe gère les fonds propres de la Banque et est responsable de l'obtention, du maintien et du remboursement des fonds propres. Le conseil d'administration surveille la politique sur les fonds propres et la gestion des fonds propres.

CAPITAL ÉCONOMIQUE

Le capital économique, ou capital investi, est la mesure interne dont la Banque se sert pour évaluer les fonds propres requis. Le capital économique est formé du capital à risque qui est nécessaire pour financer les pertes qui pourraient survenir dans des situations de crises économiques ou opérationnelles et du capital de placement qui a été utilisé pour financer les acquisitions ou les investissements dans des immobilisations.

La Banque recourt à des modèles internes pour déterminer le capital à risque requis pour couvrir les risques de crédit, de marché, de négociation, de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, d'exploitation, d'affaires et d'autres risques établis. Le capital à risque diffère des fonds propres réglementaires puisqu'il s'applique tant aux produits de dépôts qu'aux produits d'actifs, et il s'applique aux risques d'exploitation et d'assurance ainsi qu'aux risques de crédit et de marché. Les fonds propres réglementaires sont établis selon les règlements du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

À l'intérieur du cadre de mesure de la Banque, notre objectif est de maintenir le capital à risque servant à couvrir les pertes imprévues à un niveau élevé pour préserver la confiance et les notations. Contrastant avec les mesures des agences de notation et des fonds propres réglementaires, le capital économique désigne uniquement le capital en actions ordinaires. Étant donné que les pertes sont portées à l'état des résultats consolidé, la Banque s'assure de disposer d'un avoir en actions ordinaires suffisant pour absorber les pertes du scénario le plus défavorable.

La Banque fonde ses décisions d'affaires sur le rendement du capital économique, tout en s'assurant que, dans l'ensemble, elle atteint un équilibre entre le respect des exigences des autorités de réglementation et des agences de notation et les fonds disponibles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie atteignaient 17,1 milliards de dollars au 31 octobre 2006, en hausse par rapport aux 13,1 milliards de dollars un an plus tôt. La hausse découle surtout de solides bénéfices et de l'opération avec TD Ameritrade, y compris le gain sur dilution de 1 665 millions de dollars. L'incidence défavorable cumulative des fluctuations du change sur les bénéfices non répartis était de 918 millions de dollars au 31 octobre 2006. La Banque a mobilisé 518 millions de dollars en actions ordinaires au cours de l'exercice, dont 328 millions de dollars dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et

70 millions de dollars en rapport avec l'acquisition de VFC. La Banque a également racheté quatre millions d'actions ordinaires au coût de 264 millions de dollars en 2006 dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. La Banque a émis pour 425 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang, série O, et a racheté la totalité des 16 065 actions privilégiées de premier rang, série I, au cours de l'exercice. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 13 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque.

Fonds propres de deuxième catégorie

La Banque a remboursé deux débetures subordonnées au cours de l'exercice, la première pour 150 millions de dollars, et la deuxième, pour 800 millions de dollars. La Banque a également émis trois nouvelles débetures subordonnées : un billet admissible de catégorie 2A pour 800 millions de dollars, et deux émissions de catégorie 2B pour respectivement 1 milliard de dollars et 500 millions de dollars. Pour plus de détails, se reporter à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

DIVIDENDES

La politique de dividende de la Banque est approuvée par le conseil d'administration. Au cours de l'exercice, la Banque a haussé son dividende trimestriel à deux reprises, et le dividende trimestriel s'établissait au 31 octobre 2006 à 0,48 \$ l'action, ce qui est conforme à la fourchette cible actuelle de 35 % à 45 % du bénéfice rajusté. Les dividendes en espèces déclarés et versés en 2006 ont atteint 1,78 \$ l'action (1,58 \$ en 2005; 1,36 \$ en 2004). Au 31 octobre 2006, il y avait 717,4 millions d'actions ordinaires en circulation (711,8 millions en 2005; 655,9 millions en 2004). La capacité de la Banque de verser des dividendes est assujettie à la *Loi sur les banques* et aux règlements du BSIF. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

NOTATIONS

En octobre 2006, Dominion Bond Rating Service (DBRS) a haussé la note des titres de créance de premier rang à long terme de la Banque pour la porter à AA. Standard & Poor's (S&P) et Moody's Investors Service ont modifié leurs perspectives, portant la note de la Banque de stable à positive au cours de l'exercice. En octobre 2006, les notes à long terme suivantes étaient attribuées à la Banque par les agences de notation : Fitch, AA-, Moody's, Aa3, DBRS, AA et S&P, A+.

RATIOS DE FONDS PROPRES

Les ratios de fonds propres permettent de mesurer la santé et la souplesse financières.

Le BSIF définit deux principaux ratios d'adéquation des fonds propres : le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Le BSIF établit des niveaux cibles pour les banques canadiennes comme suit :

- Le ratio des fonds propres de première catégorie est défini comme les fonds propres de première catégorie divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 7 % pour leurs fonds propres de première catégorie.
- Le ratio du total des fonds propres est défini comme le total des fonds propres réglementaires divisé par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 10 % pour le total de leurs fonds propres.

Le 31 octobre 2006, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque et son ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 12,0 % et 13,1 %, contre 10,1 % et 13,2 % le 31 octobre 2005. La variation annuelle résulte de plusieurs facteurs dont la croissance des fonds propres, comme il est décrit ci-dessus, et l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (découlant notamment de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth). Le placement de la Banque dans TD Ameritrade est déduit du total des fonds propres, ce qui a une incidence importante sur le ratio du total des fonds propres. La Banque a dépassé sa cible à moyen terme de 8 % à 8,5 % pour les fonds propres de première catégorie.

Le BSIF mesure l'adéquation des fonds propres des banques canadiennes d'après ses instructions pour déterminer le capital rajusté en fonction des risques, les actifs pondérés en fonction des risques et les risques hors bilan. Cette démarche repose sur le cadre réglementaire de la Banque des règlements internationaux (BRI) visant à atteindre une mesure plus uniforme de l'adéquation des fonds propres et à établir des normes pour les banques engagées dans des activités internationales.

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

Les actifs pondérés en fonction des risques sont établis en appliquant les pondérations en fonction des risques prescrites par le BSIF aux actifs du bilan et aux instruments financiers hors bilan, d'après le risque de crédit de la contrepartie. Les actifs pondérés en fonction des risques comprennent également une somme qui représente l'exposition au risque de marché de la Banque pour son portefeuille de négociation. Le total des actifs pondérés en fonction des risques de la Banque a augmenté de 11,9 milliards de dollars ou 9,2 % en 2006 par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 32		ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES				
(en millions de dollars canadiens)						
	2006		2005		2004	
	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques
Actifs au bilan						
Liquidités et autres	10 782 \$	1 905 \$	13 418 \$	2 435 \$	9 038 \$	1 582 \$
Valeurs mobilières	124 458	4 792	108 096	4 955	98 280	4 155
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	1 562	26 375	559	21 888	589
Prêts (montant net)	160 608	91 436	152 243	82 713	123 924	61 251
Engagements de clients au titre d'acceptations	8 676	8 676	5 989	5 896	5 507	5 414
Autres actifs	57 429	8 881	59 089	7 695	52 390	6 208
Total des actifs au bilan	392 914 \$	117 252 \$	365 210 \$	104 253 \$	311 027 \$	79 199 \$
Actifs hors bilan						
Instruments de crédit		14 818		13 419		9 031
Instruments financiers dérivés		6 647		7 201		6 268
Total des actifs hors bilan		21 465		20 620		15 299
Total de l'équivalent des actifs pondérés en fonction des risques						
– risque de crédit		138 717		124 873		94 498
– risque de marché		3 162		5 109		5 808
Total des actifs pondérés en fonction des risques		141 879 \$		129 982 \$		100 306 \$

TABLEAU 33		DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION ¹
Au 31 octobre 2006		Nombre d'actions
Actions privilégiées		
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Banque (en milliers d'actions)		
Série M		14 000
Série N		8 000
Série O		17 000
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD (en milliers d'actions) :		
Actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A		350
Total des actions privilégiées		39 350
Titres de fiducie de capital		
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD (en milliers de parts)		
Série 2009		900
Total des titres de fiducie de capital		900
Actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)		
Options sur actions (en millions d'actions)		717,4
– acquises		12,9
– non acquises		5,4

¹ Pour plus de détails, y compris le montant du capital, les caractéristiques de conversion et d'échange et les distributions, se reporter aux notes 12, 13 et 14 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des affaires, la Banque participe à diverses opérations financières qui, selon les PCGR, ne sont pas constatées au bilan consolidé ou le sont mais à des montants différents des totaux notionnels ou contractuels. Ces arrangements hors bilan comportent, entre autres risques, des risques de marché, de crédit et d'illiquidité qui sont traités à la rubrique «Gestion des risques», aux pages 57 à 66 du présent rapport de gestion. Les arrangements hors bilan, notamment les titrisations, les engagements, les garanties et les obligations contractuelles, servent habituellement à la gestion des risques, à la gestion des fonds propres ou pour du financement.

STRUCTURES D'ACCUEIL

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA, l'entité doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Pour obtenir de l'information sur la note d'orientation concernant la comptabilité relative aux EDDV, se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Mécanisme important des marchés de capitaux, les titrisations assurent une liquidité en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles particuliers d'actifs et de risques. Une structure de titrisation type consiste pour la Banque à vendre des actifs à une SA qui, à son tour, finance l'achat de ces actifs par une émission de titres. Créées pour répondre à un objectif unique et distinct, les SA ne sont pas des unités d'exploitation et n'ont habituellement pas d'employés. Les documents constitutifs de la SA décrivent le mode de distribution des flux de trésorerie provenant des actifs détenus par la SA entre les investisseurs et les tiers ayant droit à ces flux. La Banque est partie à des SA par voie de titrisations de ses actifs, de titrisations d'actifs de tiers et d'autres opérations financières.

Certaines titrisations de créances montées par la Banque ou de créances de tiers sont réalisées par l'entremise de SAA. Une SAA est une fiducie ou une autre entité juridique manifestement distincte de la Banque, qui exerce certaines activités permises, qui détient des actifs précis et qui ne peut vendre ou céder des actifs particuliers qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières. Aucune partie, y compris la Banque, ne consolide de SAA.

ACCORD DE BÂLE II RÉVISÉ

En 2004, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a finalisé le nouvel Accord de Bâle sur les fonds propres, qui vise à remplacer l'accord qui avait été instauré en 1988 et modifié en 1996. Les principes fondamentaux du nouvel accord prennent en compte les divers degrés de complexité et de technicité des banques pour faciliter la mise en application du cadre proposé. Le cadre permettra aux banques admissibles d'établir leurs fonds propres en fonction de leur méthode d'évaluation interne, de gestion et d'atténuation des risques. Il offre en outre un éventail de méthodes, allant des plus simples aux plus évoluées, pour évaluer le risque de crédit et le risque d'exploitation. Une mesure plus évoluée des risques devrait aligner davantage les fonds propres réglementaires et le capital économique. De plus, le cadre comprend des dispositions prévoyant des changements de calcul des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres.

Le cadre vise à mettre en place une gestion des risques plus rigoureuse et plus exacte en réduisant les fonds propres réglementaires qui sont requis par des méthodes moins strictes et moins évoluées. Bien que l'objectif général du nouveau cadre ne vise ni à augmenter ni à diminuer le niveau global des fonds propres dans le système, certaines institutions financières verront leurs fonds propres réglementaires augmenter, tandis que d'autres les verront diminuer, selon la combinaison des actifs, le niveau de risque et l'historique de pertes propres à chacune.

La Banque a entrepris de recueillir, d'analyser et de présenter les données nécessaires et elle est en bonne voie de respecter les exigences du nouvel accord de Bâle prescrites par notre autorité de réglementation pour le contexte canadien. Le nouveau cadre réglementaire devrait entrer en vigueur pour les banques canadiennes en 2008.

La Banque surveille sa participation auprès des SA par l'entremise de son comité des risques de réputation. Le comité a pour mandat de revoir les opérations structurées et les crédits complexes susceptibles de présenter d'importants risques de réputation, juridiques, de réglementation, comptables ou fiscaux, y compris les opérations faisant appel à des SA.

TITRISATION D'ACTIFS DE LA BANQUE

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation nette. Ces titrisations sont décrites ci-après.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et leur cession éventuelle à des EDDV. La Banque continue de gérer les prêts hypothécaires titrisés et s'expose aux risques liés aux prêts cédés du fait des droits conservés dans ces prêts. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ceux-ci étant tous garantis par un gouvernement. Nous conservons des droits dans la marge excédentaire des titres adossés à des créances hypothécaires vendus et continuons de gérer les prêts hypothécaires sous-jacents à ces titres, en contrepartie d'avantages équivalant à une rémunération fondée sur le marché.

Au 31 octobre 2006, l'encours des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de la Banque totalisait 17,9 milliards de dollars, contre 15,5 milliards de dollars en 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans des prêts hypothécaires résidentiels titrisés au 31 octobre 2006 était de 128,4 millions de dollars contre 273 millions de dollars en 2005.

Structures de copropriété

La Banque titrise des prêts immobiliers garantis aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux au moyen d'une structure de copropriété. Selon cette structure, les droits de propriété dans un groupe homogène sont vendus à des SA. En vertu de ses droits de propriété, la SA a droit à une partie des recouvrements de prêts utilisés pour payer ses frais et s'acquitter de ses obligations envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs. Bien que les droits de la Banque dans les créances ne soient plus constatés dans notre bilan, nous gardons le compte du client et entretenons la relation. La titrisation de nos prêts immobiliers garantis aux particuliers et des créances sur cartes de crédit est une vente d'un point de vue juridique et satisfait aux critères de traitement à titre de vente d'un point de vue comptable. Au moment de la vente, ces créances sont retirées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte comptabilisé(e) dans les revenus autres que d'intérêts dans l'état des résultats consolidé.

Pour la titrisation des prêts immobiliers garantis aux particuliers, la Banque fournit un rehaussement de crédit du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire de la SAA et, dans certains cas, en fournissant des lettres de crédit. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA et dans les lettres de crédit sont subordonnés aux obligations des porteurs des titres adossés à des actifs et absorbent les pertes sur les prêts immobiliers aux particuliers avant que les paiements aux porteurs en souffrent. Au 31 octobre 2006, l'encours des prêts immobiliers aux particuliers titrisés de la Banque s'établissait à 8 milliards de dollars, contre 4,8 milliards de dollars au 31 octobre 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans les prêts immobiliers aux particuliers titrisés était de 61,7 millions de dollars au 31 octobre 2006 en regard de 32 millions de dollars au 31 octobre 2005.

Pour la titrisation des cartes de crédit, la Banque fournit un rehaussement de crédit à la SAA du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA sont subordonnés aux obligations de cette dernière envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs et absorbent les pertes liées aux prêts sur cartes de crédit avant que les paiements aux porteurs en souffrent. Si les flux de trésorerie nets sont insuffisants, la perte de la Banque se limite à un coupon détaché qui découle du calcul d'un gain ou d'une perte au moment de la vente des créances. Au 31 octobre 2006, l'encours des créances sur cartes de crédit titrisées de la Banque s'élevait à 800 millions de dollars, comparativement à 1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans des créances sur cartes de crédit titrisées au 31 octobre 2006 était de 7,03 millions de dollars contre 24 millions de dollars au 31 octobre 2005.

La Banque vend des prêts hypothécaires commerciaux dans des groupes de sûretés à une SA. La SA finance l'achat de ces groupes par l'émission de certificats de propriété de rangs différents et qui peuvent ou non être notés (de AAA à B-). Les certificats de propriété représentent des droits indivis dans le groupe de sûretés, et la SA, comme elle a vendu tous les droits indivis associés au groupe, n'est plus assujettie aux risques des groupes de sûretés. La vente de nos prêts hypothécaires commerciaux à la SA constitue une vente réelle au sens comptable, et comme nous n'exerçons aucun contrôle sur la SA et que nous ne sommes exposés à aucun risque/rendement associé aux prêts hypothécaires, nous ne consolidons pas la SA.

La Banque titre également des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des EDDV. Au 31 octobre 2006, 165 millions de dollars de nos prêts hypothécaires commerciaux montés avaient été titrisés par l'entremise d'une EDDV dont nous étions le promoteur, tandis que 55 millions de dollars de prêts hypothécaires commerciaux ont été vendus à une EDDV dont le promoteur était un tiers. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire, le compte de dépôt en garantie et les prêts hypothécaires commerciaux des EDDV dont nous sommes le promoteur sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire des EDDV dont le promoteur est un tiers sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances.

Les actifs titrisés de la Banque qui ne sont pas constatés au bilan consolidé totalisaient 27,9 milliards de dollars, contre 23,9 milliards de dollars un an plus tôt. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque. Si ces titrisations cessaient d'exister, la Banque devrait rétablir la totalité de ces actifs dans son bilan consolidé et assumer entièrement le risque d'exploitation, le risque financier et le risque de marché qui en découleraient.

FIDUCIES DE CAPITAL

Nous sommes le promoteur de SA pour mobiliser des capitaux, y compris les titres de fiducie de capital TD II, série 2012-1 (TD CaTS II), émis par Fiducie de capital TD II (fiducie II) qui est une EDDV. Comme la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de fiducie II, elle ne consolide pas ces titres. Pour des détails sur cette activité des fiducies de capital et sur les modalités des TD CaTS II émis et en circulation, voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

TITRISATION D'ACTIFS DE TIERS

La Banque aide ses clients à titriser leurs actifs financiers par l'intermédiaire de SA qu'elle administre. La Banque peut fournir un rehaussement de crédit aux SA ou obtenir pour ces dernières des facilités de swap ou de liquidité ou leur offrir des services de placement de valeurs mobilières. Les facilités de liquidité ne sont disponibles qu'en cas de perturbation générale du marché et la probabilité de perte est négligeable. La Banque ne fournit pas d'employés aux SA et n'a aucun droit de propriété dans ces dernières. Tous les honoraires tirés de ces activités sont conformes aux conditions du marché. Si ces titrisations cessaient d'exister, les revenus de titrisation de la Banque diminueraient.

Notre relation principale avec les SA se limite à l'administration de programmes de conduits de papier commercial adossé à des créances à vendeurs multiples (conduits à plusieurs vendeurs) dont le montant totalisait 10,3 milliards de dollars au 31 octobre 2006, et 9,7 milliards de dollars au 31 octobre 2005. Nous administrons actuellement quatre programmes de conduits à plusieurs vendeurs. Nous sommes engagés dans les marchés des conduits à plusieurs vendeurs parce qu'ils génèrent un rendement redressé en fonction du risque avantageux pour nous. Nos clients utilisent surtout les conduits à plusieurs vendeurs pour diversifier leurs sources de financement et réduire les coûts de financement en misant sur la valeur de garanties de haute qualité.

CRÉATION D'AUTRES PRODUITS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT

La Banque vend des valeurs du compte de négociation à des EDDV dans le cadre de ses stratégies de gestion du bilan. Comme la Banque a des droits variables importants dans ces EDDV mais n'en est pas le principal bénéficiaire, elle ne consolide pas ces EDDV. Par ailleurs, la Banque ne conserve pas de contrôle effectif sur les actifs vendus. Les actifs vendus en vertu de ces ententes s'élevaient à 1 milliard de dollars au 31 octobre 2006, par rapport à 1 milliard de dollars en 2005. La Banque conclut des swaps sur le rendement total avec les contreparties de la vente des actifs. Le risque de marché découlant de toutes ces opérations fait l'objet d'un suivi et d'une surveillance constante.

La Banque participe aussi à des structures de titres garantis par des créances en vertu desquelles elle peut agir à titre de preneur ferme, de tiers investisseur ou de contrepartie à des dérivés. Ces titres permettent de mobiliser, par l'émission de titres de créance, des capitaux qui serviront à investir dans des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés. Le résultat net est réparti entre les détenteurs de droits variables dans les titres garantis par des créances. Les structures de titres garantis par des créances que nous gérons peuvent de temps à autre acheter des biens donnés en garantie émanant de nous ou de tiers. Nous ne consolidons pas ces structures de titres garantis par des créances. Nous constatons les revenus d'honoraires tirés des services de structuration et de gestion des garanties et, dans les cas indiqués, les revenus d'intérêts découlant des placements dans des titres garantis par des créances.

De plus, la Banque offre des billets liés à des actions, des billets liés à des effets de crédit, des billets liés à des taux d'intérêt et des obligations liées à la valeur d'une marchandise à différentes EDDV et à de tiers clients. Ces opérations présentent un risque négligeable pour la Banque.

Par l'entremise de La Société Canada Trust, la Banque agit comme fiduciaire de fiducies de particuliers et de sociétés. Elle reçoit des honoraires de fiduciaire pour ces services.

La Banque est en outre le promoteur d'un grand nombre de fonds communs de placement dont elle est l'administrateur. Elle ne garantit toutefois pas le capital investi par les investisseurs ni le rendement de ces fonds.

De plus, la Banque offre d'autres produits financiers à ses clients. Il arrive que ces produits financiers soient créés par l'entremise d'une EDDV qui en est l'émetteur ou le débiteur. La Banque peut offrir aux EDDV certains services d'administration et d'autres produits financiers contre une rémunération aux conditions du marché.

GARANTIES

Dans le cours normal des affaires, nous concluons divers contrats de garantie visant à soutenir nos clients. Ces garanties, à l'exception des primes connexes, sont maintenues hors bilan à moins qu'une provision soit nécessaire pour couvrir des pertes probables. Les principaux types de garanties que nous offrons comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des actifs vendus avec recours, des rehaussements de crédit, des options vendues et des ententes d'indemnisation. Pour de l'information détaillée sur les garanties de la Banque, voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés.

ENGAGEMENTS

La Banque conclut différentes ententes pour répondre aux besoins financiers de ses clients et comme source de revenus d'honoraires pour elle. Les engagements importants de la Banque comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des lettres de crédit documentaires et commerciales ainsi que des engagements de crédit. Ces produits peuvent exposer la Banque à des risques d'illiquidité, de crédit ou de réputation. Il y a des processus de gestion et de contrôle des risques adéquats en place pour réduire ces risques. La note 20 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information détaillée sur le montant de crédit additionnel maximum que la Banque pourrait être tenue d'engager.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Banque a des obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs à l'égard d'engagements découlant de contrats de location-exploitation et de location-acquisition et de certains engagements d'achat. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidité et de fonds propres à court et à long terme de la Banque. Tous les contrats, à l'exception des engagements découlant de contrats de location-exploitation, (ceux en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter des volumes déterminés de biens et de services), sont présentés dans le bilan consolidé de la Banque. Le tableau 34 ci-après résume nos obligations contractuelles.

TABLEAU 34	CALENDRIER DES ÉCHÉANCES D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES					2006	2005
	(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Dépôts ¹	202 655 \$	39 306 \$	17 387 \$	1 559 \$	260 907 \$	246 981 \$	
Billets et débentures subordonnés	1	1	228	6 670	6 900	5 138	
Engagements découlant de contrats de location-exploitation	309	551	373	561	1 794	1 829	
Titres de fiducie de capital	-	-	900	-	900	900	
Ententes de services de réseau	154	462	-	-	616	657	
Guichets automatiques	68	180	55	-	303	371	
Technologies de centre d'appels	15	61	83	55	214	-	
Licences de logiciels et entretien du matériel	81	54	-	-	135	-	
Total	203 283 \$	40 615 \$	19 026 \$	8 845 \$	271 769 \$	255 876 \$	

¹ Comme la date des dépôts payables à vue et des dépôts payables sur préavis n'est pas précisée et est établie par le déposant, les obligations sont considérées à moins de un an.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Instruments financiers

La Banque, en tant qu'institution financière, possède des actifs et des passifs qui se composent essentiellement d'instruments financiers. Les actifs financiers de la Banque comprennent, entre autres, des liquidités, des valeurs dans des comptes de placement et de négociation, des prêts et des dérivés, tandis que les passifs financiers comprennent des dépôts, des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, des instruments dérivés et des titres de créance subordonnés.

La Banque utilise des instruments financiers à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. En règle générale, la Banque s'engage dans des activités de transaction par l'achat et la vente de valeurs mobilières dans le but d'obtenir des liquidités et de combler les besoins des clients et, plus rarement, par la prise de positions de transaction exclusives dans le but de dégager un profit. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction comprennent les valeurs

mobilières du compte de négociation et les dérivés détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction se composent du portefeuille de prêts, des valeurs mobilières du compte de placement, des dérivés de couverture et des passifs financiers de la Banque. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés de la Banque, tandis que les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction sont comptabilisés au coût. Cela traduit la façon dont la Banque gère ses propres activités. Pour de plus amples renseignements sur la façon de calculer la juste valeur des instruments financiers, se reporter à la rubrique «Estimations comptables critiques» à la page 67.

L'utilisation d'instruments financiers permet à la Banque de dégager des profits sous la forme de revenus d'intérêts et d'honoraires. Les instruments financiers créent également divers risques que la Banque gère par la voie de ses politiques et procédures étendues de gestion des risques. Les principaux risques sont les risques de taux d'intérêt, de crédit et d'illiquidité ainsi que le risque lié aux actions et le risque de change. Pour une description plus détaillée de la façon dont la Banque gère ses risques, se reporter à la rubrique «Gestion des risques» aux pages 57 à 66.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la partie Gestion des risques, beaucoup d'autres facteurs de risque, dont beaucoup échappent à notre contrôle, pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon importante de nos plans, de nos objectifs et de nos estimations. Certains de ces facteurs sont décrits ci-dessous. Tout énoncé prospectif, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, est naturellement associé à des risques et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés ci-dessous et d'autres sont cités dans la mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs, en page 11 du présent rapport de gestion.

FACTEURS LIÉS AU SECTEUR

Conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités

La Banque exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Par conséquent, la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités peut avoir une incidence importante sur ses bénéfices. Les facteurs conjoncturels comprennent notamment les taux d'intérêt à court et à long terme, l'inflation, les fluctuations des marchés financiers et du marché de la dette, les taux de change, la vigueur de l'économie, les menaces terroristes et le volume d'affaires réalisé dans une région donnée. Par exemple, si l'économie traversait une période de ralentissement marquée par une hausse du chômage et une baisse du revenu familial, cela aurait un effet négatif sur les bénéfices et les investissements des sociétés, la consommation, et la demande de nos prêts et autres produits, et notre provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, ce qui porterait atteinte à nos bénéfices. De même, un désastre naturel pourrait entraîner un accroissement des demandes de règlement qui pourrait nuire à nos résultats.

Taux de change

Les variations des taux de change des monnaies du Canada, des États-Unis et des autres pays où la Banque exerce des activités peuvent avoir un effet néfaste sur sa situation financière et sur ses bénéfices futurs en raison des écarts de conversion. Par exemple, l'appréciation du dollar canadien peut nuire à nos placements et à nos bénéfices aux États-Unis, y compris le placement de la Banque dans TD Banknorth Inc. et TD Ameritrade Holding Corporation. L'appréciation du dollar canadien peut aussi nuire aux bénéfices des petites entreprises, des commerces et des grandes sociétés qui sont des clients de la Banque au Canada.

Politique monétaire

Les bénéfices de la Banque sont tributaires des politiques monétaires de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine ainsi que d'autres facteurs à l'origine de l'évolution des marchés des capitaux. Les variations de la masse monétaire et du niveau général des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur la rentabilité de la Banque. Une fluctuation des taux d'intérêt modifie l'écart entre les intérêts payés sur les dépôts et les intérêts gagnés sur les prêts, ce qui entraîne une variation du revenu d'intérêts net de la Banque. Les facteurs à l'origine de l'évolution des politiques monétaires et des marchés des capitaux échappent au contrôle de la Banque qui ne peut ni les prévoir ni les anticiper.

Concurrence

Le niveau de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités a une incidence sur son rendement. La Banque fait actuellement face à une très forte concurrence. Le maintien de la clientèle dépend de nombreux facteurs comme les prix des produits ou des services, le niveau de service à la clientèle offert et les modifications des produits et services proposés.

Modifications des lois et des règlements et poursuites judiciaires

Les modifications des lois et des règlements, y compris les changements touchant leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient avoir une incidence sur la Banque puisqu'elles pourraient restreindre sa gamme de produits ou de services ou augmenter la capacité des concurrents à rivaliser avec ses produits ou ses services. En outre, un manquement aux lois et aux règlements applicables pourrait entraîner des sanctions et des amendes pouvant avoir une incidence défavorable sur les bénéfices de la Banque et sur sa réputation. Toute décision d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation et toute poursuite judiciaire intentée contre la Banque peut avoir une influence néfaste sur ses résultats.

Exactitude et intégralité des renseignements sur les clients et les contreparties

Dans ses décisions concernant l'autorisation d'un crédit ou d'autres opérations avec des clients et des contreparties, la Banque peut se fier à des renseignements fournis par ces clients et ces contreparties, y compris des états financiers et d'autres informations financières. La Banque peut également se fier aux déclarations faites par des clients et des contreparties à l'égard de l'exactitude et de l'intégralité de ces renseignements. La situation financière et les bénéfices de la Banque pourraient en pâtir si celle-ci se fiait à des états financiers qui ne sont pas conformes aux PCGR, qui sont trompeurs ou qui ne présentent pas, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats d'exploitation des clients et des contreparties.

Conventions et méthodes comptables utilisées par la Banque

Les conventions et les méthodes comptables utilisées par la Banque établissent la façon dont la Banque présente sa situation financière et ses résultats d'exploitation, et peuvent exiger que la direction fasse des estimations ou qu'elle recoure à des hypothèses portant sur des questions qui sont, par nature, incertaines. Ces estimations et ces hypothèses peuvent être révisées et toute modification peut avoir une incidence néfaste marquée sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque.

FACTEURS PARTICULIERS À LA BANQUE

Nouveaux produits et services pour maintenir ou accroître la part de marché

La capacité de la Banque à maintenir ou à accroître sa part de marché dépend, en partie, de sa capacité à adapter ses produits et ses services aux normes changeantes du secteur. Les sociétés de services financiers subissent de plus en plus de pression à l'égard des prix de leurs produits et services. Ce facteur peut réduire le revenu d'intérêts net ou les revenus tirés des produits et des services de la Banque donnant droit à des commissions. En outre, l'engouement pour de nouvelles technologies pourrait entraîner de grandes dépenses pour la Banque afin de modifier ou d'adapter ses produits et ses services. La Banque pourrait être incapable de déployer avec succès de nouveaux produits et services, de les faire accepter par le marché ou de développer une clientèle et de la fidéliser.

Acquisitions et plans stratégiques

La Banque soupèse régulièrement des occasions d'acquérir d'autres sociétés de services financiers ou une partie de leurs activités, soit directement, soit indirectement au moyen des stratégies d'acquisition de ses filiales. La capacité de la Banque ou d'une filiale de réaliser avec succès une acquisition est souvent assujettie à l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires. À cet égard, la Banque ne peut être certaine ni du moment où l'approbation des autorités de réglementation sera accordée ni des modalités et conditions en vertu desquelles elle le sera, le cas échéant. Les acquisitions peuvent avoir une incidence sur les résultats futurs selon le degré de réussite de la direction à intégrer l'entreprise acquise. Si la Banque ou sa filiale a de la difficulté à intégrer l'entreprise acquise, à maintenir un niveau de gouvernance approprié

sur l'entreprise acquise ou à découvrir les leaders adéquats au sein de l'entreprise acquise, les augmentations des revenus, les économies de coûts, l'accroissement des parts de marchés et les autres avantages attendus de l'acquisition pourraient ne pas se matérialiser. Le rendement financier de la Banque est également tributaire de sa capacité à exécuter les plans stratégiques élaborés par la direction. Si les plans stratégiques ne se réalisent pas avec succès ou qu'ils sont modifiés, les résultats de la Banque pourraient croître plus lentement ou décroître.

Capacité de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste

Le rendement futur de la Banque repose en grande partie sur sa capacité à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste. Il existe une forte rivalité pour s'attacher les meilleures personnes dans le secteur des services financiers. La Banque ou une société acquise par la Banque ne peuvent garantir qu'elles seront en mesure de continuer à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste, bien que cela soit un objectif des politiques et pratiques de gestion des ressources de la Banque.

Infrastructure commerciale

Des tiers fournissent des composantes essentielles de l'infrastructure commerciale de la Banque comme les connexions à Internet et l'accès aux réseaux. Compte tenu du volume élevé d'opérations que nous traitons quotidiennement, certaines erreurs peuvent se répéter ou se combiner avant d'être découvertes et rectifiées avec succès. Malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, les interruptions de services Internet, de services d'accès aux réseaux ou d'autres services de communication voix-données fournis par ces tiers pourraient avoir une incidence néfaste sur la capacité de la Banque à offrir des produits et des services aux clients et à exercer autrement ses activités.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Gestion des risques

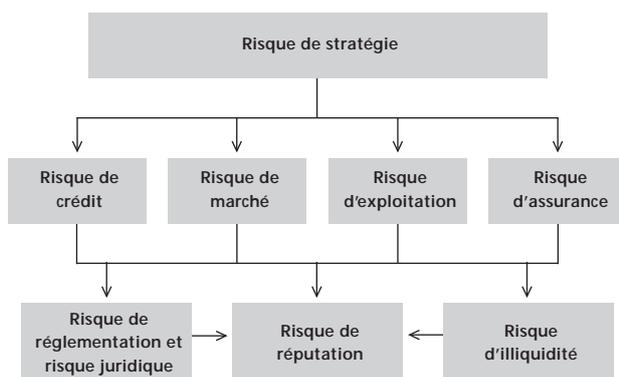
SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future. Nos entreprises examinent avec soin les divers risques auxquels elles sont exposées et évaluent l'incidence de ces risques et la probabilité qu'une perte en découle. Nous parons à ces risques en mettant en place des stratégies d'affaires et de gestion des risques pour nos diverses unités d'exploitation, compte tenu des risques et du milieu d'affaires au sein duquel nous exerçons nos activités.

QUELS SONT LES RISQUES POUR NOS ENTREPRISES?

Du fait de ses entreprises et des activités qu'elle exerce, la Banque est exposée à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de gestion des risques. Ce cadre est la plateforme de mise en place de processus appropriés pour surveiller les risques qui sert également à communiquer les principaux risques pouvant mettre en péril la réalisation de nos objectifs et de nos stratégies d'affaires et à en faire rapport de façon uniforme.

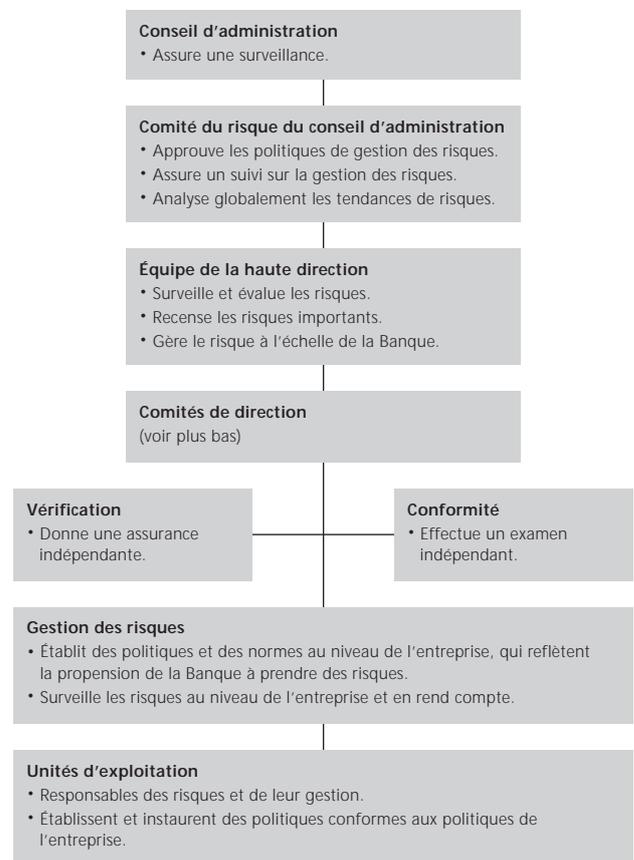
CADRE DE GESTION DES RISQUES



Comme l'illustre le schéma ci-dessus, le cadre de gestion des risques définit les principales catégories de risques auxquelles nous sommes exposés ainsi que les rapports qui les unissent.

RESPONSABLES DE LA GESTION DES RISQUES

Nous avons mis en place une structure de gouvernance pour la gestion des risques qui établit la filière-risque et attribue les responsabilités des administrateurs, des dirigeants et des employés participant à la gestion des risques. Cette structure nous assure que l'information importante sur les risques est diffusée, par les unités d'exploitation et les fonctions chargées de la supervision, à l'équipe de la haute direction et au conseil d'administration.



Comités de direction

<p>Comité d'examen du rendement d'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le président et chef de la direction. Examine l'ensemble des stratégies et le rendement des exploitations. 	<p>Comité de surveillance des risques d'exploitation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques.¹ Chargé de la supervision de toutes les activités de gestion des risques d'exploitation de la Banque et de la conformité de la Banque aux lois. 	<p>Comité de placements</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques.¹ Examine le rendement de tous les principaux placements, y compris le portefeuille de la Banque et les mandats de clients, gérés par des gestionnaires de portefeuille externes et internes. 	<p>Comité de l'actif et du passif</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques.² Chargé de la surveillance du risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque, de la situation de financement et de trésorerie consolidée et de la situation du capital consolidé, y compris la couverture des capitaux en monnaies étrangères.
<p>Comité du risque de réputation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques.³ Examine et approuve les questions touchant le risque de réputation de même que les opérations sur produits structurés complexes, et établit et supervise la politique relative au risque de réputation. 	<p>Comité de divulgation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le vice-président à la direction et chef des finances. S'assure que des contrôles et des procédures sont en place en vue de présenter des informations fiables et conformes en temps opportun aux autorités de réglementation, aux actionnaires et au marché. 	<p>Comité de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le président et chef de la direction. S'occupe de la coordination de toutes les fonctions Siège social de la Banque et de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions. 	<p>Comité de services partagés au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le coprésident, Activités de la Société. S'assure de tirer parti efficacement des services partagés par les unités d'exploitation canadiennes.

¹ Actuellement présidé par intérim par le coprésident, Activités de la Société.

² Actuellement présidé par intérim par le vice-président à la direction et chef des finances.

³ Actuellement présidé par intérim par le vice-président à la direction et chef du contentieux.

NOTRE STRUCTURE DE GOUVERNANCE POUR LA GESTION DES RISQUES ÉTABLIT CE QUI SUIT :

- Le conseil d'administration et son comité du risque sont responsables de voir à ce que la direction instaure et oriente, à l'échelle de la Banque, une culture de gestion efficace des risques. Ensemble, ils établissent la propension de la Banque à prendre des risques, par l'examen et l'approbation périodiques de politiques appropriées de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise.
- L'équipe de la haute direction de la Banque, présidée par le président et chef de la direction, est responsable de la surveillance, de l'évaluation et de la gestion des risques à l'échelle de la Banque.
- Le président et chef de la direction et le chef de la gestion des risques, avec l'appui des autres membres de l'équipe de la haute direction, sont responsables du recensement et de la communication au conseil d'administration des risques jugés importants.
- Les comités de direction surveillent, à l'échelle de l'entreprise, les principaux risques et principales expositions aux risques, par l'examen et l'appui des politiques, des stratégies et des activités de contrôle de gestion des risques. Les comités de direction voient à ce que les ressources de gestion des risques déployées dans toute la Banque soient suffisantes et adéquates pour que nos objectifs en la matière soient réalisés. Les comités tiennent des réunions périodiques et, au besoin, des réunions spéciales.
- La fonction Gestion des risques, exercée au niveau du Siège social, présidée par le chef de la gestion des risques, est responsable de l'établissement de politiques et de pratiques, à l'échelle de l'entreprise, qui reflètent la propension de la Banque à prendre des risques. La Gestion des risques doit aussi surveiller les risques propres aux unités ou à l'échelle de l'entreprise et en rendre compte lorsque ces risques peuvent nuire à la Banque. Le chef de la gestion des risques préside les comités de direction axés sur les risques ou en fait partie.
- Certains membres de direction de l'équipe de Gestion des risques assurent actuellement par intérim le rôle de chef de la gestion des risques.
- Les fonctions Vérification et Conformité s'assurent, de façon indépendante, de l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles internes de gestion des risques et en rendent compte à la direction et au conseil d'administration.
- Chaque unité d'exploitation est responsable de la gestion de ses propres risques et du signalement aux échelons supérieurs des questions importantes liées au risque, selon les besoins. Les professionnels de la gestion des affaires et de la gestion des risques de chaque unité d'exploitation s'assurent que des politiques, des processus et des contrôles internes sont établis afin de gérer, outre les affaires, les risques qui y sont associés.

COMMENT NOUS GÉRONS LES RISQUES

La Banque a adopté une approche globale et proactive de la gestion des risques qui intègre l'expérience et les connaissances spécialisées de nos unités d'exploitation et de nos professionnels de la gestion des risques ainsi que les rôles de surveillance du Siège social. Notre approche fait la promotion d'une solide culture de gestion des risques et s'aligne sur les objectifs stratégiques de la Banque. Elle comprend ce qui suit :

- Des politiques et des pratiques de gestion des risques appropriées, à l'échelle de l'entreprise, y compris des lignes directrices, des exigences et des limites qui maintiennent les risques à des niveaux acceptables.
- Un examen et une évaluation réguliers des politiques de gestion des risques par les comités de direction, puis un examen et une approbation par le comité du risque du conseil d'administration.
- Un cadre intégré de processus de suivi des risques et d'information, à l'échelle de l'entreprise, qui permet de communiquer, sous forme de rapports, les éléments clés du profil de risque de la Banque, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, à la haute direction et au conseil d'administration.
- Des méthodes de mesure des risques qui recourent à une quantification, y compris une analyse de la valeur à risque, des analyses de scénarios et des évaluations des facteurs de stress.
- Des autoévaluations annuelles par les principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social chargé de la supervision des principaux risques et contrôles internes de ces unités. Les questions importantes liées aux risques sont recensées, signalées aux échelons supérieurs et contrôlées, selon les besoins.
- Une mesure appropriée du rendement qui répartit le capital économique à risque entre les unités d'exploitation et impute une charge correspondante.
- Une surveillance active des occurrences de risques internes et externes afin de jauger l'efficacité des contrôles internes.
- Des examens indépendants et exhaustifs par le service Vérification quant à la qualité de l'environnement de contrôle interne et à la conformité aux politiques et procédures de gestion des risques.

COMMENT LE RISQUE EST GÉRÉ À TD BANKNORTH

Étant une société ouverte, TD Banknorth gère activement le risque au moyen de sa propre structure de gouvernance, compte tenu des risques inhérents à ses activités. La Banque surveille de diverses façons la gouvernance et la gestion des risques de TD Banknorth. Deux administrateurs indépendants de la Banque ainsi que le chef de la direction font aussi partie du conseil d'administration de TD Banknorth. Un de ces administrateurs indépendants est membre du comité de gestion des risques de son conseil d'administration. Semestriellement, le chef de la gestion des risques de TD Banknorth présente un aperçu du profil de risque de TD Banknorth au comité du risque du conseil d'administration de la Banque, et les rapports sur les risques de TD Banknorth sont examinés trimestriellement dans le cadre des réunions du comité du risque de la Banque.

À l'échelon de la direction, certaines fonctions comme Gestion des risques, Conformité et Vérification ont établi des protocoles qui facilitent l'échange d'information entre les deux sociétés. Plus précisément, les cadres de Gestion des risques de TD Banknorth, y compris le chef de la gestion des risques, rencontrent régulièrement leurs homologues de la Banque afin de traiter des questions courantes et nouvelles liées au risque. Le vérificateur principal de la Banque examine tous les rapports de vérification de TD Banknorth et fournit, chaque trimestre, de l'information sur les questions importantes liées à la vérification et aux risques de TD Banknorth au comité de vérification du conseil d'administration de la Banque. Le chef de la conformité de la Banque rencontre régulièrement les cadres responsables de la conformité de TD Banknorth afin de passer en revue les questions, les activités et les rapports importants liés à la conformité. En outre, les activités de gestion de l'actif et du passif de TD Banknorth sont fondées sur les modèles et les processus d'évaluation de la Banque.

COMMENT LE RISQUE EST GÉRÉ À TD AMERITRADE

Bien que la Banque ne possède pas de participation conférant le contrôle dans TD Ameritrade, elle exerce une surveillance sur la fonction de gestion des risques par une gouvernance appropriée et les protocoles du conseil d'administration et de la direction.

La Banque nomme cinq des douze administrateurs de TD Ameritrade. Ce nombre comprend actuellement notre chef de la direction, le coprésident, Activités de la Société, et un administrateur indépendant de la Banque. Les règlements de TD Ameritrade, qui stipulent que les nominations des futurs chefs de la direction doivent être approuvées par les deux tiers des membres du conseil d'administration, font que le choix du chef de la direction de TD Ameritrade doit nécessairement être soutenu par TD. Les administrateurs que nous nommons participent à certains comités du conseil d'administration de TD Ameritrade, y compris comme présidents des comités de vérification et de rémunération.

Les processus et les protocoles de surveillance mis en œuvre par la direction sont alignés de façon à coordonner l'échange nécessaire d'information entre les sociétés. Outre la communication régulière à l'échelon du chef de la direction, des rapports mensuels sur l'exploitation de TD Ameritrade permettent à la Banque d'examiner et d'analyser les résultats d'exploitation de celle-ci et ses principaux risques. De même, certaines fonctions comme Vérification interne, Finances et Conformité ont des protocoles de communication qui permettent de partager l'information sur les questions de risque et de contrôle. Les rapports trimestriels remis à notre comité de vérification et à notre comité du risque comprennent des commentaires sur toutes les questions importantes liées à la vérification ou au risque au sein de TD Ameritrade.

Les pages suivantes décrivent les principaux risques que court la Banque et la façon dont ils sont gérés.

Risque de stratégie

Le risque de stratégie correspond à l'éventualité d'une perte découlant de la mise en application de stratégies inefficaces, de l'absence de stratégies d'affaires intégrées, de l'incapacité de mettre en œuvre ces stratégies et de l'incapacité d'adapter les stratégies à l'évolution de la conjoncture des affaires.

La direction générale supervise, évalue, gère et atténue les principaux risques de stratégie courus par la Banque, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction gère le risque de stratégie de la Banque. L'équipe de la haute direction se compose des principaux dirigeants de la Banque, représentant chacune des principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social.

La stratégie globale de la Banque est établie par le président et chef de la direction et par l'équipe de la haute direction, en consultation avec le conseil d'administration et avec son approbation. En outre, le comité de l'entreprise est responsable de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions. Chaque cadre supérieur qui gère une importante unité d'exploitation ou fonction est chargé d'en gérer les stratégies et d'assurer qu'elles sont alignées sur la stratégie globale de la Banque. Les cadres supérieurs sont aussi responsables, devant le président et chef de la direction et l'équipe de la haute direction, de la surveillance, de la gestion et du compte rendu des risques commerciaux inhérents à leurs stratégies respectives.

Le président et chef de la direction fait rapport au conseil d'administration sur la mise en œuvre des stratégies de la Banque, sur le recensement des risques commerciaux inhérents à ces stratégies et sur la méthode de gestion de ces risques.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction examine les stratégies et la performance des principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social dans le cadre de séances d'examen de la performance. La fréquence des examens des stratégies dans le cadre de ces séances dépend du profil de risque et de l'importance de l'unité ou de la fonction en cause.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une opération n'honore pas ses engagements.

Le risque de crédit est l'un des risques les plus importants et les plus généralisés qui planent sur les activités bancaires. Tout prêt, tout crédit ou toute opération qui comporte des règlements entre la Banque et d'autres parties ou d'autres institutions financières – comme des opérations sur dérivés ou des stocks de valeurs mobilières – expose la Banque à un certain degré de risque de crédit. De ce fait, nous n'accordons les prêts qu'en fonction des relations d'affaires avec nos clients, et gérons toutes nos activités de façon méthodique et prudente, en nous concentrant rigoureusement sur le rendement économique pour réduire ainsi la volatilité des bénéfices.

Notre objectif premier est de mettre en place une stratégie complète, transparente et méthodique de gestion du risque de crédit visant une meilleure compréhension, une meilleure sélection et une meilleure gestion dynamique de nos expositions pour réduire ainsi la volatilité des bénéfices.

Notre stratégie consiste en une surveillance centralisée rigoureuse du risque de crédit au sein de chaque unité, ce qui renforce une culture de responsabilisation, d'indépendance et d'équilibre.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La responsabilité de la gestion du risque de crédit est à l'échelle de l'entreprise. Une solide culture de gestion des risques a été intégrée dans l'ensemble des tâches quotidiennes, dans la prise de décisions et dans l'établissement des stratégies concernant toutes les activités de la Banque. La compréhension et la gestion du risque de crédit incombent à chaque unité d'exploitation.

Les fonctions de contrôle du risque de crédit sont intégrées au sein des unités d'exploitation afin d'ancrer la responsabilité à l'égard du risque de crédit. Par contre, elles font rapport conjointement à la tête dirigeante de l'entreprise et à Gestion des risques afin d'assurer l'objectivité et la responsabilisation. Ces groupes sont les principaux responsables des décisions et doivent se conformer aux politiques, aux lignes directrices et aux limites discrétionnaires établies et assurer le respect des normes établies en matière d'évaluation du crédit.

Une surveillance indépendante du risque de crédit est assumée par Gestion des risques, qui conçoit des politiques centralisées visant à gérer et à contrôler les risques de portefeuille, de même que des politiques plus spécifiques sur les produits, au besoin.

Le comité du risque du conseil d'administration est l'ultime autorité quant à la surveillance de la gestion du risque de crédit et approuve l'ensemble des politiques importantes de la Banque en matière de risque de crédit.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est géré d'après une infrastructure centralisée reposant sur :

- l'approbation centralisée, par Gestion des risques, de l'ensemble des politiques en matière de risque de crédit et des limites discrétionnaires des agents à l'échelle de la Banque concernant les marges de crédit;
- l'établissement de lignes directrices visant à surveiller et à limiter les concentrations au sein des portefeuilles conformément aux politiques, approuvées par le conseil d'administration pour l'ensemble de l'entreprise, qui encadrent les risques-pays, les risques sectoriels et les expositions groupées;
- la conception et la mise en œuvre de modèles et de politiques visant à établir des notations de risques propres aux emprunteurs et aux facilités afin de quantifier le niveau de risque et d'en faciliter la gestion au sein de nos Services bancaires commerciaux et de nos Services bancaires en gros. Ces modèles sont revus régulièrement afin d'en vérifier le caractère approprié, l'exactitude et la validité;
- la mise en œuvre de processus de gestion dynamique des notations relatives aux risques-pays, aux risques sectoriels et aux risques de contrepartie, ce qui comprend des exigences de révision des expositions au risque de crédit les plus importantes quotidiennement, mensuellement et trimestriellement;
- l'approbation des techniques de pointage et des normes servant à l'octroi de crédit personnel.

RISQUE-PAYS

Un changement imprévu de nature économique ou politique dans un pays étranger pourrait nuire aux paiements transfrontaliers relatifs aux produits, services, prêts, dividendes et crédits liés aux échanges ainsi qu'à la capacité de rapatrier les capitaux de la Banque du pays étranger. Actuellement, la Banque est exposée à un risque de contrepartie dans 63 pays, avec une exposition aux risques majoritairement concentrée en Amérique du Nord. Les notes du risque-pays sont fondées sur des modèles de notation approuvés et sur le jugement de professionnels, et ces notes sont utilisées pour établir des lignes directrices portant sur le risque-pays qui tiennent compte de tous les aspects du risque de crédit auquel s'exposent nos diverses activités. Les notes de risque-pays sont gérées de manière dynamique et sont soumises à un examen exhaustif au moins annuellement.

RISQUE SECTORIEL

Dans le cadre de notre stratégie en matière de risque de crédit, nous établissons des limites par secteur d'activité et par groupe en ce qui concerne le risque de crédit lié à des secteurs d'activité particuliers. Une méthode systématique sert à limiter les concentrations par secteur d'activité et à assurer la diversification du portefeuille de prêts de la Banque. Des lignes directrices à l'égard du risque sectoriel constituent un élément clé de ce processus, en limitant l'exposition au risque d'après la notation de risque effectuée à l'interne. La notation est déterminée à l'aide de notre modèle de notation du risque sectoriel et au moyen d'une analyse sectorielle exhaustive.

Si plusieurs secteurs d'activité partagent les mêmes risques, nous leur attribuons une ligne directrice commune. En outre, Gestion des risques attribue une limite de concentration à chaque secteur, exprimée en pourcentage du total de l'exposition de la Banque aux risques de gros et aux risques commerciaux. Nous révisons régulièrement les notations de risque par secteur d'activité afin que celles-ci continuent à refléter adéquatement le risque rattaché à chaque secteur.

RISQUE DE CONTREPARTIE

À l'aide de modèles particuliers à chaque secteur et du jugement de professionnels, la Banque attribue à chaque emprunteur une notation de risque qui reflète la probabilité que l'emprunteur n'honore pas ses obligations. La notation du risque de l'emprunteur détermine le montant de risque de crédit que la Banque est prête à assumer à l'égard de l'emprunteur. En outre, à l'aide d'une méthode fondée sur des modèles, chaque facilité de crédit accordée à un emprunteur comporte une notation de risque afin de tenir compte des taux de recouvrement des prêts prévus, compte tenu d'une évaluation de la garantie ou de la valeur des actifs servant de sûreté à la facilité.

Pour les comptes dont les risques se rapportent notamment aux instruments dérivés, nous utilisons des accords généraux de compensation ou des garanties, dans la mesure du possible, pour atténuer ces risques.

Nous utilisons un modèle de calcul de rendement du capital redressé en fonction des risques pour évaluer le rendement des relations de crédit d'après la structure et l'échéance des prêts de même que d'après la notation interne des emprunteurs en cause. Nous révisons la notation et le rendement du capital de chaque emprunteur au moins annuellement.

DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Nous recourons à des dérivés de crédit pour atténuer le risque de crédit dans notre portefeuille. Les dérivés de crédit permettent à la Banque de transférer à une autre partie, dans le cadre d'une opération synthétique, le risque associé à un actif sous-jacent. Une commission est payée à la contrepartie assumant le risque de crédit, alors que la Banque garde l'actif de crédit sous-jacent.

Une protection de crédit en cas de défaut n'est généralement achetée que de contreparties de bonne qualité. Lorsque les modalités de la protection correspondent aux modalités de l'actif sous-jacent, le montant de la facilité de crédit comportant un risque de crédit est réduit du notionnel de la protection.

CRÉDIT PERSONNEL

Les portefeuilles de crédit personnel sont constitués de vastes secteurs qui comprennent : les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts non garantis, les créances sur cartes de crédit et les crédits accordés aux petites entreprises. Ces portefeuilles se composent d'un grand nombre de comptes relativement petits. Par conséquent, le risque de crédit s'évalue de manière plus efficace par des modèles analytiques statistiques et par des stratégies de décision. Les demandes de crédit personnel sont traitées à l'aide de systèmes de pointage automatisés ou, dans le cas d'opérations

plus importantes ou plus complexes, sont acheminées à des tarificateurs dans des centres de crédit régionaux soumis à des limites d'autorisation explicites. Une fois que les crédits à la consommation sont financés, ils font l'objet d'un suivi constant par des programmes de gestion quantitative des clients, qui détectent toute fluctuation des risques et fournissent l'occasion d'accroître la performance, compte tenu du risque. La centralisation de l'examen quantitatif des crédits personnels a permis de bien équilibrer les portefeuilles et de les assortir de risques prévisibles.

Conformément à sa stratégie axée sur l'évaluation quantitative efficace du crédit personnel, la Banque dirige une grande partie de son investissement dans les technologies vers la plateforme logicielle des activités de détail, de crédit et de gestion des comptes clients. Par cet investissement continu, la Banque arrive à mieux contenir les pertes de crédit à la consommation à l'intérieur de limites prévisibles ainsi qu'à renforcer l'environnement de contrôle destiné à réduire le risque d'erreurs opérationnelles. De plus, l'investissement dans l'infrastructure produit plus rapidement de l'information de gestion plus précise et plus complète au bon moment, ce qui permet d'apprécier les améliorations mesurables de la gestion du risque de crédit. Par conséquent, la stratégie de la Banque en matière de crédit personnel consiste à optimiser la gestion rigoureuse du portefeuille de crédit personnel par des systèmes, des méthodes et des processus à la fine pointe de la technologie.

RISQUE CLASSIFIÉ / PRÊTS DOUTEUX

Le risque classifié se rapporte aux prêts et autres crédits qui, selon les normes, comportent un risque de crédit plus élevé que la normale. Un prêt est considéré comme douteux lorsque, de l'avis de la direction, nous n'avons plus l'assurance raisonnable de pouvoir recouvrer le plein montant du capital et des intérêts à l'échéance.

Nous constituons des provisions spécifiques pour prêts douteux lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés, est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour les portefeuilles de crédit personnel reposent sur les défauts de paiement et le type de garantie.

Voir l'analyse portant sur la qualité du portefeuille de crédit, pages 44 à 50.

Risque de marché

Le risque de marché correspond à la perte éventuelle découlant des variations de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier peut être influencée par les variations des taux d'intérêt, des taux de change, des prix des actions et des marchandises et des écarts de crédit.

Nous sommes exposés au risque de marché dans notre portefeuille de valeurs du compte de négociation et dans notre portefeuille de valeurs du compte de placement ainsi que dans nos activités autres que de négociation. Pour ce qui est de nos portefeuilles de valeurs du compte de négociation et de valeurs du compte de placement, nous participons activement à des opérations sur le marché afin d'obtenir des rendements pour la Banque par la gestion prudente de nos positions et de nos stocks. Lorsque nous exerçons des activités bancaires autres que de négociation, nous sommes exposés au risque de marché par suite d'opérations conclues avec des clients.

RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les quatre principales activités de négociation suivantes nous exposent à un risque de marché :

- Tenue de marché : Nous maintenons un marché pour un grand nombre de valeurs mobilières et d'autres produits négociés. Nous constituons un portefeuille de ces valeurs mobilières afin de conclure des opérations d'achat et de vente avec des investisseurs et réaliser la marge entre le cours acheteur et le cours vendeur. La rentabilité dépend du volume négocié.
- Ventes : Nous offrons une vaste gamme de produits financiers qui répondent aux besoins de nos clients. Les revenus tirés de ces produits nous proviennent des marges bénéficiaires et des commissions. La rentabilité dépend des volumes de ventes.
- Arbitrage : Nous prenons des positions sur certains marchés ou certains produits et compensons le risque connexe sur d'autres marchés ou produits. Grâce à nos connaissances des divers marchés et produits ainsi que des relations entre ceux-ci, nous pouvons relever les anomalies de prix et en tirer avantage.
- Positionnement : En prévision de fluctuations sur certains marchés de capitaux, nous cherchons à réaliser des profits en prenant des positions sur ces marchés. Cette stratégie est la plus risquée de nos activités de négociation, et nous l'employons de façon sélective.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les Services bancaires en gros assument au premier chef la responsabilité de la gestion du risque de marché, tandis que le groupe Gestion des risques de négociation, qui fait partie de Gestion des risques, surveille leurs activités.

Le comité du capital et du risque de marché est présidé par le premier vice-président, Gestion des risques de négociation, et est composé de cadres supérieurs des Services bancaires en gros et de la fonction Vérification. Le comité se réunit régulièrement pour réviser le profil de risque de marché de nos activités de négociation, donner son approbation aux modifications apportées aux politiques sur les risques, faire la revue du stock de prises fermes et faire l'examen de l'emploi des capitaux et des actifs au sein des Services bancaires en gros.

Le comité du risque de conseil d'administration surveille la gestion du risque de marché et approuve périodiquement toutes les principales politiques sur le risque de marché.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

La gestion du risque de marché constitue un élément stratégique de notre processus de planification opérationnelle. Nous n'amoignons de nouvelles activités de négociation et n'étendons celles qui existent que si le risque a été évalué de façon exhaustive et jugé susceptible d'être assumé selon notre seuil de tolérance et nos compétences en affaires, et que si nous possédons l'infrastructure adéquate pour surveiller, contrôler et gérer le risque.

Limites de négociation

Nous fixons des limites de négociation qui sont conformes au plan d'affaires approuvé pour une activité donnée et à notre tolérance à l'égard du risque de marché de cette activité. En établissant ces limites, nous tenons compte de la volatilité du marché, de sa liquidité, de l'expérience des négociateurs et de la stratégie d'affaires. Des limites sont établies au niveau des négociateurs, des portefeuilles et des secteurs d'activité, de même qu'au niveau global des Services bancaires en gros.

Nos principales limites de négociation comprennent des limites de sensibilité et des limites spéciales, notamment quant aux notionnels, aux différentiels de taux, aux variations de la courbe de rendement, aux variations de prix et à la volatilité, ainsi que plusieurs autres catégories de limites.

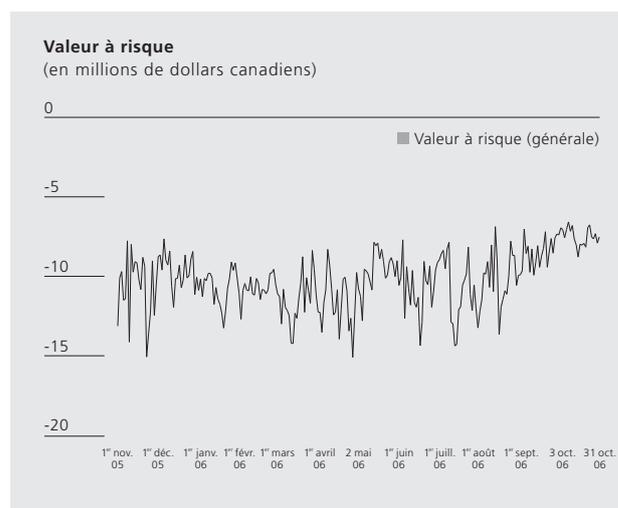
La valeur à risque est une autre mesure principale pour établir les limites de négociation. La valeur à risque mesure l'incidence négative que les éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pour une période donnée. Nous utilisons la valeur à risque pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation.

À la fin de chaque journée, les positions de risque sont comparées aux limites et toute situation où les limites de négociation ont été dépassées fait l'objet d'un rapport. Tout dépassement est signalé aux échelons supérieurs et est géré en vertu des politiques et des procédures de gestion du risque de marché. Dans le cas des principaux dépassements dont l'incidence est élevée, un processus de signalement au chef de la gestion des risques est immédiatement mis en œuvre.

Calcul de la valeur à risque

Nous estimons la valeur à risque en créant une distribution des variations possibles de la valeur marchande du portefeuille actuel. Nous évaluons celui-ci à l'aide des prix du marché et des fluctuations de taux au cours des 251 derniers jours de négociation. La valeur à risque est ensuite calculée pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de négociation sur 100.

Le graphique ci-après indique la valeur à risque quotidienne.¹



¹ La valeur à risque exclut TD Ameritrade.

TABLEAU 35	VALEUR À RISQUE							
	2006				2005			
Pour les exercices terminés les 31 octobre								
(en millions de dollars canadiens)	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	(4,0) \$	(8,2) \$	(14,0) \$	(3,5) \$	(7,3) \$	(8,2) \$	(13,7) \$	(5,2) \$
Risque sur capitaux propres	(6,0)	(5,6)	(10,8)	(3,3)	(5,5)	(5,6)	(10,0)	(3,6)
Risque de change	(1,2)	(2,1)	(4,4)	(0,5)	(1,9)	(2,8)	(6,2)	(0,9)
Risque de marchandises	(1,0)	(1,3)	(4,2)	(0,4)	(0,8)	(1,0)	(2,8)	(0,4)
Effet de diversification ¹	5,0	7,3	n. ²	n. ²	4,8	8,1	n. ²	n. ²
Valeur à risque générale du marché	(7,2) \$	(9,9) \$	(14,8) \$	(6,2) \$	(10,7) \$	(9,5) \$	(15,8) \$	(5,9) \$

¹ La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par l'effet de diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risques.

Évaluation des facteurs de stress

Nos activités de négociation sont soumises à une limite mondiale globale de tests de facteurs de stress. De même, chaque secteur d'exploitation mondial doit obéir à des limites de tests de facteurs de stress et chaque grande catégorie de risque est assortie d'une limite globale de tests de facteurs de stress. Des scénarios de stress sont conçus pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des fluctuations importantes mais plausibles des facteurs de risque sur des marchés clés.

Les tests de stress sont effectués et revus régulièrement avec le chef de la gestion des risques ainsi qu'avec le comité du capital et du risque de marché.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous sommes aussi exposés à un risque de marché dans le propre portefeuille de placements de la Banque et dans les activités de banque d'affaires. Les risques sont gérés au moyen de divers processus, y compris la détermination de ces risques et de leur incidence possible. Des politiques et des procédures sont mises en place pour surveiller, évaluer et atténuer ces risques.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Le comité du risque du conseil d'administration examine et approuve les politiques et les limites de placement pour le propre portefeuille de la Banque et pour les activités de banque d'affaires. Le comité des placements examine régulièrement le rendement des placements de la Banque et évalue la performance des gestionnaires de portefeuille.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous utilisons des systèmes et des outils de mesure évolués pour gérer le risque du portefeuille. L'information compilée sur le risque fait partie intégrante du processus de prise de décisions en matière de placement du fait de l'utilisation d'objectifs de rendement, de profils risque/rendement et de seuils de tolérance à l'égard du risque. L'analyse des rendements fait ressortir les inducteurs de rendement comme les expositions à certains secteurs ou à certains titres, et l'incidence de certains processus comme l'exécution d'opérations.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES OPÉRATIONS BANCAIRES AUTRES QUE DE NÉGOCIATION

Nous sommes exposés à un risque de marché lorsque nous concluons des opérations bancaires autres que de négociation avec nos clients. Ces opérations englobent surtout les dépôts et les prêts, qui sont aussi désignés comme nos «positions d'actif et de passif».

Gestion de l'actif et du passif

La gestion de l'actif et du passif consiste à gérer les risques de marché qui entourent nos activités bancaires traditionnelles. Les risques de marché comprennent principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RESPONSABLES DE LA GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le service de gestion de la trésorerie et du bilan évalue et gère les risques de marché de nos activités bancaires autres que de négociation, sous la surveillance du comité de gestion de l'actif et du passif, qui comprend le vice-président à la direction et chef des finances de même que d'autres dirigeants et qui est présidé par le chef de la gestion des risques (il est actuellement présidé par intérim par le chef des finances). Le comité du risque du conseil d'administration revoit et approuve périodiquement toutes les politiques relatives au risque de marché pour la gestion de l'actif et du passif ainsi que la conformité aux limites de risque approuvées.

COMMENT NOUS GÉRONS NOS POSITIONS D'ACTIF ET DE PASSIF

Lorsque les produits de la Banque sont émis, les risques sont évalués au moyen d'un cadre de prix de transfert redressé en fonction des options assurant une couverture intégrale. Ce cadre permet au service de gestion de la trésorerie et du bilan d'évaluer et de gérer le risque lié aux produits selon un profil de risque cible. Il permet aussi de s'assurer que les unités d'exploitation ne prendront de risques que pour des activités jugées productives.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges, les bénéfices et la valeur économique de la Banque. Le risque de taux d'intérêt est géré afin d'obtenir des bénéfices réguliers et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture méthodique pour la gestion de l'apport au bénéfice net de ses positions d'actif et de passif, y compris un profil d'échéances modélisé pour les actifs, les passifs et les capitaux propres non sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- Évaluer et gérer l'incidence d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique.
- Mesurer la contribution de chaque produit de la Banque en fonction du risque et compte tenu d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients, comme les engagements hypothécaires.
- Élaborer et instaurer des stratégies pour stabiliser le revenu d'intérêts net à l'égard de tous les produits bancaires personnels et commerciaux.

Nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt lorsque les flux de trésorerie liés au capital et aux intérêts de l'actif et du passif comportent des dates de paiement ou d'échéance différentes. Il s'agit alors d'une position asymétrique. Le prix d'un actif ou d'un passif sensible aux taux d'intérêt est refixé lorsque les taux changent, lorsque des flux de trésorerie sont générés à l'échéance ou pendant l'amortissement normal, ou lorsque les clients exercent les options de remboursement anticipé, de conversion ou de rachat qui sont rattachées à un produit particulier.

Notre risque de taux d'intérêt dépend de l'ampleur et de l'orientation des fluctuations des taux d'intérêt ainsi que de l'importance et de l'échéance des positions asymétriques. Il est aussi influencé par les volumes de nouvelles affaires, par les renouvellements de prêts et de dépôts ainsi que par la fréquence à laquelle les clients exercent les options, comme le remboursement d'un prêt avant son échéance.

Le risque de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de simulations «chocs» des mouvements des taux d'intérêt permettant d'évaluer l'incidence des variations de taux d'intérêt sur les revenus annuels à risque et la valeur économique à risque de la Banque. Les revenus annuels à risque correspondent à la variation du revenu d'intérêts net annuel de la Banque résultant d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt dû à des flux de trésorerie asymétriques. La valeur économique à risque correspond à l'écart entre la valeur actualisée du portefeuille d'actifs de la Banque et la variation de la valeur actualisée du portefeuille de passifs de la Banque, compte tenu des instruments hors bilan, qui résulte d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt.

Toutes les positions d'actif et de passif et tous les risques hors bilan sont évalués régulièrement. Nous visons à protéger la valeur actualisée de la marge fixée au moment de la prise d'effet des actifs et des passifs à taux fixe et à réduire la volatilité du revenu d'intérêts net au fil du temps.

Le risque de taux d'intérêt lié aux instruments comportant des flux de trésorerie à taux fixe fermés (sans option) est évalué et géré séparément des options incorporées dans les produits. Les flux de trésorerie prévus comprennent l'incidence des risques modélisés pour :

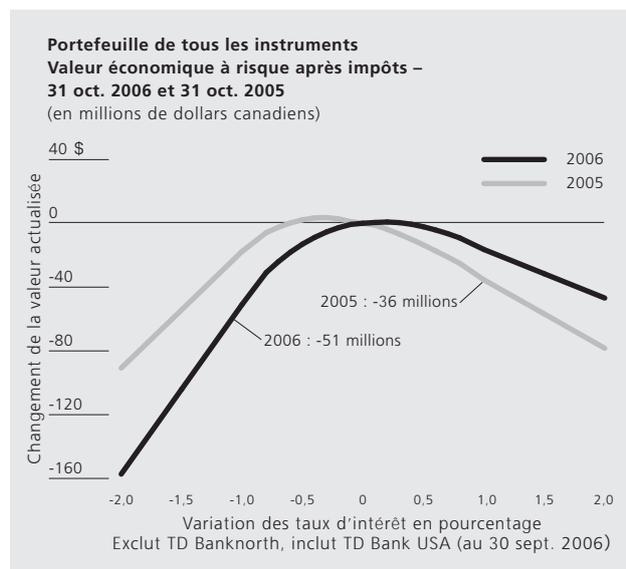
- un profil présumé d'échéances pour le portefeuille de dépôts de base de la Banque;
- le profil cible de placement de la Banque d'après sa position nette en actions;
- les hypothèses de règlement des hypothèques, à part les options incorporées de remboursement anticipé.

Pour ce qui est des instruments fermés, la gestion du portefeuille a pour objectif d'éliminer l'asymétrie des flux de trésorerie et ainsi réduire la volatilité du revenu d'intérêts net.

Les options rattachées aux produits, qu'elles soient autonomes comme celles des engagements de taux hypothécaires ou qu'elles soient incorporées dans un prêt ou dans un dépôt, exposent la Banque à un risque financier considérable.

Nos risques à l'égard des options autonomes en vertu d'engagements de taux hypothécaires sont modélisés d'après un taux de prêt prévu fondé sur des résultats historiques. Nous modélisons notre exposition aux options vendues incorporées dans d'autres produits, comme un droit de remboursement ou de rachat anticipé, d'après une analyse des comportements rationnels des clients. Nous modélisons également une exposition à une baisse des taux d'intérêt donnant lieu à une compression des marges sur certains comptes de dépôt à vue sensibles aux taux d'intérêt. Les expositions aux options de produits sont gérées par l'achat d'options ou par un processus de couverture dynamique conçu pour reproduire l'avantage des options achetées.

Le graphique ci-dessous indique notre exposition au risque de taux d'intérêt lié à tous les instruments inclus dans la situation financière, soit les instruments sans option (fermés) plus les options de produits. En 2006, le portefeuille a été très sensible à une baisse soudaine et soutenue de 100 points de base des taux. Si une telle baisse avait eu lieu, la valeur économique de l'avoir des actionnaires aurait diminué de 51 millions de dollars après impôts. Par contre, en 2005, le portefeuille avait été plus sensible à une hausse de 100 points de base des taux, qui aurait entraîné une baisse de 36 millions après impôts. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, les revenus à risque pour la totalité du portefeuille ont oscillé entre 24 et 53 millions de dollars. Le risque actuel représente une petite proportion des limites approuvées par le conseil d'administration et représente un portefeuille étroitement couvert d'après les hypothèses sur les produits.



Pour la mesure des revenus à risque (ne figure pas dans le graphique), une baisse de 100 points de base des taux le 31 octobre 2006 aurait fait baisser le bénéfice net avant impôts de 0,5 million de dollars au cours des douze prochains mois. En 2005, la Banque était aussi très exposée à une baisse des taux, qui aurait fait baisser de 15 millions de dollars le bénéfice avant impôts.

Gestion du risque de change hors du compte de négociation

Le risque de change correspond aux pertes qui pourraient découler des fluctuations des taux de change. L'actif et le passif libellés en monnaies étrangères comportent un risque de change.

Nous sommes exposés à un risque de change hors du compte de négociation en raison de nos placements dans des établissements étrangers et lorsque nos actifs libellés dans une monnaie étrangère sont supérieurs ou inférieurs à nos passifs libellés dans la même monnaie. La situation donne lieu à une position ouverte en monnaie étrangère. Des fluctuations défavorables des taux de change peuvent nuire au bénéfice net et aux capitaux propres de la Banque ainsi qu'à ses ratios de fonds propres. Nous visons à réduire au minimum l'effet de ces fluctuations.

Minimiser l'effet d'une fluctuation défavorable des taux de change sur les capitaux propres présentés donne lieu à une variabilité des ratios de fonds propres en raison du montant des actifs pondérés en fonction des risques libellés en monnaies étrangères. Si le dollar canadien fléchit, l'équivalent en dollars canadiens des actifs pondérés en fonction du risque de la Banque en monnaies étrangères augmente, ce qui accroît les exigences en matière de fonds propres de la Banque. Donc, le risque de change découlant des placements nets de la Banque dans des établissements étrangers est couvert dans la mesure où la variation des ratios de fonds propres ne dépasse pas une valeur tolérable pour une variation donnée des taux de change. La valeur tolérable augmente à mesure que le ratio de fonds propres de la Banque monte.

L'information relative à la valeur économique à risque et aux revenus annuels à risque ne tient pas compte de l'incidence des risques liés à TD Banknorth.

POURQUOI LES MARGES SUR LES PRODUITS FLUCTUENT AVEC LE TEMPS

Comme nous l'expliquons plus haut, la méthode de gestion de la Banque pour l'actif et le passif bloque les marges sur les prêts et les dépôts à taux fixe lorsqu'ils sont comptabilisés. Elle atténue aussi l'incidence d'un mouvement instantané de taux d'intérêt sur le niveau du revenu d'intérêts net devant être gagné avec le temps, en raison de l'asymétrie des flux de trésorerie et de l'exercice des options incorporées. Malgré cette méthode, la marge sur les actifs productifs moyens peut fluctuer avec le temps pour les raisons suivantes :

- Les marges gagnées sur les nouveaux produits à taux fixe ou sur les produits à taux fixe renouvelés, par rapport aux marges déjà gagnées sur les produits parvenus à échéance auront une incidence sur les marges existantes des portefeuilles.
- La marge moyenne pondérée sur les actifs productifs moyens variera par suite des changements apportés à la composition des affaires.
- Les fluctuations du taux de base des acceptations bancaires et le décalage dans l'évolution des prix des produits en réaction à des changements de taux de gros peuvent avoir une incidence sur les marges gagnées.
- Le niveau général des taux d'intérêt influe sur le rendement généré par la Banque sur le profil d'échéances modélisé pour ses dépôts de base et sur le profil de placement pour sa position nette en actions au fil du temps. Le niveau général des taux d'intérêt constitue également un facteur clé de certains risques modélisés au titre des options et aura une incidence sur le coût de couverture de ces risques.

La méthode de la Banque tend à atténuer l'incidence de ces facteurs au fil du temps, ce qui donne lieu à un flux de bénéfices plus réguliers et plus prévisibles.

Une simulation modélisée du revenu d'intérêts net est utilisée pour évaluer le niveau et les variations du revenu d'intérêts net qui sera dégagé dans le temps, selon divers scénarios de taux d'intérêt. Cette simulation comprend également l'incidence des hypothèses quant à la croissance projetée des volumes de produits, aux nouvelles marges et à la combinaison de produits.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que nous ne puissions pas satisfaire aux demandes de liquidités et nous acquitter de nos obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir au retrait d'un dépôt, à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit. Le risque d'illiquidité comprend également le risque de ne pas être en mesure de liquider des actifs dans des délais convenables et à un prix raisonnable.

La Banque doit toujours avoir accès à des fonds suffisants pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître ses actifs et ses activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de stress. Dans le cas improbable qu'elle manque de financement, la Banque doit pouvoir poursuivre ses activités sans être forcée de liquider une trop grande partie de ses actifs. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui lui assure l'accès à des fonds adéquats.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif surveille le programme de gestion du risque d'illiquidité de la Banque. Il s'assure de l'existence d'une structure de gestion efficace, à même d'évaluer et de gérer convenablement le risque d'illiquidité. De plus, le Forum général sur les liquidités, qui comprend des cadres supérieurs des Finances, de Gestion de la trésorerie et du bilan, de Gestion des risques et des Services bancaires en gros, relève et surveille nos risques d'illiquidité. Au besoin, le Forum recommande au comité de gestion de l'actif et du passif les mesures qui s'imposent pour maintenir notre situation de liquidité à l'intérieur de certaines limites tant dans des conditions normales qu'en situation de stress.

La Banque a une seule politique mondiale pour le risque d'illiquidité, mais les grandes unités d'exploitation évaluent et gèrent les risques d'illiquidité comme suit :

- Le service Gestion de la trésorerie et du bilan est chargé de consolider la situation mondiale de la Banque à l'égard du risque d'illiquidité et d'en faire rapport ainsi que de gérer la situation de risque d'illiquidité des Services bancaires personnels et commerciaux du Canada.
- Les Services bancaires en gros sont responsables de la gestion des risques d'illiquidité inhérents aux portefeuilles d'activités bancaires de gros.
- TD Bank USA est chargée de la gestion de sa situation d'illiquidité.
- Chaque unité d'exploitation doit adhérer à la politique mondiale de gestion des risques d'illiquidité, qui est passée en revue et approuvée périodiquement par le comité du risque du conseil d'administration.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Les exigences globales en matière de liquidité de la Banque sont définies comme la somme requise pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès à des liquidités. Nous ne recourons au financement de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou des actifs à court terme.

Nous évaluons les exigences de liquidités à l'aide d'un scénario de base prudent définissant les liquidités à détenir en tout temps pour une période minimale précise. Ce scénario prévoit la couverture de la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance ainsi que d'autres retraits possibles de dépôts et des passifs connexes. Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités pour nous assurer de notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pour une période maximale de un an.

Nous satisfaisons à nos exigences de liquidités en détenant des actifs facilement convertibles en espèces et en gérant nos flux de trésorerie. Ne sont des liquidités que les actifs négociables à court terme, assortis d'une notation de crédit suffisante et disponibles à la vente. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs requis aux fins de garantie et ceux affectés à des fins semblables ne sont pas compris dans les liquidités.

Bien que nos unités d'exploitation aient chacune la responsabilité d'évaluer et de gérer leurs risques d'illiquidité respectifs, nous gérons aussi des liquidités à l'échelle mondiale, en nous assurant de la gestion uniforme et efficiente du risque d'illiquidité dans toutes nos activités. Le 31 octobre 2006, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés s'établissait à 18,8 milliards de dollars jusqu'à 90 jours, en regard d'une position de 23,6 milliards de dollars le 31 octobre 2005. Notre position d'actifs liquides excédentaires correspond au total des actifs liquides de la Banque, moins les exigences de financement de gros non garanti de la Banque, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et les passifs éventuels venant à échéance dans les 90 jours.

Pour les situations de crise, nous disposons de plans d'urgence afin de respecter tous nos engagements en temps voulu.

FINANCEMENT

La Banque dispose d'une réserve importante de dépôts stables de détail et commerciaux, comptant pour plus de 63 % du total du financement. De plus, nous comptons un programme actif de financement de gros nécessaire pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs. Le financement de gros de la Banque est également réparti par région, par monnaie et par réseau de distribution. Nous avons des limites sur les sommes que nous pouvons garder pour un déposant de façon à ne pas compter excessivement sur un client ou sur un petit groupe de clients comme source de financement. Nous avons également une limite sur les montants de financement de gros qui peuvent arriver à échéance au cours d'une période donnée.

En 2006, la Banque a titrisé et vendu 3,0 milliards de dollars de prêts hypothécaires et des lignes de crédit de 3,5 milliards de dollars. De plus, la Banque a émis 3,7 milliards de dollars d'autres titres de financement à moyen et à long terme, 2,3 milliards de dollars de créances subordonnées et 0,4 milliard d'actions privilégiées.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de pertes lorsque les réclamations sont supérieures aux réclamations prévues dans le prix des produits. Le risque d'assurance peut découler d'une estimation ou d'un choix inadéquat des risques connexes, d'une piètre conception des produits, d'événements extrêmes ou catastrophiques, de même que du caractère aléatoire inhérent aux risques assurés.

L'assurance comporte le placement de produits qui transfèrent des risques individuels en vue d'en tirer un rendement qui est prévu dans les primes gagnées. Nous sommes exposés à des risques d'assurance dans le cadre de nos activités d'assurance IARD, d'assurance de personnes et de réassurance.

RESPONSABLES DU RISQUE D'ASSURANCE

La gestion du risque d'assurance incombe principalement à la haute direction de chaque unité d'exploitation ayant des activités d'assurances, sous la surveillance de Gestion des risques. Le comité de vérification du conseil d'administration agit comme comité de vérification et comité de révision pour les filiales canadiennes d'assurance. Ces filiales ont également leur propre conseil d'administration, de même que des actuaires nommés indépendants qui assurent un suivi additionnel de la gestion du risque.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ASSURANCE

Nous avons mis en place un ensemble de politiques et de pratiques pour gérer le risque d'assurance. À cette fin, une bonne conception des produits est un élément déterminant. La plupart des risques assurés sont essentiellement à court terme, c'est-à-dire qu'ils n'engendrent pas de garanties de prix à long terme. Une diversification géographique et une diversification de la gamme de produits sont également des éléments importants. Une protection de réassurance est souscrite pour réduire encore plus l'exposition aux risques de fluctuations des réclamations, notamment l'exposition aux catastrophes naturelles dans nos activités d'assurance IARD. Nous gérons aussi le risque par des pratiques efficaces de tarification et d'approbation des réclamations, de suivi constant des résultats réels et d'analyses de scénarios de simulation de stress.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est le risque de perte découlant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus, des gens et des systèmes internes ainsi que d'événements externes.

Les rouages d'une institution financière complexe exposent nos entreprises à une vaste gamme de risques d'exploitation, notamment l'inexécution des opérations et les erreurs dans la documentation, les infractions fiduciaires et les divulgations d'information, les défaillances technologiques, l'interruption des affaires, le vol et la fraude, la sécurité des lieux de travail et les dommages aux actifs corporels découlant de nos activités internes et de nos activités imparties. L'incidence peut entraîner des pertes financières, nuire à notre réputation, ou donner lieu à des amendes ou à des blâmes.

La gestion du risque d'exploitation est impérative et essentielle à la création d'une valeur durable pour les actionnaires ainsi qu'à l'efficacité de l'exploitation, et à l'offre d'un accès fiable, sécuritaire et commode à des services financiers, ce qui suppose que la Banque doive maintenir un cadre de gestion du risque d'exploitation efficace composé de politiques, de processus, de ressources et de contrôles internes qui permettent de contenir le risque d'exploitation à des niveaux acceptables.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'EXPLOITATION

Gestion des risques est responsable de la conception et du maintien du cadre de gestion global des risques d'exploitation de la Banque, lequel comprend des politiques, des processus et des pratiques de gouvernance à l'échelle de l'entreprise visant à déceler, évaluer, atténuer et contrôler le risque d'exploitation et à en faire rapport. Gestion des risques facilite la surveillance du risque et la communication à la haute direction, au comité de surveillance du risque d'exploitation et au comité du risque du conseil d'administration, de rapports sur les risques d'exploitation que court la Banque.

La Banque compte également sur ses propres groupes de spécialistes qui se concentrent exclusivement sur la gestion de risques d'exploitation spécifiques qui nécessitent des activités d'atténuation ciblées. Ces groupes sont responsables de l'établissement de politiques à l'échelle de l'entreprise et du maintien d'une surveillance appropriée particulièrement de questions comme la poursuite des activités, la gestion de l'impartition, la gestion du risque lié à la technologie et la sécurité des données.

La responsabilité de la gestion courante du risque d'exploitation incombe essentiellement à la haute direction de chaque unité d'exploitation selon les politiques de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Chaque unité d'exploitation et chaque groupe du Siège social comportent une fonction de gestion des risques indépendante qui met en œuvre le cadre de gestion des risques d'exploitation, compte tenu de la nature et de l'ampleur de ses risques d'exploitation propres. Chaque unité d'exploitation a un comité de gestion des risques composé des cadres supérieurs de l'unité qui supervise les enjeux et les initiatives à l'égard de la gestion des risques d'exploitation.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'EXPLOITATION

Par le cadre de gestion des risques d'exploitation, la Banque se dote d'un système de politiques, de processus et de méthodes exhaustifs qui limitent le risque d'exploitation à des niveaux acceptables et mettent l'accent sur des pratiques de gestion proactives. Les principales activités de gestion du risque d'exploitation sont les suivantes :

Autoévaluation des risques et des contrôles

Le contrôle interne constitue l'un des principaux boucliers qui assurent la protection des employés, des clients, des actifs et de l'information et sert à la prévention et la détection des erreurs et des fraudes. Le processus d'autoévaluation des risques et des contrôles a été adopté par chacune de nos unités d'exploitation dans le but de recenser de façon proactive les principaux risques d'exploitation présents dans l'entreprise et d'évaluer si les contrôles internes en place sont appropriés pour atténuer ces risques. Chaque direction utilise également les résultats de ce processus pour voir à ce que son unité d'exploitation maintienne des contrôles internes efficaces selon les politiques de la Banque.

Surveillance des occurrences de risque d'exploitation

La surveillance des occurrences de risque d'exploitation est importante pour rester sensible aux risques rencontrés et pour aider la direction à agir de manière constructive afin de réduire notre exposition aux pertes futures. La Banque a un système centralisé d'information qui sert à surveiller les occurrences internes et externes et à en faire rapport. L'information sur ces occurrences est analysée pour en dégager les tendances aux fins d'étalonnage ainsi que pour bien comprendre les risques courus dans nos unités d'exploitation et par la Banque dans son ensemble.

Rapports sur les risques

Gestion des risques, en collaboration avec la direction des unités d'exploitation, facilite la présentation régulière de facteurs de risques jusqu'à la haute direction et au conseil d'administration, fournissant des indicateurs compréhensibles de l'ampleur et de l'orientation des risques présents dans toute la Banque. Les enjeux et les plans d'action importants à l'égard du risque d'exploitation font l'objet d'un suivi et d'une communication systématiques afin de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités et reste attentive aux risques.

Assurances

Gestion des risques gère activement un vaste portefeuille d'assurance ainsi que d'autres instruments de financement des risques afin de compter sur une protection additionnelle contre les pertes. Gestion des risques évalue le type et le niveau de la couverture d'assurance de responsabilité civile requise par rapport à notre tolérance au risque et par rapport à nos obligations réglementaires. Il s'agit entre autres de procéder à des analyses de risques et à des analyses financières poussées et à trouver des occasions permettant de transférer les risques au besoin.

Technologies et information

La gestion des risques d'exploitation liés à l'utilisation de technologies et d'information est primordiale pour la Banque. Les technologies et l'information sont utilisées pour ainsi dire dans toutes les sphères de nos activités, y compris la création et le soutien de nouveaux marchés, de produits concurrentiels et de canaux de distribution. Les risques liés à la technologie et à l'information qui touchent à l'intégrité et à la sécurité opérationnelles de nos données, de nos systèmes et de notre infrastructure sont gérés de façon active au moyen de programmes de gestion des risques liés aux technologies et à la sécurité de l'information à l'échelle de l'entreprise, lesquels sont fondés sur les meilleures pratiques du secteur et sur le cadre de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Ces programmes de gestion comprennent des évaluations strictes de la menace et de la vulnérabilité, des processus liés à la sécurité et des pratiques méthodiques de gestion des changements.

Gestion de la poursuite des activités

La gestion de la poursuite des activités est vitale et fait partie intégrante du cadre de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Elle comprend le maintien des pratiques de gestion de la poursuite des activités à l'échelle de l'entreprise, ce qui permet à la haute direction et aux cadres supérieurs de continuer à gérer et à exploiter leurs unités d'exploitation dans des conditions défavorables, en mettant en œuvre des stratégies souples, des objectifs de récupération, des plans visant la poursuite des activités et la gestion des crises et des protocoles de communication.

Chaque unité d'exploitation a son propre plan de reprise en cas d'arrêt ou de dérèglement d'une composante essentielle pour les fonctions critiques et chaque unité teste régulièrement ce plan.

Gestion de l'impartition

L'impartition est une entente conclue avec un prestataire de services qui exécute au nom de la Banque des activités, des fonctions ou des processus d'affaires dont on s'attendrait normalement qu'ils soient exécutés par la Banque elle-même. L'impartition d'activités d'affaires est profitable pour la Banque si elle donne accès à des technologies de pointe, des connaissances spécialisées, des économies d'échelle et des efficacités opérationnelles. Bien que ces ententes soient avantageuses pour nos activités et notre clientèle, nous convenons que des risques y sont rattachés et que ces risques doivent être gérés. Pour réduire notre exposition aux risques relatifs à l'impartition, nous avons un programme en matière de gestion des risques d'impartition mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise qui comprend l'établissement de normes minimales quant à la diligence raisonnable et à la surveillance continue des prestataires de services, selon l'importance de l'entente particulière d'impartition intervenue.

Risque de réglementation et risque juridique

Le risque de réglementation correspond au risque de non-conformité aux lois, aux règlements et aux directives réglementaires applicables. Le risque juridique correspond au risque de non-conformité aux exigences légales, y compris la prévention et le règlement efficaces des litiges.

Les services financiers sont parmi les secteurs les plus strictement réglementés, et il est attendu que la direction d'une entreprise de services financiers comme la nôtre respecte des normes élevées dans toutes ses relations et activités d'affaires. Par conséquent, nous sommes exposés à un risque de réglementation dans la quasi-totalité de nos activités. La Banque et ses filiales sont en outre parties à diverses poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre se rapportent à des prêts. La non-conformité aux exigences réglementaires applicables entraîne un risque de réputation pour la Banque dans son ensemble ainsi qu'un risque d'amende ou de blâme en plus de pouvoir conduire à une poursuite. Les amendes, les décisions d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation ainsi que tout autre coût associé à des poursuites judiciaires peuvent également avoir une incidence défavorable sur les bénéfices de la Banque.

Le risque de réglementation et le risque juridique diffèrent des autres risques bancaires, comme le risque de crédit ou le risque de marché, car il ne s'agit pas de risques que la direction prend activement et consciemment en prévision de dégager un rendement. Ce sont des risques auxquels nous faisons face dans le cours normal de nos affaires.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET DU RISQUE JURIDIQUE

La gestion proactive du risque de réglementation est assurée principalement par l'entremise d'un cadre de gestion du risque de réglementation à l'échelle de l'entreprise appelé «cadre de gestion de la conformité aux lois». Le Service de la conformité est responsable de ce cadre. Selon ce cadre, la direction de chaque unité d'exploitation est responsable de la gestion quotidienne du risque de réglementation. Elle doit faire la preuve que toutes les exigences réglementaires sont respectées. À cette fin, elle reçoit de l'aide et des conseils des fonctions du Siège social chargées de la surveillance, soit le Service juridique, le Service de la conformité et le Service de la vérification.

Les conseillers juridiques internes et externes travaillent en étroite collaboration avec les unités d'exploitation dans le cadre des activités quotidiennes pour relever les secteurs présentant un risque juridique éventuel, pour dresser et négocier les accords juridiques visant à gérer ces risques, pour conseiller quant à la conformité des obligations juridiques selon les accords et gérer les litiges auxquels la Banque et ses filiales sont parties.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET LE RISQUE JURIDIQUE

Les unités d'exploitation gèrent le risque de réglementation et le risque juridique courants, principalement en établissant des normes adéquates en matière de conformité à l'échelon de la direction, en mettant en place et en appliquant des politiques et des procédures appropriées et en assurant la surveillance de la conformité. Les fonctions du Siège social chargées de la surveillance font aussi la promotion d'une culture de conformité au sein de la Banque comme suit :

- communication des exigences réglementaires et des nouveaux risques liés à la conformité à chaque unité d'exploitation;
- vérification auprès des unités d'exploitation de l'application des politiques et des procédures appropriées et du fait qu'une formation adéquate sur les exigences réglementaires est fournie aux employés;
- surveillance indépendante et vérification par tests des unités d'exploitation afin de s'assurer qu'elles respectent les politiques, les procédures et les exigences et que les contrôles internes sont efficaces;
- recensement et signalement à la haute direction et au conseil d'administration des enjeux et des constatations importants.

Le respect des exigences réglementaires est également documenté au moyen d'un processus d'attestation officiel assuré par la direction de l'unité d'exploitation. Outre l'exécution de processus de surveillance et d'examen tout au long de l'année, les unités d'exploitation canadiennes révisent une fois l'an les exigences réglementaires reliées aux lois qui les régissent et mettent à jour leurs évaluations des risques et leurs contrôles destinés à atténuer ces risques. Plus un risque est élevé, plus le processus de contrôle doit être rigoureux afin de réduire au minimum le risque de non-conformité. Le Service de la conformité examine aussi les évaluations pour déterminer l'efficacité des contrôles des unités d'exploitation. Une fois que le processus d'examen annuel est achevé, la haute direction des unités d'exploitation atteste par écrit qu'elles sont en conformité avec les exigences réglementaires applicables ou bien qu'il existe des écarts ou des lacunes. En cas d'écarts ou de lacunes, un plan d'action doit être dressé et exécuté pour y remédier.

Bien qu'il ne soit pas possible d'éliminer complètement le risque juridique, la fonction juridique s'assure que les unités d'exploitation comprennent les risques éventuels et qu'elles tentent activement de les gérer en vue de réduire les risques pour la Banque. En outre, le risque juridique touchant le processus de règlement des litiges est géré comme suit :

- utilisation pertinente de spécialistes et de conseillers juridiques externes;
- examen périodique des situations par le Service juridique, avec l'unité d'exploitation en cause et, au besoin, d'autres groupes;
- en ce qui a trait à l'incidence que pourrait avoir un litige sur la situation financière et sur les divulgations financières connexes de la Banque, examen trimestriel des questions par le Service juridique et le chef du contentieux en collaboration avec le Service des finances et d'autres groupes de direction, les vérificateurs nommés par les actionnaires et, si la situation est importante, le comité de vérification.

Risque de réputation

Le risque de réputation correspond à la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, concernant les pratiques commerciales, les actions ou les inactions d'une institution, entraîne ou pourrait entraîner une perte de valeur de l'institution, une baisse de sa liquidité ou un effritement de sa clientèle.

La réputation d'une société est en soi un bien précieux, essentiel pour optimiser la valeur pour les actionnaires. Voilà pourquoi elle est toujours sensible aux risques. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques, puisque la réputation n'échappe à aucun risque et qu'à son tour la réputation peut rejaillir sur la marque, le bénéfice et les fonds propres. Qu'il s'agisse du risque de crédit, du risque de marché, du risque d'exploitation, du risque d'assurance, du risque d'illiquidité, du risque de réglementation ou du risque juridique, tous doivent être gérés de manière efficace afin de protéger la réputation de la Banque.

Étant donné l'évolution des pratiques commerciales dans la foulée des nouvelles réalités d'exploitation qui définissent le risque de réputation, nous avons accru, à l'instar d'autres entreprises de notre secteur, l'importance que nous accordons à ce risque. Nous avons, au niveau de l'entreprise, une politique à l'égard du risque de réputation, approuvée par le comité du risque du conseil d'administration, établissant un cadre au sein duquel les unités d'exploitation relèvent les questions touchant la réputation, qui sont ensuite soumises à l'attention des comités pertinents, y compris le comité du risque de réputation. Au sein des services de gros, nous avons également défini et documenté un processus d'approbation des opérations structurées. Ce processus fait intervenir des comités incluant des représentants des unités d'exploitation et des fonctions de contrôle, et il consiste entre autres à prendre en considération tous les aspects d'un nouveau produit structuré, y compris le risque de réputation.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉPUTATION

L'équipe de la haute direction et les comités de direction qui examinent le risque de réputation dans le cadre de leur mandat normal sont responsables en dernier ressort de la réputation de la Banque. Cependant, tous les employés et les représentants de la Banque doivent contribuer positivement à la réputation de la Banque, en s'assurant de respecter un code d'éthique en tout temps et de maintenir des relations harmonieuses avec les parties intéressées et en s'assurant que la Banque respecte les politiques, les lois et les règlements applicables. La gestion du risque de réputation est plus efficace lorsque tout un chacun a toujours à cœur d'améliorer et de protéger la réputation de la Banque.

Accord de Bâle II

L'Accord de Bâle II est un nouveau cadre introduit en 2004 par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ce cadre vise à améliorer la conformité aux exigences de fonds propres au niveau international, à rendre le capital réglementaire plus sensible aux risques et à encourager de meilleures pratiques en matière de gestion des risques pour les banques actives à l'échelle internationale. La Banque a affecté des ressources compétentes à ce projet pour satisfaire aux exigences de l'Accord de Bâle II.

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables critiques

Les conventions comptables de la Banque sont essentielles pour comprendre ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Un sommaire des principales conventions comptables est présenté dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de la Banque. Certaines conventions comptables de la Banque nécessitent des jugements et des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'ils portent sur des questions qui sont essentiellement incertaines. Toute modification de ces jugements et estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque. La Banque a établi des procédés pour assurer que les conventions comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes sont adéquatement contrôlés et mis en œuvre de manière appropriée et systématique. En outre, les conventions comptables critiques de la Banque sont régulièrement examinées avec le comité de vérification. Les conventions comptables critiques qui exigent que la direction établisse des jugements et des estimations incluent la comptabilisation des prêts douteux, la comptabilisation de la juste valeur des instruments financiers détenus dans les portefeuilles de négociation, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, l'évaluation des valeurs du compte de placement, la comptabilisation des titrisations et des entités à débiteurs de droits variables, l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, la comptabilisation des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et les passifs éventuels.

COMPTABILISATION DES PRÊTS DOUTEUX

La comptabilisation des prêts douteux revêt une grande importance compte tenu de la taille du portefeuille de prêts de la Banque. La Banque utilise deux types de provisions pour prêts douteux : les provisions spécifiques et les provisions générales. Les prêts douteux sont comptabilisés lorsque la Banque détermine, après l'identification et l'évaluation des comptes et des prêts problématiques, que le recouvrement opportun de la totalité des intérêts et du capital exigibles aux termes du contrat n'est plus assuré. Le choix du moment pour désigner un prêt comme prêt douteux et établir le montant de la provision spécifique nécessaire exigent un jugement éclairé. Le jugement de la direction est fondé sur l'évaluation de la probabilité de défaut, de la perte en cas de défaut et du risque en cas de défaut. Les modifications apportées à ces estimations, du fait d'un certain nombre de circonstances, peuvent avoir une incidence directe sur la provision pour prêts douteux et entraîner un changement de la provision. Les modifications apportées à la provision, le cas échéant, influeraient surtout sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les Services bancaires en gros. Les examens des autorités de réglementation du Canada et des États-Unis apportent une certaine uniformité aux provisions spécifiques constatées par les banques.

La provision générale exige l'exercice du jugement de la direction et son niveau dépend de l'évaluation de la conjoncture économique et commerciale, des résultats historiques et techniques prévus, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. Pour établir le niveau approprié de la provision générale, la Banque a recours, outre le jugement de la direction, à un modèle interne fondé sur des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'utilisation en cas de défaut. Si l'on augmentait ou réduisait ces paramètres de 10 % isolément, le modèle indiquerait soit une augmentation, soit une diminution de la provision pour prêts commerciaux et aux grandes entreprises de 43 millions de dollars au titre de la probabilité de défaut, de 43 millions de dollars au titre de la perte en cas de défaut et de 16 millions de dollars au titre de l'utilisation en cas de défaut.

La rubrique «Gestion des risques», pages 57 à 66 du présent rapport de gestion, présente une analyse plus détaillée du risque de crédit. Se reporter également à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur la provision pour pertes sur créances.

COMPTABILISATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS DANS LES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

Les valeurs du compte de négociation de la Banque, les obligations liées aux valeurs vendues à découvert et les instruments dérivés de négociation sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, et les gains et pertes réalisés et latents qui en découlent sont constatés immédiatement dans les autres revenus. Se reporter aux notes 2, 17 et 19 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails.

La juste valeur des instruments financiers négociés en Bourse est déterminée d'après les cours du marché et rajustée en fonction des règlements de marge quotidiens, s'il y a lieu. La note 17 afférente aux états financiers consolidés de la Banque contient de l'information sur la juste valeur estimative de tous les instruments financiers au 31 octobre 2006.

La juste valeur de la presque totalité des instruments financiers détenus dans des portefeuilles de négociation est établie en fonction du cours du marché ou de modèles d'évaluation qui font appel à des paramètres de marché observables de manière indépendante. Ces paramètres comprennent les courbes des taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des options. Les modèles d'évaluation englobent les taux et les prix en vigueur sur le marché pour des instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires, et ils tiennent compte de facteurs comme la qualité du crédit de la contrepartie, la liquidité et la concentration. Certains instruments dérivés sont évalués à l'aide de modèles dont les paramètres de marché ne sont pas observables. En pareil cas, la direction doit faire preuve de jugement dans l'estimation des paramètres. Ces instruments dérivés ne sont pas, en temps normal, négociés activement sur le marché et sont complexes. Par exemple, certains produits de crédit sont évalués à l'aide de modèles assortis de paramètres comme des taux de corrélation et de recouvrement qui ne sont pas observables. Toute incertitude dans l'estimation des paramètres peut avoir une incidence sur le montant des revenus ou des pertes comptabilisés pour une position particulière. Dans le cas où aucun paramètre de marché n'est observable, la Banque reporte tous les bénéfices de mise en place.

La direction exerce également son jugement pour comptabiliser les rajustements de juste valeur apportés aux modèles d'évaluation pour tenir compte de l'incertitude relative à la mesure dans l'évaluation d'instruments dérivés complexes et négociés moins activement sur le marché.

Pour s'assurer que les évaluations produites par les modèles sont appropriées, la Banque exerce des contrôles, notamment une revue et une approbation indépendantes des modèles d'évaluation et une revue indépendante des évaluations par du personnel qualifié. Étant donné l'évolution du marché des instruments dérivés complexes, la tarification de ces produits devient plus transparente, ce qui donne lieu à une amélioration des modèles d'évaluation.

Nous sommes d'avis que les estimations de la juste valeur sont raisonnables à la lumière du processus suivi pour obtenir divers prix du marché extérieur, de l'application constante des modèles sur une certaine période et des contrôles et processus susmentionnés. Les évaluations sont également corroborées d'après les résultats passés et d'après les règlements en espèces réels de contrats. Cette convention comptable influe surtout sur les Services bancaires en gros. Pour une analyse du risque de marché, se reporter à la page 60 du présent rapport de gestion.

COMPTABILISATION DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour comptabiliser les impôts de l'exercice, la Banque doit faire preuve de jugement à l'égard des questions touchant certaines opérations complexes, les questions connues à l'étude auprès de l'administration fiscale ou les questions soumises à un tribunal. De ce fait, la Banque a une provision fiscale pour éventualités et en évalue régulièrement le caractère adéquat.

Des impôts sur les bénéfices futurs sont constatés pour tenir compte de l'incidence des impôts futurs sur les opérations réalisées pendant l'exercice courant. La constatation d'impôts sur les bénéfices futurs a une incidence sur tous les secteurs de la Banque et fait appel au jugement, notamment dans les situations suivantes :

- La recouvrabilité des actifs d'impôts futurs est évaluée. La Banque constate une provision pour moins-value lorsqu'elle croit, d'après tous les éléments probants disponibles, qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs constatés ne se réaliseront pas tous avant leur échéance. Cependant, le montant d'actifs d'impôts futurs constaté et considéré comme réalisable pourrait être réduit si le bénéfice projeté n'était pas réalisé en raison de divers facteurs, telle qu'une conjoncture économique défavorable. Si la Banque estimait que le bénéfice projeté ne sera pas atteint, elle constaterait une provision pour moins-value additionnelle pour ramener ses actifs d'impôts futurs à un montant qu'elle croit réalisable. La taille de la provision pour moins-value repose en grande partie sur les prévisions de bénéfices de la Banque, ces bénéfices établissant dans quelle mesure la Banque pourra réaliser ses actifs d'impôts futurs.
- Les actifs d'impôts futurs sont calculés à l'aide des taux d'imposition qui sont censés s'appliquer au cours de la période ou ils seront réalisés. Les actifs et les passifs d'impôts constatés antérieurement doivent être rajustés lorsque la date prévue de l'événement futur est révisée en fonction de nouvelles informations.
- La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de certaines activités à l'étranger puisqu'elle ne prévoit pas les rapatrier. Les impôts estimatifs à payer sur ces bénéfices en cas de rapatriement seraient de 454 millions de dollars au 31 octobre 2006.

ÉVALUATION DES VALEURS DU COMPTE DE PLACEMENT

Les valeurs du compte de placement de la Banque comprennent les valeurs négociées sur le marché et les placements dans des titres de participation privés non négociés sur le marché. Selon les PCGR, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût après amortissement, et rajustées à la valeur de réalisation nette afin de constater une baisse de valeur durable.

La Banque présente la juste valeur estimative des valeurs du compte de placement à la note 2 afférente à ses états financiers consolidés. L'évaluation des valeurs négociées sur le marché est déterminée selon les cours du marché, qui fluctuent d'une période de présentation à l'autre. L'évaluation des placements dans des titres de participation privés exige que la direction fasse preuve de jugement, étant donné l'absence de cours du marché, le manque inhérent de liquidité et la nature à plus long terme de ces placements. Ces derniers sont initialement comptabilisés au coût et comparés régulièrement avec la juste valeur. La juste valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation, y compris les flux de trésorerie actualisés et un multiple du bénéfice avant impôts et amortissement. La direction exerce son jugement pour choisir la méthode d'évaluation ainsi que les diverses données utilisées pour le calcul, qui peuvent varier d'une période de présentation à l'autre. Ces estimations font l'objet d'un suivi et d'un examen périodiques de notre part afin d'en établir la cohérence et la vraisemblance. Toute imprécision de ces estimations peut influencer sur la juste valeur qui en découlera. En raison de la nature des placements dans des titres de participation privés, l'évaluation de la direction changera avec le temps, à mesure que les titres sous-jacents arriveront à échéance et qu'une stratégie de sortie sera élaborée et mise en œuvre. Les estimations de juste valeur peuvent également changer en raison de l'évolution des affaires des émetteurs. Les changements peuvent être importants selon la nature des facteurs retenus pour la méthode d'évaluation et l'ordre de grandeur des variations de ces facteurs.

Les valeurs du compte de placement sont ramenées à leur valeur de réalisation nette lorsqu'une baisse de valeur est considérée comme durable. La détermination du caractère temporaire ou durable de la baisse de valeur est une question de jugement. Nous examinons régulièrement les valeurs du compte de placement pour déterminer toute baisse de valeur durable possible, et cet examen comporte généralement une analyse des faits et circonstances propres à chaque placement et des attentes de rendement d'un titre. Plus particulièrement, les facteurs suivants sont indicatifs d'une perte de valeur : le fait que la valeur boursière du titre soit inférieure, depuis longtemps, à la valeur comptable; le fait que la société émettrice ait subi des pertes importantes au cours du ou des derniers exercices; le fait que la société émettrice accumule des pertes depuis plusieurs années; la suspension des opérations portant sur le titre en question; les difficultés de trésorerie et les problèmes de continuité de l'exploitation de la société émettrice. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs d'exploitation de la Banque.

COMPTABILISATION DES TITRISATIONS ET DES ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Deux décisions importantes doivent être prises en ce qui concerne la comptabilisation des titrisations. La première décision importante concerne les actifs titrisés montés par la Banque. Il faut décider si la titrisation peut être considérée comme une vente selon les PCGR. Selon les PCGR, il faut que la Banque satisfasse à certains critères particuliers

pour établir qu'elle a renoncé au contrôle des actifs et, par conséquent, être en mesure de constater un gain ou une perte à la vente. Par exemple, les actifs titrisés doivent être isolés par rapport à la Banque et être placés hors d'atteinte de la Banque et de ses créanciers, même en cas de faillite ou de mise sous séquestre. Pour calculer le gain ou la perte à la vente, la direction estime les flux de trésorerie futurs à partir du montant estimatif des intérêts attendus sur les actifs titrisés, du rendement revenant aux investisseurs, de la tranche des actifs titrisés qui sera remboursée avant l'échéance prévue, des pertes sur créances prévues, du coût de gestion des actifs et du taux d'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie réels peuvent être très différents des estimations de la direction. Si les flux de trésorerie réels diffèrent de nos estimations des flux de trésorerie futurs, alors les gains ou les pertes de titrisation constatés dans les revenus seront rajustés. Les droits conservés sont passés en résultat sur la durée de l'actif titrisé. La note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information additionnelle sur les titrisations, y compris une analyse de sensibilité pour les principales hypothèses. Pour 2006, les principales hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs n'ont fait l'objet d'aucune modification importante. Les hypothèses sont révisées périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

La deuxième décision importante consiste à déterminer si les EDDV doivent être consolidées. Toutes les fiducies de titrisation de la Banque sont considérées comme des EDDV. Selon les PCGR actuels, les EDDV doivent être consolidées seulement lorsque la Banque est le principal bénéficiaire exposé à une majorité des pertes prévues de l'EDDV ou qui a droit à une majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux. En outre, la Banque ne doit pas consolider une EDDV qui est une SAA. La direction exerce son jugement pour estimer les pertes prévues et le rendement résiduel prévu en vue d'établir si la Banque conserve la presque totalité des risques et des avantages résiduels relatifs à l'EDDV. Selon les PCGR actuels, la totalité des actifs montés par la Banque et cédés à des EDDV satisfont aux critères de traitement à titre de vente et de non-consolidation. Cette convention comptable a une incidence sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires en gros et le Siège social.

ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET DES ACTIFS INCORPORELS

Selon les PCGR, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation au moins annuellement au niveau des unités d'exploitation ou dans le cas où un événement ou un changement de situation indique que l'actif peut avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation des écarts d'acquisition consiste à déterminer si la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition se rapporte est inférieure à sa valeur comptable, auquel cas la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable. Si la juste valeur est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition est considéré comme ayant subi une perte de valeur, et une charge pour dépréciation est constatée immédiatement. La juste valeur des unités d'exploitation de la Banque est déterminée d'après des modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs comme les bénéfices prévus et normalisés, les ratios cours-bénéfices et les taux d'actualisation. La direction exerce son jugement dans l'estimation de la juste valeur des unités d'exploitation, et toute imprécision des hypothèses et

des estimations de juste valeur peut influencer sur le calcul de la dépréciation et sur l'évaluation des écarts d'acquisition. La direction est d'avis que les hypothèses et les estimations utilisées sont raisonnables et justifiables dans le contexte actuel. Lorsque cela est possible, les justes valeurs internes sont comparées aux données du marché. Les valeurs comptables des unités d'exploitation de la Banque sont déterminées par la direction au moyen de modèles de capital économique aux fins de rajustement des actifs et passifs nets par unité d'exploitation. Ces modèles sont fondés sur divers facteurs comme le risque de marché, le risque de crédit et le risque d'exploitation, et ils visent à produire les fonds propres qui seraient détenus par une unité d'exploitation si elle était une entité autonome. L'attribution par la Banque de capital économique à l'unité d'exploitation est revue par le Comité de gestion du capital.

Les actifs incorporels qui tirent leur valeur de relations contractuelles avec des clients, ou qui peuvent être séparés et vendus, et qui ont une durée de vie utile limitée sont amortis sur leur durée de vie utile estimative. La détermination de la durée de vie utile estimative de ces actifs incorporels qui ont une durée de vie limitée nécessite une analyse des circonstances ainsi que du jugement de la part de la direction. Les actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Ces circonstances indiqueraient une dépréciation possible des actifs incorporels, auquel cas il faudrait effectuer une analyse des flux de trésorerie. La valeur des actifs incorporels ayant une durée de vie limitée serait ramenée à leur valeur recouvrable nette selon les flux de trésorerie futurs prévus. Cette convention comptable a une incidence sur les secteurs d'exploitation de la Banque. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur les écarts d'acquisition et les actifs incorporels.

COMPTABILISATION DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE

Les obligations au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite dépendent des hypothèses utilisées pour le calcul de ces montants. Les hypothèses actuarielles sont établies par la direction et évaluées annuellement par les actuaires de la Banque. Ces hypothèses comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires, la tendance générale du coût des soins de santé et le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi d'après le rendement à long terme d'obligations de sociétés notées AA à la date d'évaluation. Les autres hypothèses sont également des estimations à long terme. L'hypothèse relative au taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime est fondée sur les rendements historiques et les attentes quant aux rendements futurs de chaque catégorie d'actifs ainsi que sur la répartition cible des actifs de la caisse. Comme ces hypothèses se rapportent à des facteurs à long terme, elles supposent un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses ainsi que les variations des hypothèses découlant des modifications des attentes futures entraînent une augmentation ou une diminution de la charge pour prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite au cours des exercices futurs.

Le tableau ci-après présente la sensibilité de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de la charge de retraite du régime de retraite principal de la Banque aux variations du taux d'actualisation, de l'hypothèse relative au rendement à long terme prévu des actifs du régime et du taux d'augmentation des salaires au 31 octobre 2006. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau est hypothétique et doit être utilisée avec prudence. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs de la Banque. Pour plus d'information sur les principales hypothèses utilisées pour établir la charge de retraite annuelle et l'obligation au titre des prestations constituées de la Banque, se reporter à la note 15 afférente aux états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	Obligation	Charge
Incidence d'une variation de 1,0 % des principales hypothèses		
Hypothèse utilisée pour le taux d'actualisation	5,50 %	5,20 %
Diminution de l'hypothèse	334 \$	52 \$
Augmentation de l'hypothèse	(262) \$	(39) \$
Hypothèse utilisée pour le rendement à long terme prévu des actifs du régime		
Diminution de l'hypothèse	S.O.	S.O.
Augmentation de l'hypothèse	S.O.	S.O.
Hypothèse utilisée pour le taux d'augmentation des salaires		
Diminution de l'hypothèse	(79) \$	(19) \$
Augmentation de l'hypothèse	90 \$	22 \$

PASSIFS ÉVENTUELS

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées aux prêts. De l'avis de la direction, l'issue d'une ou de l'ensemble de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable marquée sur la situation financière de la Banque.

Des provisions pour litiges éventuels sont constituées lorsqu'il devient probable que la Banque engagera des frais et que le montant peut être estimé de manière raisonnable. Outre la direction de la Banque, des experts internes et externes évaluent la probabilité et le montant estimatif des pertes. Tant qu'une éventualité existe, la direction ou les experts de la Banque peuvent obtenir de nouvelles informations qui peuvent changer leur évaluation quant à la probabilité de pertes et à leur montant estimatif. Toute modification des évaluations peut faire varier le montant des pertes comptabilisées. De plus, les coûts réels de résolution de ces réclamations peuvent être sensiblement supérieurs ou inférieurs aux provisions.

Se reporter à la note 20 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails.

DÉRIVÉS

L'incidence des dérivés détenus à des fins autres que de transaction sur le revenu d'intérêts net et sur les autres revenus pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 est présentée au tableau 36 ci-dessous.

TABLEAU 36 DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS AUTRES QUE DE TRANSACTION		
(en millions de dollars canadiens)	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction admissibles à la comptabilité de couverture	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction non admissibles à la comptabilité de couverture
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	53 \$	– \$
Autres revenus	–	39

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière

La Banque prévoit adopter les normes comptables suivantes au cours des prochains exercices. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails sur ces modifications futures.

INSTRUMENTS FINANCIERS, COUVERTURES ET RÉSULTAT ÉTENDU

L'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », « Couvertures » et « Résultat étendu ». Ces normes, harmonisées en grande partie avec les PCGR des États-Unis, seront appliquées par la Banque à compter du 1^{er} novembre 2006. L'incidence principale de ces normes est décrite ci-dessous.

- Les autres éléments du résultat étendu deviendront une nouvelle composante de l'avoire des actionnaires et un nouvel état intitulé « État du résultat étendu » sera ajouté au jeu d'états financiers consolidés de base de la Banque.
- Les actifs financiers devront être classés comme disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, détenus à des fins de transaction, ou comme prêts et créances.
- Dans le cas des couvertures de juste valeur, qui consistent pour la Banque à couvrir les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, la variation de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts attribuable au risque couvert sera comptabilisée à l'état des résultats consolidé.

- Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie, qui consistent pour la Banque à couvrir la variation des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs à taux variable et aux opérations prévues, la tranche efficace de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés sera présentée dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés à l'état des résultats consolidé.

PCGR DES ÉTATS-UNIS

Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides

À compter du 1^{er} novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant certains instruments financiers hybrides. Selon cette ligne directrice, la Banque pourra choisir d'évaluer à leur juste valeur certains instruments financiers hybrides intégralement, et constater les variations de la juste valeur en résultat net. Le choix de l'évaluation à la juste valeur éliminera la nécessité de constater séparément certains dérivés incorporés dans ces instruments financiers hybrides.

Comptabilisation de la gestion des actifs financiers

À compter du 1^{er} novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant la gestion des actifs financiers. Cette ligne directrice exigera que la Banque évalue d'abord ses droits de gestion à la juste valeur, et elle lui permettra ensuite soit de les amortir sur leur durée, soit de les réévaluer à la juste valeur en les passant en résultat net. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

Impôts sur les bénéfices

À compter du 1^{er} novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter l'interprétation du FASB concernant les impôts sur les bénéfices. Cette interprétation fournit des renseignements additionnels sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies et les passifs d'impôts. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Contrôles et procédures

INFORMATION SUR LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Sous la surveillance et avec la participation de la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, une appréciation de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque, selon les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, a été effectuée en date du 31 octobre 2006. Selon cette appréciation, la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, a conclu que les contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque étaient efficaces au 31 octobre 2006.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Banque est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (comme il est défini dans les règles sur les valeurs mobilières applicables) pour la Banque. Le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière s'entend des politiques et des procédés qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Banque; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, et que les encaissements et décaissements de la Banque ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil

d'administration; et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Banque qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

La direction de la Banque a utilisé les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway, pour effectuer, avec la participation du chef de la direction et du chef des finances, une appréciation de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière était efficace au 31 octobre 2006. L'appréciation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été vérifiée par les vérificateurs indépendants de la Banque, Ernst & Young s.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit, qui ont aussi vérifié les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Dans leur rapport, à la page 72, les vérificateurs expriment une opinion sans réserve sur l'appréciation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière en date du 31 octobre 2006.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice 2006 et de la dernière période intermédiaire, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.